REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTERE DU PLAN

UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.

UPPE-SRP

Rapport final

des consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)

Territoire de UVIRA - Province du Sud Kivu.

Sous la coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- ***ABIAS RADJABU***
- ***Jean Ferdinand BITAHWA KASIGWA***
- ***Marc ETUNGANO BAHINDULA***
- ***Nestor FULEMBE***
- ***Pascal MIHIGO.***

Superviseur : John TSHIYOMBO NDAYA

Consultant SERACOB

Consultations : du 19 novembre au 10 décembre 2004

Atelier territorial : du 20 au 23 Décembre

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES **2**

AVANT – PROPOS. **4**

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION **5**

1.1. ORIGINE DU PROJET 5
1.2. PRESENTATION DES SITES 6
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT 16

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE **17**

2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE 17
2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES 17
2.3. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEE 20
2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DE SITE 21
2.4.1. Présentation du Territoire d'Uvira *21*
2.4.2. LES SITES *21*
2.5. MOBILISATION SOCIALE 22
2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES 23
2.7. CONCLUSION PARTIELLE 23

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE **24**

3.1. DEFINITION ET CONCEPTS 24
3.1.1. Pauvreté au niveau individuel *24*
3.1.2. Pauvreté au niveau de ménage *24*
3.1.3. Pauvreté au niveau de la communauté *24*
3.2. CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE 25
3.3. TENDANCES DE LA PAUVRETE 25
3.4. BIEN – ETRE 25
3.5. DIMENSION GENRE LA PAUVRETE 26
3.5.1. Statut social *26*
3.5.2. Activités journalières *26*
3.5.3. Secteurs sociaux *26*
3.5.4. Secteurs économiques *27*
3.5.5. Secteur de l'emploi *27*
3.6. INDICATEURS DE LA PAUVRETE 27
3.7. PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETITUDES 29
3.8. CONCLUSION PARTIELLE 40

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE **42**

4.1. ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE 42
4.1.1. Appartenance ethnique sur le site géographique *42*
4.1.2. Calendrier saisonnier *43*
4.1.3. Investissement dans l'éducation *45*
4.2. SOURCES MAJEURES DE REVENUS 45
4.2.1. Agriculture de subsistance *45*
4.2.2. Elevage *46*
4.2.3. Pêche *46*
4.2.4. Le commerce *47*
4.2.5. L'artisanat *47*
4.2.6. Emploi salarié *48*
4.2.7. Société et micro - crédits *48*

PAR CONTRE, DANS LES QUATRE AUTRES SITES CONSULTES, AUCUNE POSSIBILITE D'ACCES AU CREDIT N'EST OFFERTE A LA POPULATION. **48**

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES 49

5.1. INTRODUCTION 49
5.2. EDUCATION 49
5.3. SANTE 50
5.4. LOGEMENT 50
5.5. EAU ET ASSAINISSEMENT 51
5.6. VOIES DE COMMUNICATION 52
5.7. MARCHES 53
5.8. MOYENS DE COMMUNICATION 53
5.9. ENERGIE 54
5.10. CONCLUSION PARTIELLE 55

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE 56

6.1. INTRODUCTION 56
6.2. RAPPEL HISTORIQUE 56
6.3. GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO - PROMOTION 56
6.3.1. Instances locales de décision 56
6.3.2. Modes d'accès à la direction des instances locales de décision 57
6.3.3. Influence dans le choix des dirigeants 57
6.4. ACCES AU MEDIA 57
6.5. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE 58
6.6. LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES 58
6.7. CONCLUSION PARTIELLE 59

CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 60

INTRODUCTION 60
7.1. FORME DE L'ETAT 60
7.2. ELECTIONS 60
7.3. EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE 60
7.4. MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE 60
7.5. SANTE 61
7.6. APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE 61
7.7. ELECTRIFICATION RURALE ET LOGEMENT 61
7.8. ENVIRONNEMENT 61
7.9. SECURITE ET PROTECTION 61
7.10. CONCLUSION PARTIELLE 61

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 63

INTRODUCTION 63
8.1. MECANISME DE SURVIE 63
8.2. ACTIONS DE LA COMMUNAUTE 65

CONCLUSION GENERALE 95

ANNEXES : 97

AVANT – PROPOS.

Au terme des consultations participatives que nous venons de réaliser dans le territoire d'Uvira, dans le cadre du DSRP, l'occasion nous est offerte, d'exprimer notre entière satisfaction d'avoir mené à bon port ce travail combien complexe et passionnant.

Il est un fait que, la réalisation d'une analyse participative sur la pauvreté (APP), n'est pas une chose facile et requiert le concours de divers paramètres et ressources.

C'est pourquoi nous nous devons de remercier de prime à bord tous ceux qui de loin ou de près ont contribué à la réussite de cette étude qui jette une lumière suffisante sur la situation de la pauvreté dans le territoire d'Uvira, et plus particulièrement dans les 5 sites sur lesquels ont porté les consultations.

Nous remercions en premier lieu, le SERACOB pour son accompagnement technique et financier, sans lequel cette étude n'aurait pas été possible.
Nous remercions également les autorités politico administratives et militaires pour toutes les facilités nous accordées.

Enfin, nos remerciements s'adressent à toutes les personnes généreuses du territoire d'Uvira.

Nous apprécions le courage et l'engagement dont ils ont fait montre tout au long de nos travaux sur terrain. Nous leurs disons que leurs idées contribueront à l'élaboration du DSRP, qui est un document très déterminant pour l'avenir de notre province et de notre pays. Ils doivent donc en être fiers.

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1.1. Origine du Projet

Depuis 3 décennies déjà, plusieurs pays du tiers monde sont en proie à un endettement excessif qui entrave leur essor socio-économique. Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) initié et soutenu par les Institutions de Bretton- Wood (FMI, BIRD), en vue d'aider ces pays à régler leurs dettes, n'ont abouti qu'à des piètres résultats. De surcroît, ce mécanisme a accentué l'austérité des masses populaires dans la plupart de pays, conduisant ainsi aux remous sociaux dans le(s) pays concernés(s).

Face à cette situation d'absence de choix dans laquelle le traitement du service de la dette a plongé plusieurs PVD, les voix ont commencé à s'élever pour revendiquer l'annulation inconditionnelle de ces dettes pour le moins injustes, odieuses, illégitimes. Il faut souligner ici que le dynamisme et la collaboration de la Société Civile mondiale ont joué un rôle d'avant-garde dans ce lobbying pour l'annulation de la dette de ces pays.

Eu égard à cette pression grandissante, les pays occidentaux et les Institutions de Bretton- Wood ont accepté d'annuler de grandes proportions des dettes des pays les plus endettés. Cependant, ils ont conditionné cette annulation à l'accès du pays à l'initiative PPTE qui, lui-même, requiert l'élaboration d'un Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) pour chaque pays demandeur.

Concernant la République Démocratique du Congo, notre pays, l'élaboration de ce document est de la compétence du Ministère du Plan qui, à travers son Unité de Pilotage du processus DSRP (UPPE -SRP) a, sur appel d'offre public dans la presse nationale, recruté dix (10) structures pour conduire les Consultations Participatives sur l'ensemble du territoire national. En effet, pour le Sud-Kivu, c'est le SERACOB qui a été retenu et qui, à son tour a recruté et formé les animateurs pour différents axes (territoires).

En vue d'optimiser l'efficacité des consultations participatives sur terrain, les animateurs ont bénéficié d'une formation en Méthodes Accélérées de Recherche Participative (MARP). Il faut dire que cette formation a été très utile car, elle a permis aux animateurs de connaître un éventail d'outils nécessaires pour une recherche rapide au sein des communautés.

Après cette formation, nous avons commencé les consultations participatives qui nous ont conduit dans quatre (4) contrées du territoire d'Uvira à savoir :
LUVUNGI, SANGE, MAKOBOLA, KIGONGO et la cité d'UVIRA.

Dans chacun de ses sites, nous avons aidé les populations à identifier les différents aspects de la pauvreté dans leurs milieux respectifs avant de procéder à la planification stratégique à partir des problèmes prioritaires.

1.2. Présentation des sites

Les Consultations Participatives dans le Territoire d'Uvira ont porté sur cinq (5) sites (Villages/ Cités) : un échantillon par choix raisonné retenu sur base des informations spécifiques que chacun(e) des villages (cités) présente.

Il y a lieu de rappeler qu'au départ, les villages de LEMERA et BIJOMBO avaient été ciblés, mais suite aux impératifs sécuritaires, l'équipe d'animateurs a été amenée à limiter son rayon de travail aux sites présentant un minimum de sécurité.

Dans le territoire d'Uvira, les sites suivants ont été choisis, à savoir :

- La localité de Luvungi
- La Cité de Sange
- Le Groupement de MAKOBOLA I.
- La localité de Kigongo
- La Cité d'Uvira

A cet effet, la présentation ci-après s'en suit sur les cinq(5) sites choisis :

1.2.1. La localité de Luvungi

1. <u>Aspect géographique</u>

La localité de Luvungi est limitée :

-Au Nord : par la localité de Muranga
-Au Sud : par le groupement de Bwegera
-A l'Est : par la rivière Ruzizi
-A l'Ouest : par la rivière Ruvinvi

La population de cette localité est évaluée à 40.000 habitants avec toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

La dénomination ***« Luvungi »*** serait issue d'une déformation par les Belges du nom de la rivière ***« Luvubu »*** ; mais son vrai non était « ***Iyombe*** ».

Auparavant, Luvungi était une savane inhabitée et caractérisée par la présence de bêtes sauvages (buffles, éléphants,…). Plus tard, des populations vinrent peupler la contrée en 1921, lors de la création des chefferies par l'administration coloniale, la localité de Luvungi fit partie de la collectivité chefferie des Bafuliru et c'est jusqu'à nos jours.

Avant l'arrivée des Belges, le Mwami qui régnait sur la chefferie de Bafuliru était KALINGISHI du clan de BAHAMBA. Ainsi donc, tout le pouvoir revenait aux membres de la famille régnante (royale).

Au niveau des groupements appelés '' BALUZI '' : ce qui signifie en d'autres termes que le premier chef du groupement de Luvungi, en la personne de KABWIKA, soit issu de cette famille régnante.

Bien plus, hormis Monsieur MUGOMBEKERE d'origine Burundaise, intronisé pour raison de neutralité, tous les successeurs de KABWIKA sont issus de la famille régnante.

Au fil des années, la population de Luvungi a été secouée par des troubles suivants :

- Vers 1950, guerre entre les Bafuliru et les Barundi ;
- En 1963, guerre entre les militants du MNC (Mouvement National Congolais) dirigé par MARANDURA et ceux du PNP (parti National Populaire). C'était au début de la rébellion Muleliste ;
- En 1967, lors de la guerre de SICRAM, Luvungi fût la base arrière de l'armée gouvernementale ;
- En 1996, la guerre de l'AFDL ;
- En 1998, la guerre du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) ;
- En 2004, l'insurrection du colonel MUTEBUTSI ;

Toutes ces guerres ont eu des répercussions néfastes sur la population de cette contrée notamment : pillage, meurtre, destruction méchante, viols et diverses violations de droits de l'homme.

3. Aspect socio-économique

* **Santé** : le premier dispensaire rural a vu le jour vers 1940 et se trouvait chez les Missionnaires Catholiques. Actuellement, la localité compte 3 centres de santé (Luvungi I, Luvungi II et Mirungu), 2 postes de santé (COMICO, Méthodiste) et 1 seul dispensaire privé. Pour l'heure la desserte en eau potable est inexistante dans le village et la population consomme l'eau de la rivière Luvubu qui est impropre.

* **Education** : La première école de la contrée a été créée en 1930, mais c'était une école d'alphabétisation en vue de former les cuisiniers, sentinelles, moniteurs agricoles, clercs, des militaires et municipaux.

Actuellement, la localité compte 7 écoles primaires et 4 écoles secondaires en état de délabrement.

* **Economie** : L'économie de Luvungi repose sur l'agriculture et l'élevage. Avant la colonisation, la population pratiquait les cultures vivrières (manioc, maïs, haricot, bananiers). Avec l'arrivée des blancs, il y eut imposition de rente, à savoir le coton et le café.

Actuellement, la population s'occupe de la culture de manioc, haricot, maïs, tomate, café, coton, bananiers…Quant à l'élevage, il est dominé par des bovins, lapins.

1.2.2. La cité de Sange

1. Aspect géographique

La cite de SANGE est limité :

- Au Nord : par le groupement Luberizi
- Au Sud : par le groupement de Kabunambo
- A l'Est : par le groupement de Kabunambo
- A l'Ouest : par le groupement de Kigoma

La population de cette cité est évaluée à 32.151 habitants toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

Avant les années 1885, le village de Sange était inhabité et couvert d'une savane dense dans la quelle on trouvait des animaux sauvages. Le village a été peuplé par deux grandes vagues migratoires.

La première fût celle de Barundi se refoulés de chez eux et qui sollicitèrent au Mwami de Bafuliru la plaine pour le pâturages et leurs vaches. La deuxième était constituée des Bafuliru venus de moyens plateaux (Lubarika,…)

- En 1921, le Belges découpèrent le territoire de Bafuliru en trois Chefferies, notamment Bafuliru, Barundi et Bavira ;

- En 1961, suite à la pression des Bafuliru, la chefferie Barundi prit le nom de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. D'où le mécontentement des Barundi ayant débouché sur la guerre entre ces derniers et le Bafuliru ;
- En 1988, Sange fut détaché de la chefferie des Bafuliru et devient une cité dont le premier chef fut NKWANA Zakabemba. Aujourd'hui, la cité est à son dixième chef, en la personne de Monsieur NDABWIRWA Malule ;

Cette entité a été en proie à des guerres suivantes :

- En 1964, la guerre de Mulele qui a contraint toute la population à fuir vers le Burundi ;
- En 1996, la guerre de l'AFDL qui a causé des nombreuses pertes en matériels et en vies humaines ainsi qu'un déplacement massif de la population ;
- En 1998, la guerre du RCD, plus destructive et meurtrière que celle de l'AFDL.

3. Aspect socio-économique

* Santé : La première formation médicale à Sange a été implantée dans le quartier Rutanga, en 1930. C'est fut l'œuvre des missionnaires Catholiques.

Actuellement, la cité compte 3 centres de santé (Nazareno, Sange Etat, Sange 8e CEPAC) et un poste de santé de NYAKABERE.

* Education : La première école a été créée en 1940. Il s'agit de l'école primaire Catholique de RUTANGA. Actuellement, la cité compte 7 écoles Primaires et 4 secondaires presque toutes en état de délabrement.

* Economie : L'économie de Sange repose sur l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. En ce qui concerne l'agriculture, les cultures les plus pratiquées sont : le manioc, le maïs, la haricot, l'arachide, le bananier.

La culture de coton, introduite par les Belges, est aujourd'hui abandonnée suite au manque d'accompagnement des paysans.

Pour ce qui est de l'élevage, la population de Sange élève des vaches, chèvres et la volaille. Mais aujourd'hui, d'une manière générale, l'élevage a beaucoup régressé, suite notamment à la guerre.

La cité est dotée d'un marché important autour duquel se concentrent des activités commerciales. C'est l'un des grands marchés que compte le territoire d'Uvira.

1.2.3. LE GROUPEMENT DE MAKOBOLA

1. Aspect géographique

Le groupement de Makobola est limité :

- Au Nord : groupement de Kalongwe
- Au Sud : territoire de Fizi (localité de Kamba)
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

Sa Population est estimée à 4.333 habitants dont 975 hommes, 1.205 femmes, 648 garçons et 1.505 filles.

2. Aspect historique

Les premiers occupants du groupement de Makobola furent des Bavira du clan BAHALU, en provenance du Sud avec à leur tête Monsieur BAHALU qui y régnat jusqu'à sa mort. Depuis ce temps, le groupement est dirigé par les chefs issus de ce même clan. La deuxième vague fût constituée par des Bafuliru du clan BAHAMBA, en provenance des moyens plateaux. La troisième vague est celle de Babembe sous le règne de KOTIKOTI. La quatrième vague est observée vers les années 1940 avec l'arrivée des Barundi fuyant leur pays pour raison d'insécurité, (conflits entre familles royales Hutu et Tutsi).

Au fil des années, la vie de la population de cette contrée a été perturbée par des événements ci-après :

- En 1964 : la rébellion muleliste avec comme conséquence : pertes en vies humaines, déplacement de la population vers les montagnes de Burundi, pillage des biens ;
- En 1967 : la seconde rébellion muleliste qui emporta le Chef KOTIKOTI Mulumba.
- Octobre 1996 : la guerre de l'AFDL ayant comme conséquence : Massacre de la population civile, pillage des biens, destruction des infrastructures socio-économiques, refuge de la population vers la Tanzanie.
- Août 1998, la guerre du RCD marquée par le pillage des biens, pertes excessives en vies humaines.
- Le 30/12/1998 : Affrontement entre les Maï-Maï et les troupes du RCD qui a fait 630 morts. Ces derniers ont été lâchement massacrés par les troupes du RCD.

3. <u>Aspect socio-économique</u>

* <u>Santé</u> : Le premier dispensaire fut créé en 1960 à kasenya par les missionnaires Protestants ; puis à la suite ceux de Kimbanguiste et de Catholique.

* <u>Education</u> : La première école a été créée par l'église Catholique à Makobola – KAMBA, dans la localité de KALOMO. Elle sera plus tard déplacée près de la route principale et prendra le nom de l'école primaire SHIRIKA.

En 1968, une 2^{e} école fut créée par les missionnaires Protestants appelée école primaire KAMBA avec un cycle primaire complet.

Actuellement, le groupement compte 3 écoles primaires et une école secondaire toutes dans une situation de délabrement avancée.

* <u>Economie</u> : l'économie de Makobola repose essentiellement sur l'agriculture, la pêche et le petit commerce. Pour l'heure, l'élevage n'a pas encore repris, les bêtes ayant été dévastées par les différentes guerres qu'a connu le milieu.

Concernant l'agriculture, elle est basée sur les cultures suivants : le manioc, l'arachide, le haricot,…

Quant à la pêche : les paysans utilisent les techniques artisanales devenues de moins en moins performantes.

1.2.4. LE VILLAGE DE KIGONGO

1. Aspect géographique

- Au Nord : la rivière Kakumba (village katongo)
- Au Sud : groupement de Makobola-kamba
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

La Population de Kigongo s'élève à 3.800 habitants, toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

Les premiers occupants de Kigongo furent des Bavira du clan Balingi et qui furent plus tard emportés, presque tous par la rivière KAKUMBA. Puis vinrent les Bahamba, suivis de Batumba, Babenga, Basimbi, Bakali, Bakomo, tous de la tribu bavira à laquelle étaient associées quelques familles de Babembe.

En 1972, on a assisté à l'arrivée de premiers Barundi de l'ethnie hutu à Kigongo.
Depuis l'époque pré-coloniale jusqu'à nos jours, la localité est sous le règne de Bahamba.

A des périodes différentes, la population de Kigongo a été victime des troubles et guerres suivantes :

- En 1964 : la rébellion muleliste avec comme conséquence, la fuite de la population vers le Burundi, les pertes en vies humaines, le pillage des biens, la famine…

- En 1996 : la guerre de l'AFDL avec les mêmes conséquences que dans les autres villages précités
- En 1998 : la guerre du RCD avec les mêmes conséquences que la guerre précédente.

3. Aspect socio-économique

* Santé : La première formation médicale a été implantée en 1958 par le pouvoir public.

Actuellement, le village compte un seul centre de santé qui éprouve un sérieux problème de du manque d'équipement.

* Education : Les deux premières écoles primaires ont été créées en 1946 et 1947, respectivement par les églises Catholiques et protestantes.

Actuellement, le village compte deux écoles primaires et une école secondaire en situation précaire de fonctionnement.

* Economie : Les activités suivantes constituent la pierre angulaire de l'économie de Kigongo.

* L'agriculture : manioc, haricot, maïs, canne à sucre, arachide, bananier,…

* La pêche : utilisation des techniques artisanales moins performantes.
* L'élevage : chèvres, vaches, volailles. Cette activité a été paralysée par la guerre, si bien qu'aujourd'hui plusieurs familles sont complètement dépourvues des animaux domestiques

1.2.5. LA CITE D'UVIRA

1. Aspect géographique

- Au Nord : par le groupement de Katala et Kagando

- Au Sud : groupement de Kalungwe
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : par la chefferie des Bavira (groupements Kabindula, kijaga, katala)

La Population de la cité d'Uvira est composée d'environ 143.594 nationaux (dont 26.368 hommes, 30.933 femmes, 44.164. filles, 42.129 garçons) et 920 expatriés.

2. <u>Aspect historique</u>

Les premiers occupants d'Uvira-centre furent des Bavira en provenance du sud, suivis de Bafuliru. Les autres communautés (Babembe, Barega, Barundi…) venues suite aux mouvements de la population.

Uvira-centre fût d'abord un ensemble des groupements de la collectivité chefferie des Bavira avant d'accéder, en 1988, au statut de la cité.

Depuis le 17^{e} siècle, le clan régnant de Benelenge règne sur la chefferie. Ainsi donc, à la tête des groupements, les chefs ou dirigeants sont toujours issus de la famille Benelenge.

Depuis la création de la cité, les chefs de cité sont désignés par les autorités provinciales. Actuellement la cité compte 17 quartiers : (Kalundu, Kilibula, Nyamianda, kabindula, songo, kimanga, Rombe I, Rombe II, Mulongwe, Kakombe, Kasenga, Kibondwe, Rugenge, Kavinvira,…).

La cité d'Uvira a été l'objet de différentes guerres qui ont bloqué son essor socio-économique notamment : les guerres de Mulele, de l'AFDL en 1996, du RCD en 1998 et l'invasion des Maï-Maï en octobre 2002.

3. <u>Aspect socio-économique</u>

* <u>Santé</u> : La première structure médicale a vu le jour vers les années 1940. C'était l'Hôpital Général de Référence. Actuellement, la cité compte 10 centres de santé et 4 centres hospitaliers privés.

* Education : Vers les années 1940, on assiste à l'installation des premières écoles primaires dont celle de la mission libre Suédoise à kasenga.

Actuellement, la cité d'Uvira compte 38 écoles secondaires ; 51 écoles primaires et 4 Instituts Supérieurs.

*Economie : L'économie de la cité d'Uvira est basée sur le commerce, l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat. Suite à la guerre, toutes ces activités tournent au ralenti et la cité ne s'est pas encore remise effectivement de séquelles de la guerre.

1.3. ORGANISATION DU RAPPORT

Le présent rapport est un condensé de tous les rapports relatifs aux consultations participatives réalisées dans les 5 sites du territoire d'Uvira.

Il est axé sur 8 points principaux à savoir :

- L'introduction
- La méthodologie utilisée
- La perception locale de la pauvreté, vulnérabilité et bien -être
- Les moyens de subsistance
- Les services sociaux et infrastructures
- Paix et gouvernance
- Vision pour la réduction de la pauvreté
- Stratégie pour la réduction de la pauvreté
- La conclusion générale.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE

2.1. Composition de l'équipe

L'équipe de consultations d'Uvira est composée de 5 personnes, à savoir :

1. ABIAS RADJABU : Superviseur
2. BITAWA GASIGWA : Facilitateur
3. ETUNGANO BAHINDWA MARC : Facilitateur
4. FULEMBE NESTOR : Rapporteur
5. MIHIGO PASCAL : Rabatteur.

2.2. Analyse des parties prenantes

De prime à bord, il faut souligner que l'ensemble de la Province du SUD KIVU vient de traverser une longue période de turbulence avec des guerres à répétition, si bien que l'autorité de l'Etat se restaure timidement. Dans ce contexte, il s'avère que les personnes et organisation jouissant d'une certaine importance et influence, ne sont pas facilement repérables, étant donné que l'administration dans pareille circonstance, est tenue par des hommes en armes, très souvent incontrôlés.

Seulement, face à la problématique de la pauvreté, les guerres ont réellement exacerbé la situation chaotique que le pays connaît depuis le début de la décennie'80 avec comme corollaire « le fardeau excessif de l'endettement extérieur ». Néanmoins, profitant de l'accalmie apparente dans le Territoire d'Uvira, l'équipe d'animateurs a pu cible, avec le concours des autorités politico-administratives, militaires et coutumières, les personnes et organisations pouvant jouir d'une certaine influence et importance dans le processus de lutte contre la pauvreté dans la contrée.

Le résultat de cette analyse se résume dans le tableau ci-après :

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	***Service Publics, de Sécurité, de Justice et Pouvoir coutumier :*** Inspection du Développement Rural ; Inspection de l'Agriculture ; Supervision de l'Environnement et Pêche ; zones de santé ; Services Femmes et Familles ; Service chargé de la Jeunesse ; Affaires Sociales ; Service de Sécurité/ ANR- Uvira ; Entités coutumières.	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	***Les ONGD et Associations :*** Bureau de Coordination des ONGD en Territoire d'Uvira(BUCONGD) ; Appui aux Initiatives de Développement (AID) ; HALTE AFRICA ; Actions collectives pour le Développement	- Sensibiliser la population	- Accroissement de la production

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
	Social (ACODES) ; Synergie de Pêche sur le Lac Tanganyika(SYPELAC) ; ELIMU ; Coopération Hydraulique Rurale(CHR) ; Réseau des Femmes pour le Développement Associatif (RFDA) ; Cercle Culturel Vira ; Case Culturelle Fuliru(CACF) ; Appui aux Initiatives pour le Développement social ; Programme de Développement Social(PRODES) ; Fondation pour l'Assistance et Développement des Orphelins (FADO) ; MAISON DES FEMMES ; Femmes Solidaires(FESOM) ; CARITAS/ Uvira ; Commission Justice et Paix ; SOLIDARITE PAYSANNE ; Bureau et composantes de la société Civile / Uvira.		
3	Les confessions	- Sensibiliser la population	- Accroissement de la production,

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
	religieuses		cohabitation pacifique et respect des droits de l'homme.
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler efficacement pour l'amélioration de la valeur ajoutée	- Accroissement de la production et du revenu
5	Les groupes les plus Vulnérables (pygmées, handicapés physiques, rapatriés et déplacés…	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile de la population et à bon marché des produits manufacturés

2.3. Méthodes de la consultation utilisée

Tout au long de notre travail sur terrain, nous avons utilisé exclusivement la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP). Cela étant, nous avons donné de l'importance aux idées des habitants des sites ciblés, qui ont été amené eux-mêmes à identifier leurs problèmes, à hiérarchiser, à définir les pistes de solutions, et même à élaborer la planification des actions à réaliser, pour réduire la pauvreté dans leurs contrées respectives. La planification stratégique a porté essentiellement sur les problèmes prioritaires identifiés dans chaque site.

A cet effet, plusieurs outils de la MARP ont été utilisés notamment :

- L'Interview Semi -Structurée : un des outils le plus exploité.
- L'aperçu historique
- La carte sociale
- Le calendrier saisonnier
- La matrice d'analyse genre
- L'arrangement par préférence

- La matrice de planification stratégique
- L'observation directe
- Les sources secondaires

2.4. Territoire et choix de site

2.4.1. Présentation du Territoire d'Uvira

Créé en 1936, le Territoire d'Uvira est l'un des Territoires ruraux que compte la Province du SUD KIVU. Il a une superficie de 3.148 Km2.

La partie Nord-Est est dominée par une plaine côtière appelée plaine de la RUZIZI et la partie Ouest par les hautes montagnes constituant la chaîne MITUMBA. Le Territoire comprend les collectivités des Bafuliru, des Bavira, celle de la Plaine de la RUZIZI et trois (3) cités à savoir : Cités d'Uvira, de Kiliba et de Sange.

La population est essentiellement paysanne et estimée à plus de 400.000 habitants, pour une densité moyenne de 127 habitants au Km2.

Il est limité au nord par le Territoire de Walungu, au sud par le Territoire de Fizi, à l'ouest par les Territoires de Mwenga et walungu, et à l'est par la rivière Ruzizi et le lac Tanganyika. L'aspect de la végétation est varié allant des forêts de haute altitude sur les hauts plateaux aux plaines herbeuses et peu arborées s'étendant à perte de vue du nord au sud sur les flancs des monts Mitumba. Du côté hydrographie, ce Territoire compte un grand nombre des rivières, des ruisseaux prenant source dans les hauts plateaux.

2.4.2. LES SITES

Dans le territoire d'Uvira, les sites suivants ont été choisis, à savoir :

- **Site Luvungi**

Particularité : Monotonie culturale, absence d'emplois, population vivant essentiellement des activités agro-pastorales, conflits au tour du manioc(les militaires

toute tendance confondue, arrachent les récoltes des cultures vivrières et surtout le manioc). **Inexistence d'eaux potables.**

- **Site Sange**

Particularité : monotonie culturale, absence d'emplois, population vivant essentiellement des activités agro-pastorales, **sols sablonneux rendant difficile la construction des installations sanitaires,** conflit au tour du manioc.

- **Site MAKOBOLA I.**

Particularité : Manque d'emplois, monotonie culturale et d'activités de pêche non-productives, quasi-absence des infrastructures socio-économiques, inexistence d'eaux potables, **massacre historique des populations en 1998**.

- **Site Kigongo**

Particularité : Erosions généralisées, prédominance des us et coutumes, présence des peuples autochtones (Pygmées /localité de Kabimba).

- **Site Uvira-Centre**

Particularité : Fréquence des pluies torrentielles occasionnant des lourdes pertes en vies humaines et grands dégâts matériels, prolifération de constructions anarchiques, délinquance, Centre de négoce, **présence de la communauté Banyamulenge pratiquant un élevage extensif** sillonnant les moyens et hauts plateaux à la recherche des pâturages.

2.5. Mobilisation sociale

La mobilisation sociale a été faite de manière suivie par l'équipe et plus précisément le rabatteur dans chaque site. Ce dernier mettait alors à profit son séjour pour contacter les autorités locales et les différentes catégories socioprofessionnelles,

ainsi que pour distribuer les dépliants DSRP qui, ont été chaleureusement accueillis surtout en milieu rural.

En somme nous pouvons affirmer que la mobilisation sociale a réussi et cela se traduit par le nombre impressionnant de participants aux rencontres.

2.6. Limitation de la collecte des données

Il appert de souligner que la tache dévolue aux équipes de consultation était celle d'user des techniques et outils de la MARP à la collecte des données essentiellement « qualitatives »

2.7. Conclusion Partielle

Pour mener les consultations participatives à bon port dans le territoire d'Uvira, l'équipe a opté pour l'utilisation exclusive de la MARP. Mais compte tenu de temps très limité, seuls les outils de la MARP, jugés très utiles ont été davantage exploités. Cela ne revient pas à nier l'importance d'autres outils que nous n'avons pas utilisé qui pourtant peuvent être incontournables dans d'autres situations.

Seulement, l'équipe a été butée à une difficulté réelle, celle d'opérer un choix raisonne sur les 100 personnes à consulter sur l'ensemble du territoire. Cela apparaît fastidieux, au regard de la problématique de la pauvreté. De plus, le temps imparti, soit quatre (4) jours par village, paraissait irréaliste, étant donné les impératifs et réalités inhérents à chaque site, notamment l'absence de moyens de transport ; la quasi- inexistence de voies de communication ; l'existence de bandes armées incontrôlées ; l'indisponibilité des personnes –ressources clés et autres parties prenantes influentes et importantes.

Quant à la mobilisation sociale, force est de constater que nous nous sommes limités seulement aux contacts et à la distribution des dépliants. Faute de moyens, la presse et les affiches n'ont pas été mises en contribution.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE

3.1. Définition et concepts

3.1.1. Pauvreté au niveau individuel

Selon les populations du territoire d'Uvira, la pauvreté se traduit par le manque de biens essentiels pour subvenir aux besoins individuels, notamment les vêtements, nourriture, logement… Mais dans l'ensemble, ils ont soulevé que la source de pauvreté au niveau individuel, c'est le manque d'argent.

3.1.2. Pauvreté au niveau de ménage

A ce niveau, les participants pensent que la pauvreté est l'incapacité d'un ménage à subvenir à ses besoins de base notamment, nourrir la famille, vêtir la famille, payer des frais de scolarisation des enfants ainsi que les soins de santé pour toute la famille.

Cependant, il y a lieu de soulever quelques particularités selon les différents villages consultés :

- A Luvungi, c'est le manque de vélos, vaches
- A Makobola et Kigongo, c'est le manque des maisons en tôles, unité de pêche, d'argent pour la dot de ses fils.
- A Uvira – centre, c'est le manque des maisons, d'unités de pêche, des champs.

3.1.3. Pauvreté au niveau de la communauté

Au niveau communautaire, les populations pensent que la pauvreté se traduit par le manque de progrès socio-économique caractérisé par un mauvais habitat ; le manque d'eau potable, des écoles, structures sanitaires efficaces, le manque d'électricité, manque d'unité de transformation et radios communautaires.

3.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

Les raisons suivantes ont été avancées dans les cinq sites :

- La guerre et catastrophes naturelles
- Perturbation climatique
- Mauvaises gouvernance
- Les us et coutumes
- Manque de solidarité
- Insuffisance de terres cultivables
- Appauvrissement du sol
- Tracasseries et taxes exagérées
- Chômages
- Impaiement des agents de l'Etat
- Pression démographique (dans le grand centre d'Uvira).

3.3. Tendances de la pauvreté

De manière générale, la courbe de la pauvreté présente une tendance ascendante. En d'autre terme, depuis l'indépendance du pays, la pauvreté dans le territoire d'Uvira d'une manière générale et particulièrement dans le cinq sites consultés ne fait que s'accroître au fil des années. La situation qui était déjà précaire avant 1996 suite à la mauvaise gouvernance s'est détériorée d'avantage à partir de 1996 à nos jours suite aux différentes guerres et troubles successifs.

3.4. Bien – être

Selon la population consulté, il y a bien – être quand :

- Il y a la paix et la liberté
- Il y a l'emploi (la population accède facilement à l'emploi rémunérateur).
- On dispose de tous les matériels de première nécessité (matériels roulants, matériels de communication, matériels audio – visuels).
- On a une maison confortable
- On a des unités de production

3.5. Dimension genre la pauvreté

3.5.1. Statut social

De manière générale, il ressort dans tous les cinq sites que l'homme reste à quelques exceptions près, le dirigeant du ménage. Cependant, on a remarqué partout que le pouvoir de l'homme est entrain de diminuer dans plusieurs ménages suite à la situation actuelle de crise.

Si bien que la femme devient le facteur déterminant dans la recherche des solutions palliatives. L'autorité de l'homme devient partagée en ce qui concerne la prise en charge du ménage.

3.5.2. Activités journalières

A la lumière des consultations dans les différents sites, force est de constater que la femme est de loin plus surchargée que l'homme, en ce qui concerne l'occupation de temps en longueur de la journée. Outre les activités agricoles, le petit commerce et l'élevage, elle se charge en plus de toutes les autres tâches ménagères.

Quant aux hommes, quand bien même ils aident de plus en plus leurs épouses dans des travaux journaliers, ils se réservent tout de même quelques temps de repos consacré aux visites, à la recherche des informations et même aux loisirs.

Cependant, il y a lieu de faire une certaine différence entre les hommes de Luvungi et Sange qui participent pleinement aux activités agricoles à côté de leurs épouses et ceux de Makobola et Kigongo dont la participation est très faible dans ce domaine.

3.5.3. Secteurs sociaux

Dans le domaine de santé, eau et assainissement et logement, les femmes et les hommes ont le même accès. Par contre, dans le domaine d'éducation, la priorité de scolarisation est accordée aux garçons. Il faut dire, néanmoins, que cette tendance

est à la baisse à Uvira – centre, où une grande partie de la population ne fait plus de distinction entre la scolarisation des filles et des garçons.

Par ailleurs, le contrôle des ressources et la prise de décisions deviennent de plus en plus équilibrées dans certains ménages.

3.5.4. Secteurs économiques

Les femmes et les hommes participent tous à l'économie familiale, mais à des niveaux différents. Ainsi, l'agriculture vivrière est surtout du ressort de la femme, alors que celle de rente est sous la responsabilité des hommes.
La pêche et l'artisanat sont essentiellement pratiqués par les hommes.
Quant au commerce, il y a lieu de le subdiviser en deux catégories : le petit commerce pratiqué par les femmes et le grand commerce est du ressort des hommes.

3.5.5. Secteur de l'emploi

La plupart d'emplois salariés dans les 5 sites sont occupés par les hommes. La grande partie d'employeurs engage les hommes plus que les femmes suite à des raisons strictement sociales, biologiques et financières. Cependant, force est de constater que cette situation tend à s'améliorer avec l'influence des organisations de défense de droits de l'homme et syndicats.

3.6. Indicateurs de la pauvreté

Tout compte fait, les Consultations Participatives dans le territoire d'Uvira ont débouché sur les indicateurs ci- après :

- Malnutrition
- Prévalence de diverses maladies
- Taux de mortalité élevé
- Mort précoce (faible espérance de vie)
- Mauvais logement

- Taux d’analphabétisme élevé
- Faible revenu

3.7. Problèmes de la communauté et inquiétitudes

3.7.1. Site Luvungi

Problèmes	Causes	Conséquences
1. la population consomme l'eau la rivière Luvubu qui est impropre	- L'adduction d'eau est inexistante	- Prédominance des maladies d'origine hydriques
2. La justice est mal rendue et les DH sont bafoués	La magistrature n'est pas payée et est corrompue	- Les lois et la dignité humaine ne sont pas respectées
3. Les taxes et tracasseries sont exagérées	- Les agents de l'Etat ne sont payés - Multiplicité des services fiscaux illicites	- Appauvrissement de la population - Meurtre
4. L'accès de la population aux soins de santé est faible	- Revenu de la population est faible - Les centres de santé sont moins équipés - Un médecin disponible inexistant	- Taux de mortalité élevé
5. - La production agricole est faible - Les paysans ne sont pas accompagnés - Les riches occupent des vastes étendues des terres cultivables	- Terres cultivables sont insuffisantes - Les sols sont infertiles et appauvri - Les canaux d'irrigation sont inexistants - Les variétés des semences améliorées sont insuffisantes	- Famine - Insuffisance des revenus - Malnutrition sévère - Tension entre les riches détenteurs des vastes étendues et les paysans (conflit des terres).
6. Les routes de desserte agricole sont impraticables	-	-
7. Les sources d'énergies nouvelles sont inexistantes	-	-
8. Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	-	-
9. La plupart des		

commerçant ont abandonné leurs activités		
10. L'habitat est incommode pour la grande partie de la population		
11. Le rendement de l'élevage est faible		
12. Le marché n'est pas construit		
13. Un déséquilibre existe entre l'homme et la femme dans la prise de la décision		
14. La production des poissons est très faible		
15. Les bois de chauffe sont devenus de en plus rares		

3.7.2. Site Sange

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1	La production agricole a baissé	- Insuffisance des canaux d'irrigation - Le barrage a été détruit - Perturbation chimique - Les outils agricoles sont rudimentaires - L'accompagnement des agriculteurs inexistants.	- Faim - Baisse des revenus - Malnutrition
2	L'inexistence de l'électricité	- Inexistence de micro centrale hydroélectrique - Inexistence d'un relais électrique	- Freinage des activité socio-économique
3	L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces et très faibles.	- Centre hospitalier inexistant - Médecins inexistants	- Taux de mortalité élevé

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
		- Soins de santé très chers	
4	Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	- Classes surpeuplés - Matériels scolaires inexistants - Enseignants sous qualifiés au niveau du secondaire - Recyclage des enseignants inexistant - Locaux incommodes	- Baisse du niveau intellectuel des élèves - Abandon
5	La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués	- Non respect de la loi - corruption - Chevauchement entre les services de l'ordre et de la justice - Les agents de l'ordre de la justice ne sont pas payés	- Insécurité de la population
6	Tracasseries et taxes exagérées		
7	L'accessibilité d'une partie de la population à l'eau potable est Difficile		
8	Le rendement de l'élevage est Faible		
9	L'habitat est incommode pour la plupart d'habitants		
10	La couverture de la population par les radios nationales est complètement inexistante.		
11	Le pont sur la rivière SANGE est sur le point de s'écrouler		
12	Le marché de SANGE est en mauvais état		
13	Les bois de chauffe et d'œuvre d'art sont devenus rares		

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
14	L'artisanat est moins valorisé		
15	Dans les foyers, le contrôle des ressources et la prise de décision sont du ressort de l'homme.		
16	Les rapatriés sont abandonnés		

3.7.3. Site Makobola I.

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1	La population consomme l'eau de la rivière Kambekulu impropre	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique
2	Les soins de santé sont mal assurés	- Insuffisance des médicaments dans le centre de santé - La maternité est inexistante	- Morbidité et mortalité élevées
3	Les conditions de logement sont très mauvaises suite à la guerre	- plus de 90 % des maisons sont en paille - L'équipement est quasi inexistant dans des maisons	- Exposition de la population aux maladies
4	Les enfants étudient dans de très mauvaises Conditions	- Les locaux en très mauvais état - Bancs inexistants dans presque toutes les écoles - Situation matérielle des écoles est médiocre - Les enseignants sont mal payés	- Baisse du niveau des élèves
5	L'électricité est inexistante	- Il n'y a ni le micro-centrale hydroélectrique, ni l'extension du réseau S.N.E.L.	- Difficulté de transformer les produits agricoles - Difficulté de conserver les vaccins et les produits de test de groupage - Faible éclairage
6.	La circulation des biens et des personnes entre les villages du groupement Makobola est très difficile		
7.	Le marché est inexistant		
8.	La production agricole est		

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
	faible		
9.	La capture des poissons a baissé au fil des années		
10.	L'élevage est quasi - Inexistant		
11.	Les femmes sont plus chargés que les hommes		

3.7.4. Site Kigongo

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES
1	L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales
2	Conditions de scolarisation sont médiocres	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont inexistants - Les enseignants sont mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.	- le niveau des élèves a baissé
3	Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant dans le centre de santé - Equipement est insuffisant à la maternité (2 lits seulement).	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité
4	La population consomme l'eau insalubre de la rivière Kakumba	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique
5	Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse de revenu
6	Le taux de scolarisation de filles est très bas (15-20 %)	- Coutumes et traditions	- Marginalisation de la femme dans la société
7	Le marché est en mauvais état	- Construction inexistante	- Exposition de la population aux maladies
8	La production agricole a baissé	- Le sol est appauvri - Les cultures sont dévastées par les maladies	- Insécurité alimentaire
9	La circulation des biens et des personnes est difficile	- Les routes de desserte agricole sont inexistantes - Les avenues sont inexistantes dans le village.	- Le transport des produits agricoles est difficile

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES
10	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage - Maladies - Sources de conflits - Revenus insuffisants	- Baisse du revenu - Difficulté à résoudre divers problèmes sociaux - Ménages n'ont pas accès à la viande (80 %)

3.7.5. Site Uvira - Centre

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1	La production agricole a beaucoup baissée	- Irrégularité des pluies - L'appauvrissement du sol - La dégénérescence des semences - Pillage et vol - les outils aratoires sont rudimentaires - Dévastation des champs par les prédateurs - Insécurité	- Augmentation des prix des denrées alimentaires - Famine - Paupérisation des agriculteurs.
2	Les soins de santé sont mal assurés	- Manque des médicaments - Les formations sanitaires sont mal équipées - L'inexistante des médecins spécialisés - Les personnels de santé démotivés - Certains médicaments sont périmés - Le coût élevé - Mauvaise prise en charge.	- Le taux de mortalité élevé.
3	Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	- Effectif pléthorique - Corruption - Les enseignants moins qualifiés - Les manuels scolaires sont presque inexistants - Les écoles techniques sont insuffisantes et mal équipées	- Baisse du niveau des élèves
4	L'approvisionnement de la population en eau potable est mal assuré	- Coupures fréquentes d'eau - Desserte inexistante dans certains quartiers - Les installations sont vétustes - L'eau de KALUNDU est de mauvaise qualité	- Prévalence des maladies d'origines hydriques
5.	La capture des poissons a beaucoup	- Les techniques des pêches moins performantes	- Malnutrition - Baisse du volume de

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
	baissée	- Destruction des écosystèmes du lac - Pêche non réglementée.	production des pêcheurs.
6	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage et vol - Le pâturage non amélioré - Les soins vétérinaires inexistants	- Paupérisation des éleveurs - La consommation de la viande et du lait quasi-inexistante pour la population moyenne.
7	L'approvisionnement en électricité est mal assuré	- Coupures fréquentes suite à la vétusté des installations - Les lignes à haute tension passent par le Burundi - Le coût est forfaitaire et très élevé.	- Beaucoup de ménages n'ont pas d'électricité - Les unités de production tournent au ralenti (arrêt intempestif) - Hausse de prix de la farine de maïs et de manioc - Circulation difficile
8	Tracasseries et taxes exagérées et multiples	- Le non- paiement des agents administratifs et de l'ordre - Service de fiscalité mal organisé	- Augmentation exagérée de prix sur le marché - Enrichissement illicite certains agents de l'état.
9	La justice est mal rendue et les droits de l'homme sont bafoués	- Corruption - Ignorance de la loi - Incompétence des agents judiciaires - Chevauchement entre différents services - Torture dans les cachots de fortune - Arrestation arbitraires - Les agents judiciaires sont démotivés	- Tendance à se rendre justice - Méfiance vis-à-vis des instances judiciaires (juridictions opérationnelles dans le site)
10	La route principale et les avenues sont menacées par l'érosion	- Canalisations inexistantes ou bouchées - Un pont est sur le point de s'écrouler sur la route principale (chez BALECAR)	- Les avenues impraticables - Les camions ne passent presque plus sur le pont BALECAR - Destruction de la cité - Calamité.

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
11	Les enfants d'Uvira accèdent difficilement à l'enseignement supérieur universitaire de qualité	- Instituts supérieurs et universités officiels inexistants	- Niveau bas - Nombre réduit des cadres universitaires
12	Les conditions de logement sont mauvaises pour une grande partie de la population	- Coût élevé des matériaux de construction - Faible revenu de la population - Guerre	- Exposition aux maladies
13	La cité est mal urbanisée	- Certains quartiers n'ont pas d'avenues - Constructions anarchiques - Irresponsabilité des services d'Urbanisme et Affaires Foncières	- Circulation difficile
14	Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Pauvreté - Relation sexuelle extraconjugale - Guerre - Proximité avec les villes très affectées.	- Mortalité élevée - Augmentation du nombre des veuves et orphelins - Diminution de la main d'œuvre
15	Les bois de chauffe devenus rares	- Déboisement excessif - Mauvaise gestion du bois et de la braise	- Surcharge de la femme - Coût élevé des bois, des braises et des planches
16	Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Coutumes et traditions	- Maladies - Abrutissement
17	Le transport urbain est mal organisé	- Les bus sont inexistants - Les infrastructures sont vétustes	- Excès des taxi vélos - Délinquance juvénile
18	Trop peu des gens ont accès aux moyens modernes de communication et d'information.	- Les téléphones fixes inexistants - Les téléphones mobiles sont chers - L'Internet est insuffisant et cher - La radio et la télévision nationales n'atteignent pas nos milieux.	- Ignorance - Sous information - Rumeur.

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
19	Tous les marchés d'Uvira sont en mauvais état	- Les nouvelles constructions et la réhabilitation des anciens marchés sont inexistants - Exiguïté des marchés suite à la spoliation de leurs terrains	- Exposition aux maladies
20.	Le sport et loisir ont beaucoup régressé	- La construction du stade inexistante - Les équipes manquent des sponsors - Bibliothèques, salles de spectacles inexistantes - Terrains insuffisants	- Fuite des joueurs - Délinquance juvénile

3.8. Conclusion partielle

Nous venons de présenter dans cette partie du rapport, la perception locale de la pauvreté, la vulnérabilité et le bien – être. L'occasion a été donc donnée aux pauvreté et le bien être, ainsi que leurs différents paramètres.

Au regard des résultats de cet exercice, on a constaté que partout la population a une perception juste de ces concepts. Bien plus, il ressort que à quelque exception près, les participants aux consultations ont des perceptions similaires sur la pauvreté et le bien – être même si on peut relever quelques différences, sur le plan de niveau d'aspiration.

Un autre aspect important soulevé dans cette partie est relatif à la dimension genre de la pauvreté. Les participants se sont exprimés sur le rapport homme – femme dans le contexte de pauvreté. Selon l'analyse, le pouvoir de l'homme dans le mariage demeure grand, mais tend à diminuer dans nombreux ménages.

Par ailleurs, avant de présenter les problèmes et les inquiétudes liées à chaque site, uns mention a été faite sur les indicateurs de la pauvreté.

Il ressort que certains sites ont des problèmes similaires seulement la différence résulte au niveau de l'importance que les uns et les autres accordent auxdits problèmes.

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE

Il s'agit ici de toute sorte d'activités réalisées par les habitants de chaque site dans le but de subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles respectives.

4.1. Origine historique et socio-économique

4.1.1. Appartenance ethnique sur le site géographique

Comme nous l'avons souligné dans la présentation de chaque site, toutes les contrées ciblées étant au départ inhabitées. Elles ont été peuplées au fil des années par des communautés venues d'ailleurs.

C'est ainsi que Luvungi et Sange l'ont d'abord été par les Barundi et les Bafuliru avant de recevoir d'autres communautés. En revanche, du côté de Makobola, Kigongo et la cité d'Uvira, ce sont les Bavira qui furent les premiers occupants de ces contrées, suivi de Bafuliru, Babembe et d'autres communautés.

Actuellement, les sites consultés sont essentiellement peuplés des ethnies suivantes :

1. Luvungi : Bafuliru, Barundi, Bashi et autres
2. Sange : Bafuliru, Barundi, et autres
3. Makobola : Bavira, Babembe, Bafuliru et autres
4. Kigongo : Bavira, Babembe, Bafuliru
5. Uvira-Centre : Bavira, Bafuliru, Babembe, Babwari, Bashi, Barega, Babuyu, Banyamulenge.

4.1.2. Calendrier saisonnier

MOIS / CULTURE	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Juil	Ao	Sept	Oct.	Nov	Déc	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Ao
1. Manioc																			
2. Maïs																			
3 Arachide																			
4. Haricot																			
5. Tomate																			
6. Riz																			
7. Bananiers																			
8. Palmier																			
9. Amarante																			
10. Potiron																			

11. Sorgho																			
12. Patate douce																			
13. Aubergine																			
14. Oignons																			
15. Choux																			

4.1.3. Investissement dans l'éducation

De manière générale, les premières écoles dans les sites consultés ont été installées par les missionnaires catholiques et protestants. Ce n'est que plus tard que les pouvoirs publics pensèrent investir dans ce domaine. Il s'en est suivi des initiatives privées.

Aujourd'hui, la répartition des écoles dans les cinq sites se présente de la manière suivante :

- Luvungi : 7 écoles primaires et 4 secondaires
- Sange : 7 écoles primaires et 5 secondaires
- Makobola : 2 écoles primaires et 1 secondaire
- Kigongo : 2 écoles primaires et 1 secondaire
- Uvira-Centre : 51 écoles primaires et 38 secondaires et 4 instituts supérieurs privés

4.2. Sources majeures de revenus

Les principales sources de revenus dans les sites consultés sont l'agriculture de subsistance, l'élevage, la pêche, le commerce et l'artisanat.

4.2.1. Agriculture de subsistance

Elle est pratiquée dans tous les sites et constitue la principale source d'alimentation de base et de revenus par la majeure partie de la population.

Cependant, son essor est entravé par les causes suivantes :

- Irrégularité des pluies
- Appauvrissement du sol
- Exiguïté des terres fertiles
- Outils utilisés moins performants (outils rudimentaires)
- Absence de l'accompagnement des paysans
- Semences dégénérées, techniques culturales moins performantes

- Les principales cultures pratiquées dans le milieu sont le manioc, le haricot, le maïs, l'arachide, l'amarante, l'oignon, choux, sorgho, bananier, la canne à sucre, le coton, l'aubergine, le riz, le palmier

4.2.2. Elevage

L'élevage pratiqué dans ces différents sites est extensif et peut être subdivisé en 3 catégories : le gros bétails, le petit bétail, le volaille.

- En ce qui concerne le gros bétail, il est surtout pratiqué à Luvungi et Sange. Les éleveurs de la cité d'Uvira pratiquent cette activité dans la plaine de la Ruzizi.
- - L'élevage du petit bétail et de volaille, par contre est pratiqué dans tous les 5 sites mêmes s'ils n'ont pas encore repris normalement dans cette période post-guerre. De manière générale l'élevage a beaucoup régressé dans le milieu suite aux raisons suivantes :
    * Vol et pillage
    * Manque des produits vétérinaires
    * Absence de l'accompagnement des éleveurs.

4.2.3. Pêche

Cette activité est principalement pratiquée à Makobola, Kigongo et dans la cité d'Uvira. Les techniques couramment utilisées sont :

- Pêche à la ligne
- Senne traînante (Mukwabo)
- Equipe avec moteur et sans moteur
- Nasse
- Filet dermant (Makila)

Comme on peut bien le constater, ces techniques utilisées sont toutes artisanales et deviennent de moins en moins performantes. Depuis un certain temps, on observe la baisse progressive de la capture des poissons pour des raisons suivantes :

- Les techniques utilisées ne sont plus efficaces

- Les matériaux de pêche sont défectueux
- La destruction des écosystèmes du Lac
- Insuffisances des pluies
- La pollution des eaux du Lac par les usines du Burundi.

4.2.4. Le commerce

On peut distinguer deux sortes de commerce :

- Le petit commerce (commerce informel)
- Le commerce formel

Du fait de la guerre et de la crise, le petit commerce a pris de l'ampleur par rapport au commerce formel. Il est ainsi, surtout dans la Cite d'Uvira avec la timide amélioration de la situation sécuritaire.

4.2.5. L'artisanat

Il est surtout pratiqué dans la cité d'Uvira et constitué des activités suivantes :

- Les menuiseries – charpentiers
- Les maçons
- Les couturier (e) s
- Les cordonniers
- Le taxi – vélos…

L'artisanat nourrit des nombreuses familles dans la cité d'Uvira, mais son essor se heurte aux facteurs suivants :

- Manque d'organisation
- L'offre est supérieure à la demande (pléthore d'artisans)
- Absence d'accompagnement
- Taxes et tracasseries exagérées

4.2.6. Emploi salarié

Les salariés sont principalement constitués des enseignants et des agents de santé. Depuis un certain temps, ces agents ne sont plus pris en charge par le gouvernement. D'où la démotivation avec tout cela entraîne comme conséquences sur l'état sanitaire de la population et la scolarisation des enfants. Ce qui entraîne ipso facto le paiement de moques primes aux enseignants par les parents.

A côté de ces deux grandes catégories des salariés on distingue, aussi, surtout à Uvira – centre, des agents administratifs, des agents oeuvrant dans le secteur privé (ONG, …).

4.2.7. Société et micro - crédits

Aucune société n'a son siège à Uvira pour le moment. Toutefois, on remarque la présence des succursales de nombreuses sociétés telles que la Bralima, la Kotecha, la Sogimpex, la Dacto, L'Uzabuco.

Dans le domaine de micro - crédits, il y a lieu de signaler que la population de la cité d'Uvira accède à des petits crédits auprès de la COOPEC-KALUNDU, de PAIDEK et d'autres ONG locales.

Par contre, dans les quatre autres sites consultés, aucune possibilité d'accès au crédit n'est offerte à la population.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

5.1. Introduction

Ces services se rapportent aux domaines suivants : éducation, santé, logement, eau et assainissement, voies de communication, moyens de communication, marchés et énergie.

5.2. Education

5.2.1. Niveau d'accès :

L'accès des enfants à l'enseignement primaire et secondaire présente un taux relativement élevé dans tous les cinq sites consultés et varie entre 85 % et 95 %.

5.2.2. Qualité de l'éducation :

La qualité est généralement médiocre dans les sites de Luvungi, Sange, Makobola et Kigongo. Dans ces sites, les écoles sont caractérisées par :

- L'incommodité des locaux
- La quasi- absence de matériels didactiques et supports pédagogiques
- L'inexistence des bancs ou pupitres pour les élèves
- La sous – qualification des enseignants au niveau secondaire.

Mais à Uvira – centre, cette situation est relativement bonne, même si il y a lieu d'épingler certains problèmes notamment :

- La surpopulation dans les salles de classe
- L'insuffisance d'enseignants qualifiés au secondaire
- L'insuffisance des matériels didactiques et supports pédagogiques.

5.3. Santé

5.3.1. Niveau d'accès :

L'accès de la population aux soins de santé est très bas dans tous les cinq sites consultés en raison de :

- Coût élevé de soins
- Faible revenu

5.3.2. Qualité :

La qualité de services de santé dans tous les cinq sites est caractérisée par :

- L'insuffisance des équipements et matériels médicaux
- La rupture fréquente des médicaments
- L'absence de laboratoire (cas de Kigongo) et maternité (cas de Makobola)
- L'inaccessibilité de la population des villages aux médecins.
- L'inexistence des médecins spécialisés à l'hôpital général de référence d'Uvira.
- L'insuffisance des équipement de laboratoire à L'HGR / Uvira (échographie)
- faible capacité d'accueil (cas de pédiatrie)
- La faible prise en charge des malades du VIH / SIDA.

5.4. Logement

5.4.1. Niveau d'accès :

Dans les villages de Luvungi, Sange, et Kigongo, la quasi-totalité des ménages disposent de leurs propres maisons. A Uvira – centre, par contre, bien qu'environs 85 % des ménages ont leurs propre maisons, on dénombre 15 % des ménages (familles) locataires.

5.4.2. Qualité :

Dans l'ensemble, les conditions de logement dans les sites consultés laisse- à - désirer même s'il y a des écarts selon qu'on vit au village ou ailleurs. A Luvungi, Sange, makobola et Kigongo, l'habitat est caractérisé par :

- Prédominance des maisons en paille (plus de 90 %)
- Construction en matériaux non- durables
- Absence d'électricité

A Uvira – centre, le logement est caractérisé par :

- Prédominance des maisons en matériaux non- durables (environs 80 %)
- L'éclairage insuffisant dans la plus part des maisons.

5.5. Eau et assainissement

5.5.1. Niveau d'accès :

Presque toutes les populations des sites d'Uvira et Sange ont accès à l'eau potable sans compter certaines difficultés. En revanche à Luvungi, Kigongo et Makobola, en dépit de la grande majorité consommant toutes l'eau des rivières impropre.

5.5.2. Qualité :

Dans les cités d'Uvira et Sange, la qualité de la desserte en eau potable accuse quelques imperfection notamment :

- Coupures fréquentes et prolongées d'eau
- Insuffisance des bornes fontaines à Sange. Ce qui explique de longues distances à parcourir entre certains ménages et le point d'approvisionnement en eaux.
- A Uvira –centre, la desserte n'atteint pas certains quartiers.
- L'eau de sange n'est pas suffisamment traitée.

5.4.3. Extension et entretien

La situation se présente comme suit :

- A Uvira – centre comme à Sange, l'entretien présente quelques lacunes. En effet,
Au niveau d'Uvira – centre, la réparation des tuyaux se fait à la hâte et à l'aide de matériaux inadaptés.
- A Sange, la couleur de l'eau est parfois affectée suite au manque de sable pour la décantation.

5.6. Voies de communication

5.6.1. Types : - voies routières
- voies lacustres ou les rivières

5.6.2. Niveau d'accès :

Presque toute la population accède aux routes. Cependant, les populations de Makobola, Kitongo et celles de la cité d'Uvira accèdent à tous les deux types de voies.

5.6.3. Qualité :

De la cité d'Uvira à Luvungi, la route principale est relativement bonne. Cependant, elle est menacée par des érosions et éboulements. Autres constats :

- De Kitongo à Makobola, la route principale et en mauvais état.
- En général, les routes de desserte agricole sont soit inexistantes, soit impraticables dans les 5 sites consultés.

Quant au port de Kalundu, son état devient de plus en plus inquiétant suite à l'ensemble et à la vétusté de l'équipement.

5.7. Marchés

5.7.1. Niveau d'accès :

Toute la population a accès aux marchés

5.7.2. Qualité :

Tous les marchés dans des sites consultés ne sont pas construit et le système d'assainissement laisse- à - désirer.

5.8. Moyens de communication

5.8.1. Types : - Téléphone mobile (sociétés Vodacom et Celtel)
- Poste
- Internet

5.8.2. Niveau d'accès :

Seule la population d'Uvira – centre accède relativement et de façon considérable à ces moyens de communication.
Mais le niveau d'accès reste très bas suite aux coûts élevés des services. On estime que seul 10 % de la population a un téléphone mobile et moins de 1 % accède au service de l'Internet.

5.8.3. Qualité :

Les services de téléphone mobile à Uvira – centre sont de qualité relativement bonne. Quant à l'Internet, ces services sont encore très limités étant donné qu'il n' y a jusque- là qu'une seule maison de connexions.
La poste a repris timidement ses activités, mais elle travaille jusque étant donné qu'elle est dépourvue équipements nécessaires.

5.9. Energie

5.9.1. Types : - Le bois de chauffe, braises
- Carburant et Kérosène
- Electricité

5.9.2. Niveau d'accès :

Dans tous les sites consultés les bois de chauffe deviennent de plus en plus rares. Ce qui amène les femmes à aller les chercher très loin. Cependant, on peut dire que toute la population accède encore soit aux bois de chauffe, soit aux braises pour les besoins domestiques. Dans l'ensemble la situation se présente comme suit :

- L'électricité est présente seulement dans la cité d'Uvira – centre où 6.870 ménages y accèdent. Ce niveau d'accès est très faible suite aux coûts élevés des services de la SNEL.

- Quant à la KEROSENE, toute la population y accède, mais de proportion degré différente compte tenu de différentiel des prix. Seuls les propriétaires des véhicules et des embarcations motorisées accèdent au carburant (Essence)

5.9.3 Qualité :

La desserte en électricité à Uvira – centre présente beaucoup de problèmes caractérisés par :

- Des coupures intempestives et délestages fréquents (2 jours de desserte / semaine) ; disons que la population est desservie à concurrence de 28 % de la quantité disponibilisee.
- La faible intensité d'électricité ;
- La vétusté des installations ;
- L'absence totale des boîtes -compteurs et des fils de raccordement. (Car ces boîtes et fils sont payés par le client)

5.10. Conclusion partielle

Cette partie vient de nous éclairer sur la situation des services sociaux et infrastructures dans le rayon de l'étude. De manière générale ces services accusent des lacunes énormes, quand bien même si la situation différerait d'une entité à l'autre.

Le service de santé et d'éducation souffrent de manque d'équipement, l'incommodité des bâtiments et parfois de la main d'œuvre qualifiées (cas de l'enseignement secondaire) ou spécialisés (cas de l' HGR). Et Pourtant, il s'agit des secteurs clés pour l'épanouissement de l'homme et de la société.

Les autres services tels que le logement, eau et assainissement, les voies et communication, les marchés, les moyens de communication et l'élevage sont aussi mal assurés. C'est ainsi que de tous les 5 sites consultés, seuls deux ont accès à l'eau potable et un seul à l'électricité. De plus, tous les marchés ne sont pas construits tandis que les voies routières sont par endroit, soit impraticables, soit encore difficilement praticables, soit menacées d'impraticabilité.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE

6.1. Introduction

Il est un fait que la paix et la bonne gouvernance influent beaucoup sur la situation de la pauvreté de la population. Cela revient à dire qu'une communauté qui vit dans l'insécurité et dans la mauvaise gouvernance est condamnée de perdurer dans la misère.

Dans cette partie, l'on se forcera de monter la corrélation entre la pauvreté actuelle d'une part et la paix couplée à la mauvaise gouvernance, d'autre part.

6.2. Rappel historique

Jadis, toutes les communautés dans les sites concernés étaient dotées de pouvoir dynamique détenue par des familles régnantes. Aujourd'hui avec la modernité, le pouvoir coutumier est obligé de cohabiter avec l'administration publique, ce qui a diminué dans une large mesure sa force. L'histoire de l'ensemble du territoire est marquée par la perturbation de la paix et la mauvaise gouvernance.

En effet, depuis l'indépendance de la RDC en 1960, le territoire d'Uvira en général et les sites consultés en particulier, ont vécu plus de 6 guerres fratricides à des intervalles relativement courts. Cette situation de guerre quasi -permanente, couplée à la mauvaise gouvernance des régimes qui se sont succédés au pouvoir, est la principale cause de l'état de pauvreté dans laquelle croupit la population d'Uvira.

6.3. Gouvernance locale et auto - promotion

6.3.1. Instances locales de décision

Dans les cités de Sange et Uvira, les décisions se prennent au niveau des chefs de cités et de leurs collaborateurs. Par contre à Luvungi, Makobola et Kigongo, l'administration publique (chef de postes) se partagent le pouvoir avec les dynasties

coutumières. Les décisions sont donc prises à ces deux (2) niveaux avec comme conséquence des frictions (incompréhensions) conduisant aux conflits.

6.3.2. Modes d'accès à la direction des instances locales de décision

Dans les localités et groupements (Luvungi, Makobola et Kigongo), l'accès au pouvoir se fait uniquement au sein de la famille régnante. C'est une organisation purement coutumière. En revanche, au niveau des cités (Uvira et sange), les responsables sont désignés par les autorités politico – administratives principales.
Il en est de même par le chef de poste d'état (Luvungi et Kigongo).

6.3.3. Influence dans le choix des dirigeants

Au niveau de pouvoir coutumier les critères de choix des dirigeants sont tellement clairs qu'aucune influence extérieure n'est exercée. Par contre au niveau des cités les influences sont évidentes et sont exercées par des tendances politiques ou des mouvements politico – militaires.

6.4. Accès au Média

Les sites consultés accusent des lacunes énormes en terme d'accès aux médias nationaux. Dans ce territoire, la situation se présente comme suit :

1. **A Uvira :**

- Aucune chaîne de télévision nationale n'est captée. La population se contente de la seule télévision Burundaise ;
- La radio OKAPI est suivie ;
- Les stations nationales et provinciales de la radio n'atteignent pas le milieu. Seule
- la station locale est suivie ;
- La presse écrite est inexistante

2. A Kigongo et Makobola :

- La radio locale (Uvira) est captée mais avec beaucoup de difficultés à Makobola
- La radio OKAPI est suivie dans 2 localités.
- Les stations provinciales et nationales de la radio ne sont pas captées.

3. A Luvungi et Sange :

Aucune radio nationale n'est captée à Luvungi. Seuls les médias étrangers sont suivis. A Sange par contre, la radio OKAPI est bien suivie et constitue la seule source d'information nationale.

6.5. Administration de la Justice

De manière générale, la justice est très mal rendue – à de proportion différente selon le cas - dans tous les sites consultés. La situation est plus inquiétante surtout à Luvungi, à Sange et dans la cité d'Uvira. Le bon fonctionnement de la justice est entravé par les facteurs suivants :

- La corruption et le clientélisme
- Ignorance des militaires
- Ignorance de la loi par la population

6.6. Liberté et sécurité des personnes

De manière générale, la population n'est pas libre dans tous les 5 sites. Les tracasseries fiscales, militaires et de services de sécurité sont les principales causes de ce manque de liberté, qui est pourtant l'un des droits les plus élémentaires de l'homme.

Quant à la sécurité des biens et des personnes, tout le monde reconnaît qu'il y a une nette amélioration par rapport aux années antérieures. Les cas de meurtres, des viols et des pillages ont diminué.

6.7. Conclusion partielle

Tous les sites ciblés ont été au fil des années l'objet des différents troubles et guerres qui ont privé à la population la paix et la sécurité. Cette situation couplée à la mauvaise gouvernance à tous les niveaux plonge la population d' Uvira dans une psychose continue.

Aujourd'hui encore, les tracasseries fiscales, administratives et militaires auxquelles s'ajoutent les arrestations arbitraires, les tortures, les prisons illicites, les corruptions foulent au pied les droits fondamentaux universels dans les sites consultés en particulier et dans le territoire d'Uvira en général.

CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Introduction

Dans cette partie nous allons présenter la vision des populations concernées pour la réduction de la pauvreté dans leurs milieux respectifs. Il s'agit en fait des rêves, souhaits des populations de cinq (5) sites consultés sur différents aspects de leur vie quotidienne, de leurs entités voir du pays tout entier.

7.1. Forme de l'état

Il ressort des entretiens avec les personnes consultées que 80 % de celles-ci, disent être favorables à l'Etat unitaire fortement décentralisé et 20 % en revanche, optent pour le fédéralisme. Aucune personne n'approuve l'unitarisme centralisé.

7.2. Elections

Toutes personnes consultées sont favorables aux élections à suffrage universel direct.

7.3. Education fondamentale universelle

Les participants souhaitent que les conditions de scolarisation soient améliorées, en vue d'accroître le niveau d'instruction des enfants qui ne cesse de baisser. Le souhait est que tous les enfants aillent à l'école et étudient dans des bonnes conditions.

7.4. Modernisation de l'agriculture et de la pêche

Le souhait de la population est que les agriculteurs, les pêcheurs et les éleveurs accèdent facilement aux techniques et outils modernes en vue de l'augmentation de la production.

7.5. Santé

La population souhaite que tout le monde ait accès aux soins de santé efficace.

7.6. Approvisionnement en eau potable

Le souhait est que la population accède à l'eau potable, en quantité suffisante et à tout moment.

7.7. Electrification rurale et logement

Le souhait de la population est que tous les ménages accèdent au logement décent et à l'électricité.

7.8. Environnement

La population souhaite que les collines soient recouvertes d'autres arbres et que les écosystèmes du Lac TANGANYIKA soient protégés.

7.9. Taxation

Les participants voudraient voir les taxes redéfinies et réduites

7.9. Sécurité et protection

La population souhaite que la sécurité et la protection des biens et de personnes soient garanties. On souhaite la création d'une société juste et paisible.

7.10. Conclusion partielle

Nous venons de présenter à travers ce chapitre les idées ultimes des populations des sites concertés, sur la réduction de la pauvreté. En d'autres termes, les

populations soulèvent ici la situation idéale dans tous les aspects de leur vie quotidienne.

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Introduction

Nous présentons dans ce chapitre les différentes pistes des solutions tracées par les personnes consultées, en vue de la réduction de la pauvreté dans leurs contrées respectives.

8.1. Mécanisme de survie

Ici les stratégies qui ont été arrêtées sont les suivantes :

- Relance et redynamisation des structures de desserte en eau potable en Territoire d'Uvira.
- Relance et redynamisation des structures d'appui à la production agricole, à la pêche et à l'élevage dans le territoire d'Uvira ;
- Mise sur pied d'un programme d'électrification en milieu rural ;
- Mise sur pied d'un mécanisme efficace d'appui aux secteurs d'éducation et de santé en territoire d'Uvira ;
- Mise sur pied d'un mécanisme de contrôle efficace d'appareil administratif et judiciaire ;
- Mise en place d'un mécanisme efficace d'urbanisme dans la cité d'Uvira ;
- Mise en place d'un mécanisme de construction et réhabilitation des infrastructures publiques (marchés, terrain de football) ;
- Redynamisation du système d'épargne et de crédit en territoire d'Uvira. ;

- Mise sur pied d'un mécanisme de réhabilitation et d'entretien de voies de communication (routes, ports). ;

- Renforcement des services de lutte contre le VIH / SIDA.

8.2. Actions de la communauté

Matrice de planification du site LUVUNGI

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Hypothèse Suppositions
1. la population consomme l'eau impropre	- L'adduction d'eau est inexistante	- Prédominance des maladies	- D'ici fin 2006, 100 % de la population de Luvungi aura accès à l'eau potable	- Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement de la population en eau potable	- Sensibiliser la population - Etudier la faisabilité - Rechercher de fonds - Réaliser une adduction d'eau	- Les ressources seront disponibles à temps
2. La justice est mal rendue et les DH sont bafoués	La magistrature n'est pas payée et est corrompue	- Les lois et la dignité humaine ne sont pas respectées	- En 2006, des cas d'injustice et de violation des droits humains seront réduits de 60 %	- Mise sur pied d'un système de contrôle efficace	- Sensibiliser et former la population sur les DH - Payer les juges et magistrats de façon satisfaisante et sanctionner les corrompus	- Existence d'un état responsable
3. Les taxes et tracasseries sont exagérées	- Les agents de l'Etat ne sont payés - Multiplicité des services fiscaux illicites	- Appauvrissement de la population - Meurtre	- En 2006, les taxes illicites seront diminuées de 90 % et les tracasseries de 70 %	- Mise sur pied d'un système de contrôle efficace	- Payer de façon satisfaisante les agents de l'Etat - Supprimer les services fiscaux illicites	- Il n' y aura pas de guerre - Existence d'un état responsable
4. L'accès de la population aux soins de santé est faible	- Revenu de la population est faible - Les centres de santé	- Taux de mortalité élevé	- D'ici juin 2006, l'accès de la population aux soins	- Mise sur pied d'un système d'appui de service	- Equiper les centres de santé - Construire un centre	- Il n' y aura pas de guerre

	sont moins équipés - Un médecin disponible inexistant		médicaux efficaces sera augmenté de 60%	sanitaire	hospitalier	
5. La production agricole est faible	- Terres cultivables sont insuffisantes - Le sol est infertile et appauvri - Les canaux d'irrigation sont inexistants - Les variétés des semences améliorées sont insuffisantes - Les paysans ne sont pas accompagnés - Les riches occupent des vastes étendues des terres cultivables	- Famine - Insuffisance des revenus - Malnutrition sévère - Tension entre les riches détenteurs des vastes étendues et les paysans	D'ici fin 2006, la population agricole augmentée de 80 %	- Mise sur pied d'un système pour la production agricole	- Fertiliser le sol - Tracer des canaux d'irrigation - Accompagner techniquement les paysans - Disponibiliser des semences améliorées de différentes variétés - Redistribuer les terres équitablement.	

Matrice de planification du site SANGE

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
La production agricole a baissé	- Insuffisance des canaux d'irrigation - Le barrage a été détruit - Perturbation chimique - Les outils agricoles sont rudimentaires - L'accompagnement des agriculteurs inexistants.	- Faim - Baisse des revenus - Malnutrition	- En 2006, la production agricole augmentera de X% à Sangé	- Mise sur pied d'une mécanisme d'appui à la production paysanne	- Augmenter des canaux d'irrigation - Reconstruire le barrage -Disponibiliser des tracteurs - Relancer l'attraction bovine - Payer les agronomes - chercher des fonds - appuyer et accompagner les agriculteurs	- population de SANGE - ONG et Associations locales - Ministères de l'Agriculture et Développement Rural - Services Publics et Organismes spécialisés (SENASEM, INERA, FAO…)	- D'ici fin 2006, la production agricole par ménage passe de 25 Kgs a 125 Kgs des produits agricoles par saison culturale par are - X Qté des matériaux agricoles acquis et mis a la disposition des ménages - 1 session d'évaluation tenue/ semestre avec les bailleurs de	- Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Rapports annuels et actes réglementaires pris par les Ministères d'Agriculture et Développement Rural - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							fonds		
L'électricité est quasi-inexistante	- Inexistence de micro centrale hydroélectrique - Inexistence d'un relais électrique	- Freinage des activité socio-économique	- D'ici 2007, la cité de Sangé est approvisionnée en électricité à 70 %	- Mise sur pied d'un système d'électrification de Sangé	- Installer une micro - centrale hydro électrique à MASHUBA ou relier Sangé à un réseau électrique à partir de Kamanyola - raccorder des ménages dépourvus - Appuyer et accompagner la SNEL - Chercher des fonds	- Population de SANGE - ONGD et Associations locales - Ministères de l'Energie, de Plan et Reconstruction,de Développement Rural, de Finances. - SNEL - Bailleurs de fonds	D'ici 2007 : - Nbre des ménages où l'ampoule est allumée, parmi les ménages dépourvus - Qté des factures payées à la SNEL pour les consommations domestiques et opérateurs économiques. - Qté des matériels électriques et fournitures de centrales hydroélectriques acquis,	- Rapports d'ONGD et Associations locales - Rapports annuels des Ministères intéressés - Rapport d'activités de la SNEL - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							implantés, et raccordés dans la contrée.		
L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces est très faible.	- Centre hospitalier inexistant - Médecins inexistants - Soins de santé très chers	- Taux de mortalité élevé	- D'ici 2006, taux d'accessibilité de la population de SANGE aux soins de santés efficaces accru à 80 %	- Apporter un appui substantiel au secteur de santé à SANGE	- Construire un centre hospitalier - Disponibiliser des médecins à SANGE - Subventionner les centres en médicaments - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales - appuyer et accompagner le personnel	Au cours de l'année 2006 : - 100 médecins dont 75 généralistes et 25 spécialistes sont mis à la disposition de la contrée. - X Qté des matériels médicaux et fournitures de construction acquis et mis à la disposition des centres de santé - Nbre impressionnant des personnes (écoliers,	- Population de SANGE - ONG et Associations oeuvrant dans le domaine de la santé - Ministères de la Santé, Développement Rural et des Affaires Sociales - Bailleurs de fonds	- Rapports annuels et actes réglementaires des Ministères concernés - Rapports d'activités des ONG et Associations oeuvrant dans le domaine de la Santé - Divers comptes rendus - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					soignant - chercher le financement	étudiants, paysans, fonctionnaires, handicapés, militaires,…) vaquent normalement à leurs occupations - 1 session d'évaluation tenue / semestre avec les bailleurs de fonds			
Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	- Classes surpeuplés - Matériels scolaires inexistants - Enseignants sous qualifiés (au niveau secondaire)	- Baisse du niveau intellectuel des élèves - Abandon et pratique de l'école buissonnière - hausse du taux de perdition	- D'ici l'année scolaire 2005-2006, les conditions d'études seront améliorées à 60 %	- Mise sur pied d'un système d'appui à l'Education Nationale	- construire des nouvelles écoles - réhabiliter les écoles en état de destruction - Doter les écoles des matériels scolaires	- Population de SANGE - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation -Ministères de l'Education, des Affaires Sociales, - Services Publics	Au cours de l'année scolaire 2005-2006 : - X Qté des fournitures scolaires acquises et mises à la disposition des Ecoles concernées,	- Rapports annuels des Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales ; - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le	- Manque de financement -Mauvaise gouvernance - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	- Recyclage des enseignants inexistants - Locaux incommodes				nécessaires - appuyer et accompagner le personnel enseignant - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales - chercher les fonds et tisser des nouvelles relations de partenariat avec les tiers.	et Organismes spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous - Divisions de l'Enseignement, UNESCO…)	- X % d'élèves fréquentant les écoles réhabilitées et nouvellement construites réussissent brillamment.. - X Qté de dons et subventions reçus. - 2 Réunions d'évaluation tenues / trimestre entre les écoles concernées et leurs partenaires.	domaine de l'éducation - Rapports annuels de Services Publics et Organismes spécialisés - Divers palmarès consultés, -Divers rapports. - Divers P.V. des réunions. - Diverses pièces comptables.	
La justice est mal rendue et les droits humains	- Non -respect de la loi - corruption - Chevauchement	- Insécurité de la population	- D'ici l'an 2006, les cas d'injustice et	- Mise sur pied d'un système de suivi et	- Sensibiliser et former la population sur le D.H.	- jusque fin 2006, X % des détenus d'opinions et victimes	- Population de SANGE - ONGD et autres	- Rapports annuels des Prisons - Rapports	- Bonne gouvernance - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
sont bafoués	entre les services de l'Ordre et de Justice - les agents de l'ordre de la justice ne sont pas payés		de violation de D.H ont diminué de 65 %	contrôle judiciaires efficace	- Sanctionner les coupables - Donner des instructions aux agents de l'ordre et de justice. - payer les agents de l'ordre et de justice - appuyer et accompagner le personnel de la magistrature - chercher des fonds	d'injustice recouvrent la liberté et réhabilités dans leurs droits. - libre circulation des personnes et de leurs biens - libre expression accès aux medias - accès libre aux informations sur toute l'étendue à travers les canaux indiqués	Associations de Défense de Droits de l'Homme - Cours et Tribunaux - Ministères de la Justice et de Droits Humains - Partenaires internationaux	annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine. - Rapports annuels des Juridictions compétentes. - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions.	- Guerre

Matrice de planification du site MAKOBOLA I.

Problèmes	**Causes**	**Conséque-nces**	**Objectifs**	**Stratégies**	**Activités**	**Responsa-bilités**	Indicateurs	**Sources de vérification**	**Facteurs de blocage**
La population consomme de l'eau impropre	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique	- D'ici 2007, 65 % de la population de Makobola aura accès à l'eau potable	- Mise en place d'un mécanisme d'approvision nement en eau potable	- Sensibiliser la population - Etudier la faisabilité d'un projet d'eau à Makobola - Réaliser une adduction d'eau à Makobola - appuyer le fonctionneme nt de la REGIDESO - Chercher les fonds	-Population de Makobola - ONGD et Associations œuvrant dans le domaine - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de l'Energie - Partenaires internationaux	- Nbre de robinets implantés sur la proportion de 65 % des ménages dépourvus - Qté des factures de consommations domestiques et commerciales payées à la REGIDESO respectivement par les ménages et opérateurs économiques.	- Rapports annuels des centres de santé. - Rapports annuels des Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de l'Energie. - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans ce domaine, - Rapport d'activités de la REGIDESO, - Divers P.V. et comptes rendus de réunions,	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	**Causes**	**Conséque-nces**	**Objectifs**	**Stratégies**	**Activités**	**Responsa-bilités**	Indicateurs	**Sources de vérification**	**Facteurs de blocage**
								-Diverses pièces comptables	
Les soins de santé sont mal assurés	- Insuffisance des médicaments aux centres de santé - La maternité est inexistante	- Morbidité et mortalité élevées	- D'ici 2006, 70 % de la population de Makobola aura accès aux soins de santé efficaces	- Mise en place d'un mécanisme efficace d'appui au service de santé	- Approvisionner suffisamment et régulièrement les centres de santé en médicaments. - Construire des maternités -appuyer et accompagner le personnel soignant - chercher des fonds -	- Population de Makobola - ONGD et Associations œuvrant dans le domaine de la Santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et du Développement Rural - Partenaires internationaux (OMS,…)	Au cours de l'année 2006 : - X Qté des médicaments ; matériels médicaux et matériaux de construction acquis et mis à la disposition des centres de santé - 10 maternités (dont 6 publiques et 4 privées) ont été érigées au profit de la contrée - X Qté des fournitures médicales reçues des partenaires à	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine - Divers P.V. et comtes rendus des réunions - Diverses pièces comptables -	- Bonne gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							titre de subventions et dons, - un Nbre impressionnant des personnes vaquent normalement et en bonne santé à leurs occupations,		
Les conditions de logement sont très mauvaises	- plus de 90 % des maisons sont en paille - L'équipement est quasi inexistant dans des maisons	- Exposition de la population aux maladies	- D'ici fin de l'année 2007, les conditions de logement 60 % de la population ont été améliorées.	- Mise en place d'un système d'appui à l'habitat rural	- Octroyer des crédits en matériaux de construction - construire de logements sociaux convenables - rechercher	- Population de Makobola - ONGD et Associations locales - Partenaires internationaux - Ministères des Affaires Sociales et	D'ici fin 2007 : - 1000 habitations sociales construites et données à crédit aux nécessiteux, - X Qté des matériaux de construction	- Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine du social - Rapports annuels des Ministères des	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					des fonds - redynamiser et appuyer le fonctionnement de services d'Urbanisme, Affaires Foncières et Habitat, - lotir des nouveaux quartiers en faveurs de populations pauvres de la contrée	celui ayant en charge l'Urbanisme et l'Habitat	acquis et distribués aux nécessiteux sur toute l'étendue de la contrée -	Affaires Sociales et celui ayant en charge l'Urbanisme et l'Habitat	
Les enfants étudient dans très mauvaises Conditions	-locaux en très mauvais état - Bancs inexistants dans presque	- Baisse du niveau des élèves	- A partir de 2006, les conditions de scolarisation des enfants de quatre (4) écoles de	- Appui au secteur de l'Education Nationale	- Construire une école secondaire - Réhabilité 3 écoles primaires	- Population de Makobola - ONGD et Associations œuvrant dans le domaine du social	Au cours de l'année scolaire 2005-2006 : - X Qté des matériaux de construction acquis et mis à la	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports annuels des	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	toutes les écoles - La situation matérielle des écoles est médiocre - Les enseignants sont mal payés		Makobola seront améliorées.		- Equiper les écoles - Payer un salaire convenable aux enseignants - appuyer et accompagner le personnel enseignant - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales - Chercher des fonds	- Ministères de l'Education Nationale et des Affaires Sociales - Services Publics et Organismes spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous -Division de l'Education, UNESCO…)	disposition des écoles concernées - X Qté des fournitures scolaires reçues à titre de subvention et dons, - X % d'élèves fréquentant les écoles réhabilites et nouvellement construites réussissent brillamment - 2 réunions d'évaluation tenues / trimestre entre les écoles concernées et leurs partenaires	Services Publics et Organismes spécialisées - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine du social - Divers P.V. et compte rendus des réunions - Diverses pièces comptables	
L'électricité	- Inexistence	- Difficulté de	- D'ici 2008,	- Mise sur	- Construire	-Population	D'ici 2008 :	- Rapports	- Bonne

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
est Quasi-inexistante	de micro-centrale hydro-électrique et extension du réseau SNEL	transformer les produits agricoles - Difficulté de conserver les vaccins et les produits de test de groupage - Quasi-absence d'éclairage	50 % des ménages seront approvisionnes en électricité	pied d'un mécanisme d'approvisionnement en électricité	une microcentrale sur la rivière Kashangazi - Etendre le réseau. SNEL - Appuyer et accompagner la SNEL - chercher des fonds - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales	- ONGD et Associations locales - Ministères de l'Energie, des Affaires Sociales et Développement Rural, de Finances - SNEL - Partenaires internationaux	- Nbre des ménages ou l'ampoule est allumée, parmi des ménages dépourvus - Qté des factures payées a la SNEL pour des consommations domestiques et celles des opérateurs économiques - Qté matériels électriques et fournitures de microcentrale acquis, implantés et raccordés sur toute l'étendue de la contrée	annuels des Ministères directement concernés -Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Rapport annuel de la SNEL - Divers P.V. et Comptes rendus de réunions - Divers documents de travail - Diverses pièces comptables	gouvernance - Manque de financement - Guerre

PLANIFICATION PARTICIPATIVE DE KIGONGO

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales et autres - Insécurité pour les personnes et leurs biens	- D'ici la fin 2006, 70 % de la population de Kigongo aura accès à l'électricité	- Mise sur pied de mécanisme d'approvision nement en électricité en milieu rural	- Etudier la faisabilité de l'approvisionn ement et de la desserte (projet) - Relier Kigongo au réseau SNEL à partir de Kalundu (distant de 6 Km de Kikongo) - appuyer le fonctionneme nt de la SNEL - Chercher des fonds	- Population de Kigongo - ONGD et Associations locales - Ministères de l'Energie, des Affaires Sociales et du Développemen t Rural - SNEL - Partenaires internationaux	D'ici fin 2006 : - Nbre des ménages où l'ampoule est allumée, parmi des ménages dépourvus - Qté des factures payées à la SNEL pour des consommations domestiques et celles des opérateurs économiques - Qté des matériels électriques et fournitures diverses acquis,	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations locales - Rapport d'activités de la SNEL - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							implantés et raccordés dans la contrée - Qté des matériels reçus à titre des dons et subventions - 2 réunions d'évaluation/ semestre entre la SNEL et divers partenaires impliqués		
Conditions de scolarisation des enfants sont médiocres	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont inexistants - Les enseignants sont	- le niveau des élèves a baissé	- D'ici la fin 2006, les conditions de scolarisation	- Mise sur pied d'un programme d'appui aux écoles	- Construire 2 écoles et réhabiliter 1 école - Doter toutes	- Population de Kigongo - ONGD et Associations œuvrant dans	D'ici fin 2006 : - X Qté des fournitures scolaires	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports	- Manque de financement - Guerre - Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.		des enfants sont améliorées.		les écoles des bancs et autres équipements - Payer les enseignants - appuyer et accompagner les établissements scolaires - Chercher des fonds	le domaine de l'Education - Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales, Services Publics et Organismes spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous-Division de l'Enseignement, UNESCO,…)	acquises et mises à la disposition des écoles concernées - X % d'élèves fréquentant les écoles réaménagées réussissent brillamment - X Qté de dons et subventions reçus	d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine de l'éducation - Divers palmarès consultés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	
Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant dans les centres de santé - Equipements insuffisants dans les	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité	- A partir de janvier 2006, 65 % de la population aura accès	- mise sur pied d'un mécanisme d'appui aux structures de	- Installer des laboratoires dans les Centres de santé	- Population locale - ONGD et Associations œuvrant dans	- Nbre de laboratoires implantés dans la contrée - X Qté quantité	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	maternités.		aux soins de santé efficaces.	santé en milieu rural	- Equiper la maternité - Construire des centres de santé - appuyer et accompagner le personnel soignant	le domaine de la santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de Développement Rural, - Services Publics et Organismes spécialisés (Division et Sous-Division de la Santé, OMS…)	des matériels et diverses fournitures médicaux et matériaux de construction acquis et mis à la disposition des Centres de santé identifiés - Nbre de réunions d'évaluation tenues / semestre entre les Centres de santé concernés et leurs partenaires	d'activités des ONGD et Associations Concernées - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Divers documents utiles - Diverses pièces comptables	
La population consomme l'eau	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine	- A partir de janvier 2006, au moins 70	- Mise sur pied d'un programme	- Etudier la faisabilité et l'opérationnal	- ONGD et Associations œuvrant dans	- Nbre de robinets implantés sur la	- Rapports annuels des Ministères directement	- Mauvaise gouvernance - Manque de

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
insalubre de la rivière Kakumba		hydrique	% de la population de Kigongo aura accès à l'eau potable	d'approvisionnement en eau potable en milieu rural	ité du projet - Appuyer et redynamiser le fonctionnement de la REGIDESO - Réaliser une adduction d'eau à partir de la source MAGUNGA - Chercher des fonds	le domaine de la santé - Ministères de la Santé, du Développement Rural, des Affaires Sociales et de l'Energie - Services Publics et Organismes spécialisés (Ecole de Santé Publique, OMS,…) - Autres partenaires internationaux	proportion des ménages dépourvus - X Qté des factures payées pour les consommations domestiques et celles des opérateurs économiques - X Qté des fournitures et matériels acquis et mis à la disposition de la contrée - X Qté des fournitures et matériels reçus à titre des subventions et dons	concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le domaine de la santé - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées (archaïques) - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse des revenus	- D'ici la fin 2007, la capture de poissons a été augmentée de 60 % à Kigongo.	- Mise sur pied d'un système d'appui aux activités de pêche	- Appliquer les accords établis entre le Burundi et la RDC sur la protection des eaux du lac Tanganyika. - Octroyer des crédits aux unités de pêche motorisées - Appliquer les règlements	- ONGD et Associations œuvrant dans le secteur - Ministères de l'Agriculture, Pêche et l'Elevage, de Développement Rural et de l'Environnement et Conservation de la Nature - Partenaires internationaux	- X volume de production (en augmentation) obtenu à Kigongo après normalisation de la situation - X Qté des matériels et fournitures diverses de pêche acquis et mis à disposition des unités de pêche opérationnelles sur le lac	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations œuvrant dans le secteur - Rapport d'activités de l'Office (Service Public) ayant en charge la gestion de la Pêche.	- Absence de bonnes relations de voisinage entre la RDC et le Burundi - Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					existants sur l'exploitation rationnelle du lac Tanganyika - mener une diplomatie agissante -appuyer l'Office Public (Service Public) fonctionnant sous tutelle du Ministère de l'Industrie et de l'Agriculture, Pêche et Elevage - chercher des fonds		Tanganyika - X Qté des matériels et fournitures reçus à titre de subvention et dons au profit des unités opérationnelles sur le lac Tanganyika		

Matrice de planification du site UVIRA- Centre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
La production agricole a beaucoup baissée	- Irrégularité des pluies - L'appauvrissement du sol - La dégénérescence des semences - Pillage et vol - les outils aratoires sont rudimentaires - Dévastation des champs par les prédateurs - Insécurité	- Augmentation des prix des denrées alimentaires - Famine - Paupérisation des agriculteurs.	- D'ici l'année 2006, la production agricole globale sera augmentée de X %	- Mise sur pied d'un mécanisme d'appui aux activités agricoles	- Pratiquer l'irrigation là où se possible. - Pratiquer la rotation des cultures ' l'assainissement et le compostage. - Rendre disponible les produits phytosanitaires. - Redynamiser l'accompagnement des agriculteurs - Introduire la culture attelée - Appuyer les agriculteurs - Chercher des fonds	- Population de la Cité d'Uvira - ONGD et autres Associations œuvrant dans le domaine de l'agriculture - Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage, du Développement Rural, de l'Environnement et Conservation de la Nature, - Services Publics et Organismes	D'ici fin 2006 : - la production agricole par ménage passe de 30 Kgs à 130 Kgs de produits agricoles par saison culturale par are - X Qté des matériels et autres fournitures acquis et mis a la disposition des ménages agriculteurs. - X Qté des matériels agricoles et autres fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations locales - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Guerre -Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					- Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales en faveur des agriculteurs - Tisser des alliances de partenariat avec d'autres partenaires.	Spécialisés (SENASEM, INERA, FAO,…) - Autres partenaires	reçus a titre de subventions et dons en faveurs des agriculteurs	- Divers documents relatifs au problème sous examen	
Les soins de santé sont mal assurés	- Manque des médicaments - Les formations sanitaires sont mal équipées - L'inexistante des médecins spécialisés - Les personnels de santé	- Le taux de mortalité élevé.	D'ici 2007, les soins de santé de la population de la Cité d'Uvira sont améliorés et bien assurés à 65%	Mise sur pied d'un système efficace d'appui aux formations médicales de la Cité d'Uvira	- Doter l'hôpital d'Uvira des médecins. - Assurer un salaire suffisant et régulier au corps médical. - Renforcer le contrôle de médicaments vendus dans les officines.	- Population locale - ONGD et Autres Associations œuvrant dans le domaine de la Santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et du	Au cours de l'année 2007 : - 50 médecins spécialistes sont à la disposition de la population de la Cité d'Uvira - X Qté des matériels et autres fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations œuvrant dans le domaine de	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	démotivés - Certains médicaments sont périmés - Le coût élevé - Mauvaise prise en charge.				- Appuyer et accompagner le personnel soignant -Chercher des fonds - Tisser des alliances de partenariat avec d'autres partenaires extérieurs.	Développement Rural - Services Publics et Organismes spécialisés (Ecole de Santé Publique, OMS,…) - Autres partenaires	médicaux sont acquis et mis a la disposition des formations médicales identifiées - X Qté des matériels et autres fournitures reçus à titre de subventions et dons en faveur de la population de la cité d'Uvira - Nbre impressionnant des personnes (écoliers, militaires, vieillards, femmes,…) vaquent normalement à	la santé - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés concernés - Divers documents relatifs au problème sous examen - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions	

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							leurs occupations		
Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	- Effectif pléthorique - Corruption - Les enseignants moins qualifiés - Les manuels scolaires sont presque inexistants - Les écoles techniques sont insuffisantes et mal équipées	- Baisse du niveau des élèves	- D'ici la fin de l'année 2007, les conditions de scolarisation améliorées de 50 % dans les écoles publiques et conventionnées	- Mise sur pied d'un système efficace d'appui aux écoles	- Construire des locaux et réhabiliter les écoles existantes - Payer les enseignants suffisamment et régulièrement - Approvisionner suffisamment les écoles en manuels scolaires adéquates - Equiper convenablement les Ecoles Techniques et autres - Appuyer et accompagner le	- Population locale - ONGD et Autres Associations œuvrant dans le domaine de l'éducation - Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et du Développement rural - Services Publics et Organismes spécialisés (Division et Sous-Division de l'Education	Au cours de l'année 2007 : - X Qté des matériaux de construction, des matériels didactiques et autres fournitures acquis et mis à la disposition des écoles identifiées - X Qté de matériaux de construction, des matériels didactiques et autres fournitures reçus à titre de dons et	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations directement concernés - Rapports annuels des Services Publics et Organismes concernés - Divers documents relatifs au problème	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					personnel enseignant - Chercher des fonds - Faire le plaidoyer	Nationale, UNESCO…) - Autres partenaires	subventions en faveur des écoles.	sous examen - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	
L'approvision nement de la population en potable est mal assuré	-Coupures fréquentes d'eau - Desserte inexistante dans certains quartiers - Les installations sont vétustes - L'eau de KALUNDU est	- Prévalence des maladies d'origines hydriques	- D'ici la fin de l'année 2006, 20 % de la population de la cité d'Uvira aura régulièrement et suffisamment accès à l'eau potable	- Mise en place d'un projet local d'extension d'approvisionn ement en eau potable	- Etendre la desserte en eau potable sur l'ensemble des quartiers d'Uvira - Traiter régulièrement l'eau de l'adduction de Kalundu. - appuyer et accompagner	- Population locale - ONGD et autres Associations œuvrant dans le domaine - Ministères de l'Energie, du Développeme nt Rural, des	D'ici la fin 2006 : - Nbre de robinets implantés sur la proportion des ménages dépourvus - X Qté des matériels et autres fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports annuels de Services Publics et Organismes concernés - Rapports	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	de mauvaise qualité				l'Entreprise de production - Chercher des fonds	Affaires Sociales - Services Publics et Organismes spécialisés concernés	acquis et mis à la disposition de la population de la Cité d'Uvira - X Qté des matériels et autres fournitures reçus à titre dons et subventions en faveur de la population bénéficiaire	d'activités des ONGD et autres Associations locales - Divers documents relatifs au problème sous examen - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions -Diverses pièces comptables.	
La capture des poissons a beaucoup baissée	- Les techniques des pêches moins performantes - Destruction des	- Malnutrition - Baisse du niveau des pêcheurs.	- D'ici la fin de l'année 2007, la capture de poissons augmentera de 70 %	- Mise sur pied d'un mécanisme d'appui au secteur de la pêche	- Appliquer la loi sur la réglementation de la pêche - Introduire des nouvelles techniques de	- Population locale - ONGD et autres Associations œuvrant dans le domaine			

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	écosystèmes du lac - Pêche non réglementée.				pêche - Appuyer et accompagner l'Office Public (Service Public) fonctionnant sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage – Replanter les poissons dans le lac - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et Provinciales en faveur des pêcheurs - Chercher des fonds	- Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage, du Développement Rural, de l'Environnement et Conservation de la Nature - Services Publics et Organismes spécialisés - Autres partenaires			
L'élevage a	- Pillage et vol	-	- D'ici la fin	- Pratique de	- Instaurer le	- Population	Au bout de deux	- Rapports	- Mauvaise

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
beaucoup régressé	du Cheptel - Le pâturage non amélioré - Les soins vétérinaires inexistants - Non accompagnement technique de la population	Paupérisation des éleveurs - La consommation de la viande et du lait quasi-inexistante pour la population moyenne.	2007, le nombre d'animaux domestiques augmentera de 50 %	nouvelles techniques agro-pastorales - Octroi des crédits agro-pastoraux	système d'élevage en stabulation - Rendre disponibles réguliers les produits et matériels vétérinaires adaptés - Sélectionner des races locales performantes - Appuyer et accompagner les éleveurs - Chercher des fonds	locale - ONGD et autres Associations œuvrant dans le domaine - Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage ; du Développement Rural - Services Publics et Organismes spécialisés.	(2) ans : - X volume de production (obtenu après mesures d'encadrement) au niveau des manages dont le rendement passe de 25 bêtes d'une espèces quelconques à 125 bêtes. - X Qté des matériels et autres fournitures de l'élevage acquis et mis a la disposition des éleveurs - X Qté des matériels et	annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations concernés - Rapports des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes des réunions - Divers documents relatifs au problème sous examen - Diverses	gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							autres fournitures de l'élevage reçu à titre de subvention et dons en faveur des éleveurs de la contrée	pièces comptables.	

CONCLUSION GENERALE

Ce rapport, qui constitue en fait le DSRP du territoire d'Uvira est le résultat de deux grandes étapes, notamment les consultations participatives et l'atelier territorial.
Les consultations participatives qui nous ont conduit dans 5 sites, nous ont offert l'occasion d'appréhender :

- Les perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et du bien être. Il s'est agit ici de parler comment la population perçoit la pauvreté, ses causes et ses conséquences dans les différents sites.
- Les moyens de subsistance : Dans cette partie nous avons parlé des origines historiques et socio-économiques ainsi que des sources majeures de revenus dans le milieu ; nous avons notamment soulevé l'historique liée aux appartenances ethniques, au calendrier saisonnier sur l'ensemble des sites consultés, ainsi qu'aux investissements dans l'éducation. Concernant les services majeurs de revenus, on a touché différents secteurs, notamment, l'agriculture, de subsistance, l'élevage, la pêche, l'artisanat, les micro – crédits et le commerce.
- Les services sociaux et infrastructures : On a épinglé le niveau d'accès de la population et la qualité de différents services tels que :
  L'éducation, la santé, le logement, eau et assainissement, les voies de communication, les marchés, les moyens de communication et l'énergie.
- Paix et gouvernance : On a soulevé ici différents paramètres liés à la paix et la gouvernance à savoir : la gouvernance locale, l'accès aux médias, l'administration de la justice, ainsi que la liberté et la sécurité des personnes.
- Vision pour la réduction de la pauvreté : On a sorti ici le souhait de la population sur différents points, comme la politique du pays, l'éducation, la santé et loisir.
- Stratégie pour la réduction de la pauvreté : On a identifié plusieurs stratégies à mettre en œuvre en vue de la réduction de la pauvreté. Ces stratégies ont été placées à 20 niveaux, notamment au niveau des mécanismes de survie et à celui des actions des communautés.

Justement à propos des actions des communautés, une matrice de planification, portant sur les problèmes prioritaires a été élaborée pour chaque village.

Quant à l'atelier territorial, il a donné l'occasion aux participants de passer au peigne fin, le rapport produit à l'issue de consultations participatives.
Il faut dire que la rencontre a été pour le moins bénéfique à plus d'un titre. Outre qu'elle a permis la correction des quelques erreurs qui s'étaient glissées, elle a enrichi le rapport surtout avec les données en provenance des villages qui n'ont pas été consultés.

En somme, nous pouvons dire sans risque d'erreur que les travaux du DSRP, au niveau du territoire d'Uvira ont été couronnés de succès malgré quelques faiblesses liées à la nature humaine.
Cependant, même si nous n'avons rien promis aux populations, les travaux du DSRP suscitent l'intérêt du territoire d' Uvira.
Cela nous amène à dire que si le DSRP ne débouche pas sur quelques réalisations concrètes, la population risque de perdre d'avantage la foi vis-à-vis des initiatives de pouvoirs publics, avec tout ce que cela comporte comme conséquences sur les activités futures.

ANNEXES :

ATELIER TERRITORIAL

RAPPORT FINAL

0.0. INTRODUCTION

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du DSRP du territoire d'Uvira. Et, les trois (3) jours que nous avons passé ensemble dans cette salle, ont offert à chaque participant l'occasion de s'imprégner des problèmes du territoire et surtout de pouvoir apporter d'autres idées en vue de compléter l'ébauche du document élaborée par l'équipe d'animateurs d' Uvira.

Ce faisant, il nous est agréable de présenter ce rapport final qui, synthétise les travaux de ces trois journées de l'atelier territorial.

0.1. DEROULEMENT DES TRAVAUX

1.1. Première journée du 21/12/2004

Cette journée a été essentiellement marquée par :

1. Le mot du superviseur de l'équipe d'animateurs, Monsieur ABIAS RADJABU qui a d'abord présenté les membres constitutifs de l'équipe et les sites qui avaient été retenus pour des consultations participatives. Ensuite, il a donné des modalités pratiques de l'atelier territorial.
2. Le mot d'ouverture de l'atelier, prononce par le délégué de l'administrateur du territoire d'Uvira, Monsieur BUGOMA NGWENWE-NGWE, Chef de bureau.
3. L'information générale sur le « DSRP » a été livrée par le Coordinateur du Comité Provincial, Monsieur Valérien KAFIRA.
4. La synthèse des rapports des sites consultés par Monsieur ABIAS RADJABU.
5. La constitution de 6 groupes ou commissions dont chacune a travaillé sur un chapitre (voir canevas du rapport DSRP territorial) et sur les problèmes et inquiétudes de la communauté.
6. Les travaux en carrefours

1.2. Deuxième journée du 22 / 12 / 2004.

Après l'évaluation de la journée précédente, cette deuxième journée a été essentiellement marquée par la poursuite des travaux en carrefours dans l'avant-midi et la plénière dans l'après-midi au cours de laquelle les 1er et 5^{e} groupes ont exposé leurs travaux.

1.3. Troisième journée du 23 / 12 / 2004

Après l'évaluation de la journée précédente, cette troisième journée a été marquée par la poursuite de la plénière durant laquelle les 2^{e}, 3^{e}, 4^{e} et 6^{e} groupes ont exposé leurs travaux ;

- La préparation des résolutions de l'atelier
- Les cérémonies de clôture de l'atelier :
    - lecture du rapport final
    - mot des participants
    - mot du superviseur
    - mot de l'Administrateur du territoire ou son délégué.

MOT DE CLOTURE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER TERRITORIAL D' UVIRA

Nous remercions le bon Dieu de nous avoir accordé tout ce temps que nous avions vécu ensemble pendant cet atelier territorial d' Uvira que nous venons de clôturons ce jour.

En plus, nous remercions l'équipe qui était chargée de consultations dans notre territoire, sans oublier le Coordonnateur Comité Provincial qui, malgré ses multiples occupations, a accepté de venir partager nos préoccupations liées à la pauvreté dans notre territoire d'Uvira. Préoccupations qui pourront trouver des solutions dans un avenir proche.

Nous remercions aussi le Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale (SERACOB en sigle) qui a obtenu du Ministère du Ministère du Plan, l'organisation de consultations dans notre Province.

Nous remercions enfin notre Secrétariat pour son rapportage réussi et l'équipe de restauration la qualité du travail.

Certes, le concept pauvreté, tel qu'entendu dans le manuel DSRP- Intérimaire, il se précise, avec évidence que le territoire d'Uvira est le plus touché de tous les territoires de la province du Sud- Kivu, cela pour de raisons de mauvaise gouvernance, des guerres en répétition et perturbations climatiques de tout genre.

Sachant toutes ces difficultés rencontrées dans notre territoire, nous souhaitons ensemble nous engager pour lutter contre ce fléau qu'est la pauvreté.

Que vive la République Démocratique du Congo

Que vive la Province de Sud -Kivu

Que vive le DSRP / Provincial

Que vive le DSRP / Territorial

Que vive le SERACOB

Nous vous remercions.

SYNTHESE DE LA PREMIERE JOURNEE DU 21/12/2004

Ce mardi 21/12/2004 s'est ouvert l'atelier territorial d'Uvira dans la salle Kikala à Kakangwe. Ledit atelier s'inscrit dans le cadre de l'élaboration d'un DSRP-Uvira qui sera présenté lors de l'atelier provincial à Bukavu.

Ainsi, en attendant l'arrivée de l'Administrateur du territoire ou de son délégué, le superviseur de l'équipe de consultations, en la personne de Monsieur ABIAS RADJABU a pris la parole et présenté les animateurs de l'équipe de consultations d'Uvira recrutés et formés par le SERACOB (Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale), Structure recrutée et chargée, par le Ministère du Plan (á travers son Unité de Pilotage du Processus DSRP) de conduire les Consultations Participatives en Province du Sud-Kivu.

L'équipe d'animateurs est donc composée de :

- ABIAS RADJABU : Superviseur
- BITAWA KASIGWA : 1er Facilitateur
- ETUNGANO MARC : 2e Facilitateur
- NESTOR FULEMBE : Rapporteur
- PASCAL MIHIGO : Rapporteur
- JUDITH MAWAZO : Enquêteuse

Avant d'effectuer des consultations participatives, l'équipe a d'abord, à l'aide d'un choix raisonné, dégager un échantillon des sites à consulter. C'est ainsi que les sites suivants ont été retenus : Uvira – centre, Makobola, Kigongo, Sange et Luvungi. Il a fait savoir que Lemera a été retenu dans un premier temps, mais il a été écarté suite à la distance et à l'éventualité de l'insécurité. Après, des consultations ont été effectuées dans ces sites retenus et sanctionnées par des rapports respectifs. Et, aujourd'hui, il y a présentement un rapport synthèse du territoire d 'Uvira auquel tous les participants doivent se pencher attentivement pendant trois (3) pour des éventuels amendements ou ajouts. Pour terminer son allocution, le superviseur a fait savoir aux participants qu'après cet atelier territorial, il va se tenir un atelier provincial

où seront présentés tous les DSRP des territoires du Sud-Kivu afin d'élaborer un DSRP provincial.

Après cette intervention, le superviseur ABIAS RADJABU a exhorté les participants a l'assiduité ; chose qui a été vite faite en commençant par le Coordonnateur Provincial du DSRP, en la personne de Monsieur Valérien KAFIRA.

Quant aux modalités pratiques durant la tenue de l'atelier, le superviseur a tenu à informer les participants que toutes les conditions pratiques d'un atelier ou d'un séminaire ne seront pas réunies comme on l'a souvent vécu chez les ONG internationales. Pour ces trois jours, les modalités ont été prises :

- Logement : 5 $ / personne
- Déplacement : 2,5 $ / personne / jour
- Transport : 15 $ / personne

Ceci a été suivi par le chronogramme de la 1ère journée (en annexe)
Cette étape a été suivie par le mot d'ouverture prononcé par le délégué de l'Administrateur du territoire, Monsieur BUGOMA NGWENGWENGWE Chef de bureau.
Au cours de son allocution, le chef de Bureau a d'abord remercié les organisateurs d'avoir été invité à l'atelier portant sur « les ***Consultations Participatives*** » et a, ensuite exhorté les participants à tenir compte des réalités d'Uvira.

Ainsi, au nom de l'Administrateur, a-t-il déclaré ouvert l'atelier territorial portant sur la synthèse du document de stratégie de réduction de la pauvreté du territoire d'Uvira dont les travaux s'étaleront sur trois (3) jours.

Après, il s'en est suivi l'intervention du Coordonnateur Provincial qui a donné des informations générales sur le DSRP (voir le document en annexe).
En bref, le Coordonnateur présenté le DSRP comme étant un document de stratégie de réduction de la pauvreté. Au fait, le DSRP présente des perspectives similaires aux politiques de développement des années '60. Notre pays, la RDC, disposant d'énormes potentialités économiques et ayant déjà bénéficié de différents programmes de développement réalisés dans les années 80 (Plan national Mobutu,

Plan quinquennal…) se range aujourd'hui parmi les pays les plus endettés du monde.

Ainsi, le contexte de la RDC s'inscrit dans l'approche de réduction de la pauvreté à l'instar des autres pays du tiers-monde. C'est ainsi que depuis juillet 2001, la RDC s'est engagée dans le processus d'élaboration du DSRP. Le Document Intérimaire élaboré en 2002 n'a pris en compte que les résultats d'enquêtes initiées dans quatre (4) provinces à savoir : Kinshasa, Bas Congo, Katanga, Kasaï Oriental. Il a été envoyé aux Institutions de Bretton Woods qui l'ont adopté en 2003 (en application actuellement dans ces quatre provinces). Le DSRP Intérimaire comprend trois piliers notamment :

1. La paix et bonne gouvernance
2. La stabilisation macroéconomique et croissance
3. L'appui à la dynamique communautaire

Actuellement, le gouvernement, par l'entremise de l'Unité de Pilotage du Ministère du Plan s'emploie à l'élaboration du DSRP national, en prenant en compte toutes les Provinces précédemment occupées par les deux rébellions (RCD et MLC).

En rapport avec cette intervention du Coordonnateur provincial, les participants ont posé des questions d'éclaircissement, émis des inquiétudes et souhaits. Globalement et de manière satisfaisante, l'orateur du jour a rencontré ces différentes préoccupations.

DE LA SYNTHESE DES CONSULTATIONS

La synthèse des consultations a été faite par le superviseur ABIAS RADJABU. Cependant dans chaque site, le travail se poursuivait suivant l'ordre ci-après :

1) ***L'état de lieux*** : - carte sociale
- données géographiques
- l'aspect historique.

2) ***L'analyse des parties présentes*** :

- Services publics, de sécurité et justice
- Les ONG
- Les confessions religieuses
- Les commerçants
- Les groupements les plus vulnérables
- Les agriculteurs et éleveurs

3) ***Les consultations participatives :*** au cours desquelles les participants ont se sont évertuées à donner différents entendements du concept « ***Pauvreté*** »sur :

- La pauvreté (au niveau individuel, ménager, communautaire)
- Les causes de la pauvreté
- Le tendance de la pauvreté
- Le bien-être
- La dimension genre de la pauvreté
- Les moyens de subsistance
- Les services sociaux et infrastructures (éducation, logements, santé, marchés, voies de communication, moyens de communication, énergie…)
- Paix et gouvernance
- Calendrier saisonnier agricole
- Matrice d'analyse genre
- Matrice d'arrangement par préférence
- Matrice de planification participative
- Système de suivi et évaluation.

Après cette synthèse, le superviseur a présenté la hiérarchisation des problèmes de tous les sites consultés, du reste approuvée, par les participants dédits sites.
Ensuite, des questions pertinentes de spécificités sur les sites ont été posées et rencontrées par le superviseur.

TRAVAUX EN CARREFOURS

Pour plus d'efficacité dans le travail d'élaboration du DSRP territorial, les participants ont été répartis en 6 commissions ou groupe de la manière suivante :

- Groupe 1 : Chap. III : Perception locale de la pauvreté, vulnérabilité et bien-être.
- Groupe 2 : Chap. IV : Moyens de subsistance
- Groupe 3 : Chap. V : Services sociaux et infrastructures
- Groupe 4 : Chap. VI : Paix et gouvernance
- Groupe 5 : Chap. VII : Visions pour la réduction de la pauvreté
- Groupe 6 : Chap. VIII: Stratégies pour la réduction de la pauvreté

Après la première partie des travaux en carrefours, c'est fut l'heure du repas

Avant de clôturer cette première journée, une tâche supplémentaire a été confiée aux participants par le Coordonnateur du Comité Provincial, consistant à relever les problèmes et inquiétudes dans leurs milieux respectifs en vue d'avoir une idée globale sur le territoire d'Uvira et peut-être chercher des résolutions à ces problèmes.

Ensuite, il a souhaité, pour la deuxième journée, que les travaux en carrefours se poursuivent, que les participants arrivent à temps et voir deux groupes présenter leurs travaux à la plénière. En outre, il a proposé choix de trois (3) personnes parmi les participants afin de travailler déjà sur les résolutions des problèmes.

Enfin, il a invité les participants à continuer les travaux en carrefours et qu'un membre de l'équipe de consultations se charge journellement des aspects liés au logement et collation.

Commencée à 9 h 00, la présentation de la synthèse par le superviseur a pris fin à 16 h 00.

SYNTHESE DE LA DEUXIEME JOURNEE DU 22 / 12 / 2004

Pour ce mercredi 22 / 12 / 2004, l'atelier territorial a connu sa deuxième journée des travaux. D'entrée de jeu, cette journée a été marquée par de petites turbulences suite au bouclage qui a été opéré à Kimanga et Nyamianda très tôt le matin et qui a empêché à certains participants à l'atelier de se présenter à temps aux travaux. Sur ce, le chronogramme de la journée s'est présenté comme suit :

- 9 h 00 – 10 h 30’ : Travaux en carrefour
- 10 h 30’ – 10 h 45’ : Pause – sucré
- 10 h 45’ – 13 h 00 : Travaux
- 13 h 00 – 14 h 00 : Repas - repos
- 14 h 00 – 10 h 00 : Plénière : 2 groupes.

L’adoption de ce dernier est suivie de l’évaluation de la journée précédente. L’évaluation a ainsi dégagée des points saillants ci-après :

1. <u>Evaluation de la journée du 21 / 12 / 2004</u>

a) Points positifs :

- L’atelier était bien animé et ordonné en travaux
- Le repas était suffisant
- La dynamique du travail en carrefour a été observée
- La salle est adaptée pour abriter l’atelier.
- Les animateurs étaient compétents

b) Points négatifs :

- Le chronogramme n’a pas été respecté
- Le repas a été pris avec retard
- La cuisine n’a pas tenu compte de régime particulier à certaines personnes
- Les frais de logement sont insuffisants par rapport au séjour
- Pas de papiers hygiéniques aux toilettes, de cure – dents après le repas et le dessert
- Trop de circulation dans la salle alors que les allées sont exiguës pour des sorties.
- Pas de cuillères pour le riz.

c) Souhaits/ préoccupations :

Les participants ont émis le souhait d’être servis les frais de transport en devises (dollars américains) ou en Francs congolais suivant le taux appliqué chaque jour.

2. La synthèse de la première journée

Les participants ont attentivement suivi la synthèse de la première journée qui a été lue par Nestor FULEMBE. Ils l'ont adopté intégralement.

3. Travaux en carrefours

Après échanges, les travaux de la journée précédente se sont poursuivis en carrefours dans lesquels les participants devraient également pencher sur les problèmes et inquiétudes.

4. La plénière

Après une certaine perturbation du chronogramme, les exposés des travaux en plénière par des groupes ont débuté. C'est ainsi que deux groupes ont eu à exposer leurs travaux respectivement les 1er et 5e groupes :

a) Le 1er groupe a exposé sur le chapitre II : Perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et Bien-être. Au fait, des observations ont été faites, des amendements et ajouts ont été faits à certains points de ce chapitre (voir rapport du groupe).

En outre, le groupe a évoqué des problèmes et inquiétudes au niveau du village de Luberizi, au niveau territorial et national (voir annexes).

b) Le 5e groupe a exposé sur le chapitre VII. : Visions pour la réduction de la pauvreté. Le groupe a d'abord spécifiquement exposé sur les stratégies de réduction de la pauvreté dans le groupement de Lemera (voir le rapport du groupe).
Ensuite, il s'est attelé à certains points de ce chapitre (voir rapport du groupe).
Quant aux problèmes et inquiétudes, le groupe a soulevé 7 problèmes et 6 inquiétudes (en annexe).

Commencée à 9 h 30', et s'est terminée à 16 h 30'
Fait à Uvira, le 22 / 12 / 2004.
Par Nestor FULEMBE
Rapporteur de l'équipe de consultations et de l'atelier territorial.

RESOLUTIONS FORMULEES A L'ISSUE DES TRAVAUX DE L'ATELIER TERRITOIRE D'UVIRA

Au terme des présents travaux, nous pouvons affirmer sans crainte de s'être trompé que le DSRP soit un succès au regard des réalités du territoire d'Uvira. Visant la réduction de la pauvreté dans notre pays, le document élaboré en ce jour par la base et pour la base servira de repère guider toute action des gouvernants dans le territoire d'Uvira.

Cependant, compte tenu de la complexité de la situation politique du pays et de la diversité des problèmes posés ; nous ne pouvons ni affirmer ni infirmer sur les idées propres de nos prémisses.

Les recommandations suivantes sont alors formulées en terme de résolutions :

1. Aucune initiative si justifiée et si importante soit-elle, ne peut s'exécuter sans critiques et sans contestations. Ne soyez donc pas étonnés de voir mise en cause l'initiative DSRP par de gens véreux ennemis du pays. Tenez bon et ayez une détermination. ;
2. Si l'on se contente de considérer les difficultés, insuffisances et surnombre de problèmes posés comme une calamité, nous risquons de reporter à plus tard l'implantation des initiatives louables de la relance économique et redressement du pays. ;
3. Les stratégies d'action formulées pour sortir du bourbier de la pauvreté, sont les résultats d'un travail fouillé, outillé et enrichi par de longs débats et échanges soutenus ;
4. L'applicabilité du DSRP doit tenir compte de certaines spécificités liées au positionnement de nos milieux, selon qu'on se trouve en zones rurales ou urbaines. ;
5. La réussite effective du DSRP dépend d'abord de la discipline politique, ensuite du sens de responsabilité, de l'esprit de sacrifice et enfin de l'oubli de soi pour penser aux autres. ;
6. Le climat politique du pays, les relations diplomatiques avec les pays voisins, la grogne sociale liée aux salaires impayés, situation sociale difficile… sont les

hypothèses à risque pour lesquelles toute action du DSRP est vouée à l'échec si celles-ci ne trouvent pas une issue heureuse. ;

7. La mise sur pied d'un comité DSRP doit être effective à tous les niveaux pour le suivi et l'évaluation des étapes à réaliser.
8. Le DSRP n'est pas un document de plus pour enrichir les bibliothèques mais un outil de travail pour les générations actuelles et futures, d'où la nécessité de le revitaliser et l'adapter dans le temps et dans l'espace.
9. La conscience politique, le sens patriotique, la promotion et la défense des droits humains doivent caractériser les dirigeants appelés à appliquer le DSRP
10. La justice pour tous pour les pillards des derniers publics et auteurs (commanditaires) des divers crimes, la légèreté dans l'exécution des travaux communautaires etc. sont à observer scrupuleusement dans l'application du DSRP.

Ainsi donc, l'avenir de notre pays, criblé des points d'interrogation, nous dira si et seulement si les problèmes posés en ce jour trouveront solution.

GROUPE I

THEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE

1. MODERATEUR : **MUTENDE MULAGO Justin**
2. SECRETAIRE : **Delphin THEMA**
3. ABIBA DJUMA
4. VUMILIA KASHULI
5. KWIBE ASSANI
6. MBEHO Jean Pierre
7. MUSIWA BASUBI.

CHAP III. PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE

3.1.1. Pauvreté au niveau individuel

Dans cette partie, la pauvreté n'est pas due au manque d'argent, mais plutôt par manque d'activités rémunératrices.

3.1.2. Pauvreté au niveau de ménage

Ce qui a été écrit dans cette partie a été apprécié par le groupe, bref il n' y a pas des commentaires.

3.1.3.. pauvreté au niveau de la communauté

(Rien à ajouter, partie bien développé)

3.2. CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE

A ajouter :

- Manque de route de desserte agricole
- Manque des produits phytosanitaires
- Insuffisance de couverture sanitaire (souvent ce sont les grands centres qui sont avantageux par rapport aux petits

3.3. TENDANCES DE LA PAUVRETE

Qui ont conduit à la destruction totale de toutes les infrastructures économiques.

3.4. Bien-être

A ajouter aussi :

- Les matériels sanitaires
- Les justices bien vendues et le respect des droits de l'homme.

3.5. DIMENSION GENRE DANS LA PAUVRETE

3.5.1. Statut social

(Pas de commentaire)

3.5.2. Activités journalières

A ajouter aussi qu'il n' y a pas d'autres occupations ; et ce ne sont pas seulement les activités champêtres comme travail.

3.5.3. Secteurs sociaux

(Pas de commentaire)

3.5.4. Secteurs économiques

(Pas de commentaire)

3.5.5. Secteur de l'emploi

- L'employeur préfère travailler avec l'homme plutôt qu'avec la femme compte tenu de la place prépondérante qu'elle occupe dans son foyer : maladie de mari, des enfants, congé de maternité,…
- Au lieu de mot « étrangère », il serait mieux de mettre le mot « Internationale».

3.6. INDICATEURS DE LA PAUVRETE

(Partie bien développée)

3.7. PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE

(Voir page 3).

3.7.1. SITE DE LUVUNGI

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1. Droit de l'homme	Pouvoir autoritaires et abus de pouvoir	Idem
2. Taxes exagérées et exaction	Ok	Ok Ajoute : découragement de la population active
3. Frais de soins de santé sont exorbitants	Ok - Croyance à l'église - Manque des moyens financiers	- Faible fréquentation de centre de santé / malades - Recours aux cellules de prières et charlatans
4. Ok	Ok	Ok

5. Manque d'entretien	- Evacuation difficile des produits agricoles	
6.	- Mauvaise gouvernance	- Handicape au développement du point de vie différents villages
7.	- Irresponsabilité du gouvernement	- Baisse du niveau des élèves - Abandons (prostitution) - Enfants des rues - Mariages précoces
8.	- Hostilités coutumes - Tracasseries administratives et militaires - Pillages	- Hausse de prix - Rareté des produits de première nécessité
9.	- Manque des activités rémunératrices	

3.7.2. SITE DE SANGE

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1. – Chômage - Oisiveté des hommes	- Coutumes - Guerre - Manque d'initiative	- Surcharge des mamans
2		Ralentissement des activités socio-économiques
3	Soins de santé chers	
4.	- Irresponsabilité du gouvernement	- Niveau éducation à la baisse - Abandon (prostitution enfants des rues - Mariage précoce
5.		- Injustice généralisées.

3.7.3. SITE DE MAKOBOLA I.

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1.		
2.	Visite inexistante des médecins dans leurs aires de santé	- Fausses couches
3.	- Plus de 90 % maisons est couverte de pailles	
4.	- Insuffisance des matériels didactiques adéquats et fournitures scolaires	- Déperdition des effectifs scolaires surtout des élèves filles.
5.	- Les habitants sont incapables à faire la participation locale	- Piler le manioc prend beaucoup de temps aux mamans - Blocage des activités artisanales (menuiserie, soudure…)

3.7.4. SITE DE KIGONGO

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1.		- Piler le manioc prend beaucoup de temps aux mamans - Menuiserie, soudure
2.		
3. Manque d'un médecin		
4.		
5.	- Elimination de réseaux frayeur	
6. Débordement fréquent de la rivière Kakumba	- Lit superficiel	- Dégâts humains et matériels
7. Passage difficile sur la rivière Kakumba	- Manque de ponts	

3.7.5. SITE D'UVIRA – CENTRE

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1		
2		
3.	- Manque des bibliothèques dans les écoles	
4		
5		
6		
7		- Vol des fils électrique
8		
9	- Incompétence est remplacée par la mauvaise volonté des agents judiciaires.	- L'arrestation n'est pas une cause mais par conséquent une conséquence. - Jugements rendus avec un très grand retard
10	- Déboisement des collines surplombant Uvira - Pentes très aiguës - Mauvaise urbanisation	- Agrandissement progressif des petites rigoles qui deviennent des crevasses
11	- Les instituts supérieurs privés en place ne ne respectent pas les normes académiques	
12	- Coût de loyer élevé	- Mauvaise éducation - Installations sanitaires en mauvais état et insalubres
13		- Difficulté d'accès aux nouveaux lotissements (Kihyahya, Kala, Kagando…)
14	- Violences sexuelles	
15	- Mauvaise gestion de service de l'environnement	
16		- Vieillesse précoce
17		- Route unique

18	- Inexistant au lieu de insuffisant	
19		- Variation des produits - Pertes, vol…
20	- Manque des encadreurs sportifs qualifiés	

Fait à Uvira, le 23 / 12 / 2004

Modérateur
UTENDE MULAGO Justin

Secrétaire rapporteur
Delphin THEMA

I. PROBLEMES

1. Réhabilitation du barrage sur la rivière Luberizi en vue d'irriguer les champs
2. Réhabilitation de l'ex Société projet de la Ruzizi
3. Production du Paddy a régressé suite au mauvais état du barrage TENGETENGE
4. Mauvaise gestion de la collectivité
5. Conflits tribaux
6. La destruction des usines : SUCRERIE DE KILIBA, PROJET DE LA RUZIZI, CDC / KIRINGYE, ONAFITEX, DIOCESE D'UVIRA
7. – La formule (1 + 4)
   - La non -réinsertion des rapatriés congolais en TANZANIE
   - La proposition de la nationalité aux Rwandais vivant en R.D. congo
   - Le port illégal d'armes à feu par les Rwandais en R.D.Congo
   - Tribalisme dans les services
   - Armée politisée et démoralisée

II. INQUIETUDE

1. Guérilla dans l'avenir
2. Découpage du pays à l'Est de la R.D.C

GROUPE II.

1. MODERATEUR : VICTOR MUZIRIGERA
2. SECRETAIRE RUKAKU : SECRETAIRE
3. MASKINI FERUZI
4. SHEL CHRISTOPHE
5. WADAKIKA RAMAZANI
6. JEAN MARIE AMISI
7. ASSUMANI KIZA JEANNE

CHAP. IV. MOYENS DE SUBSTANCES

4.1. ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE

4.1.1 Appartenance ethnique sur le site géographique

L'oublie des pygmées dans le territoire

4.1.2. Investissement dans l'éducation

- Nous avons moins d'écoles primaires et secondaires
- Les Instituts techniques professionnels ou artisanaux n'existent pas
- Les Instituts supérieurs et les universités publiques n'existent pas.
- Création et construction des nouvelles écoles surtout les techniques et universités.

4.2. SOURCES MAJEURES DE REVENUS

L'emploi doit être ajouté sur les autres principales ressources de revenu en territoire d'Uvira.

4.2.1. Agriculture substance

- Le déboisement et le feu de brousse sont les autres causes qui entravent la production agricole ;
- Destruction méchante de culture par les animaux sauvages et domestiques
- Infrastructure d'irrigation est en mauvais état ;
- Le tabac, le caféier, le blé, la patate douce, la pomme de terre, la tomate, igname, colocase, le soja, le petit pois sont des cultures à ajouter.

4.2.2. Elevage

- Le gros et petit bétail et volaille sont pratiqués dans toute l'étendue de territoire d'Uvira et non seulement à Sange et Luvungi. ;
- Manque des infrastructures d'élevage (les étables, pâturages…) ;
- L'élevage d'abeille est aussi important et la pisciculture.

4.2.3. Pêche (pas d'ajout)

4.2.4. Le commerce

- Pour favoriser le commerce formel, il est indispensable que l'Etat facilite aux grands commerçants (voire à toute personne désireuse) l'accès aux devises étrangères, dans but entre autres d'assouplir les conditions d'importation. C'est dans conditions qu'il pourra contrôler le mécanisme de fixation des prix.
- Ravitaillement des banques en devises pour les commerçants

4.2.5. L'artisanat (nous avons ajouté)

- L'antiquaires (vendeur des masques) sculpteur
- Les forgerons
- Les tisserands
- Les potiers
- Les réparateurs (des appareils électroniques)

4.2.6. Emploi salarié

Nous n'avons rien ajouté

4.2.6.1. Société

A part des sociétés citées, il indispensable que l'Etat (le gouvernement) réhabilite :

- La sucrerie de Kiliba, la cotonnière
- C.D.C Kiringye
- La solidarité paysanne (Nyamutiri) qui encadrait un bon nombre de la population agricole du territoire.

4.2.7. Micro crédit

Il serait impérieux de réhabiliter les COOPEC de Sange, Kavinvira, Kasenga, C.P.P, Kalundu qui fournissaient le micro crédit aux populations dans les différents secteurs.

CALENDRIER SAISONNIER

MOIS / CULTURE	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Juil	Ao	Sept	Oct.	Nov	Déc	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Ao
1. Pomme de terre																			
2. Blé																			
3. Colocase																			
4. Petit pois																			
5. Ignames																			
6. Caféier																			
7. Soja																			
8. Tabac																			
9. Quinquina																			

Commentaire : certaines cultures ont été ajoutées.

I. PROBLEMES

ROUTE :

- La route principale nº 5, les ponts et caniveaux sont à réfectionner de Makobola vers Kiliba.
- Les routes : - de Bwegera – Lemera – Mulenge – Katobo à Runingu
  - de Katobo à Kahorohoro
  - de Luvungi – Lubarika ver Katogota

Toutes ces routes exigent une reconstruction des ponts et cantonnage régulier

SANTE :

Les centres de santé supervisés par les différents hôpitaux se situent à une distance éloignée. (Parfois les malades meurent en cours de route)

- Manque de médecins superviseurs dans des centres de santé ;
- Manque d'ambulance, brancard pour le transport de cas graves ;
- Manque de moyens de communication modernes ;
- L'assurance des soins médicaux, l'éducation et lutte contre le M.S.T et paludisme sont nécessaires.
- L'élevage des cochons, poules dans l'environnement.

I. INQUETUDE

- Les guerres interminables dans notre milieu ;
- Les multiples érosions sont à la base de la destruction des nombreux quartiers dans le territoire d'Uvira ;
- Les canaux qui favorisaient l'irrigation des champs sont bouchés suite au manque de l'entretien mécanique (Kiliba, Luberizi, Luvungi, Rubanga…) ;
- L'armée n'est pas réunifiée ;
- Non -respect de l'intégrité territoriale par nos voisins (Burundais et Rwandais)
- La population achète les produits pharmaceutiques expirés (surtout dans des marchés)

GROUPE III.

PRESIDENT : FRANCINE MUNYAGA

SECRETAIRE : SETH MUREFU BUGOMA

MEMBRES :

1. DOCTEUR RUHARA OMARI
2. SITE MABANDIRO
3. SIYAMUPATA SAMWELI
4. MUBIMBA BITEREKO

CHAP. V. SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

I. EDUCATION

I.1. Niveau d'accès

- Le taux peut varier entre 65 % et 70 % dans la plaine alors que dans les moyens plateaux entre 40 % et 45 %.

N.B : - Dans les plaines, les filles n'étudient presque pas ;

- Dans les moyens plateaux les parents ne sont pas capables de payer les frais pour la scolarisation de leurs enfants.

I.2. Qualité de l'éducation

- A Uvira, les salles de classes sont insuffisantes dans la plupart d'établissements scolaires.

D'une manière générale, il s'observe l'absence totale de recyclage des enseignants au primaire et au secondaire.

- L'irresponsabilité des gestionnaires

II. SANTE

Qualité

- Absence des laboratoires à Kigongo, Luvungi, Sange, moyens plateaux, hauts plateaux, Kiliba, Makobola.
- Maternité fait défaut, c'est le cas de Makobola est celui aussi de moyens plateaux et hauts plateaux
- La capacité d'accueil est insuffisante non seulement à la Pédiatrie mais aussi en médecine interne…
- Manque d'un Institut de recherches médicales dans tout le territoire d'Uvira.

III. LOGEMENT

- Inexistence d'une institution pouvant octroyer des crédits -maisons payables à court- terme où à long- terme.

IV. EAU ET ASSAINISSEMENT

- A Uvira, précisément à Kalundu, la population consomme une eau appelée ***« vodacom »*** qui est impropre.
- La tuyauterie qui conduit l'eau à Kiliba n'est pas en bon état. Donc n'est pas de bonne qualité.

V. VOIES DE COMMUNICATION

- L'inexistence des voies aériennes. D'où l'ouverture des pistes d'atterrissage à Kiliba et Luvungi.

VI. MARCHE

VII. MOYENS DE COMMUNICATION

Niveau d'accès :

Seule la population d'Uvira -centre accède d'une façon relative à ces moyens de communication.

VIII. ENERGIE

Niveau d'accès :

- Réhabilitation du barrage de KATOBO pour l'électrification de la plaine.
- La desserte en électricité dans le territoire d'Uvira doit être faite à partir du barrage de Ruzizi I et II jusqu'au lieu de consommation sans transiter par le Rwanda ou le Burundi.
- - Arrangement des infrastructures

PROBLEMES ET INQUIETUDES

1. Cohabitation entre communauté Banyamulenge et d'autres communautés est tendue ;

2. Refus par la communauté Banyamulenge de partager la confession religieuse avec d'autres communautés ;
3. Le mariage n'est pas réciproque entre la communauté Banyamulenge et les autres communautés ;
4. Toute la jeunesse de Banyamulenge est armée ;
5. Appellation ***« Banyamulenge »*** n'est pas acceptée par d'autres communautés comme tribus ;
6. Découpage administratif du territoire d'Uvira ;
7. Dévastation des champs par les bétails en divagation ;
8. Vols des bétails par les groupes armés ;
9. Dévastation des champs, des étangs piscicoles par les forces armées ;
10. Prolifération des armes à feu par la population civile ;
11. Sécurité des biens et des personnes n'est pas totalement assurée ;
12. Absence de bonne gouvernance ;
13. Territoriale non installée ;
14. Impréparation de la population pour des éventuelles élections ;
15. Rareté des denrées alimentaires et hausse des prix ;
16. Inflation et non- paiement des fonctionnaires de l'Etat.
17. Prime des enseignants à la charge des parents.

GROUPE IV.

1. PRESIDENT : Jacques MBALE
2. SECRETAIRE RAPPORTEUR : MAKELELE Pascal

MEMBRES :

3. Marie MITILA
4. NAMURA KABEGETWA
5. JUNGWA WAJIDANGANYA
6. Nestor KWANIGWA

CHAP. VI. PAIX ET GOUVERNANCE

6.0. INTRODUCTION

Nous la maintenons telle qu'elle a été élaborée.

6.1. RAPPEL HISTORIQUE

Contrairement à ce qui a été dit, nous avons identifié 5 guerres depuis l'indépendance au lieu de 6 guerres.

- Guerre de 164 : Muleliste
- Guerre de 1969-1970 : Jean Skram
- Guerre de 1996 : AFDL
- Guerre de 1998 : RCD
- Guerre de Juin 2004 : Mutebitsi à Kamanyola – Luvungi.

En plus des guerres, fratricides ci-haut citées, l'afflux massif incontrôlé des réfugiés des pays voisins (Burundi et Rwanda) dans las années 1993-1994 a contribué à l'appauvrissement de la population en territoire d'Uvira et à l'augmentation du taux de prévalence du VIH / SIDA.

6.2. GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION

6.2.1. Instances locales de décision

Nous l'avons maintenue telle qu'elle est

6.2.2. Modes à la direction des instances locales de décisions

Bien fait

6.2.3. Influence dans le choix des dirigeants

Au niveau de pouvoir coutumier, les critères de choix des dirigeants sont tellement clairs mais les politiciens ont tendance à le récupérer et à influencer le choix.

6.3. ACCES AU MEDIA

Seules les radios étrangères et Okapi sont captées à Luvungi

6.4. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

- La justice est mal rendue dans tout le territoire d'Uvira ;

- La méconnaissance des droits par la population au lieu de l'ignorance de la loi par la population ;
- Le favoritisme des agents de l'appareil judiciaire ;
- Le manque d'organisation de la population dans la dynamique de la société civile

6.5. LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES

Quand bien même la population est sécurisée (le taux des tueries baissant), les biens ne sont pas sécurisés d'autant plus que la population assiste à des cas de vol des bétails et produits agricoles dans les champs.

6.6. SYNTHESE PARTIELLE

Aujourd'hui encore, les tracasseries fiscales, administratives et militaires auxquelles s'ajoutent les arrestations arbitraires , les tortures, les prisons illicites, les corruptions foulent au pied les droits élémentaires de l'être humain dans le territoire d'Uvira en général et dans les sites ciblés en particulier.

I. PROBLEMES

1. Tribalisme des services
2. Manque de mécanisme de réinsertion des rapatriés
3. Pour Luvungi, l'occupation de grandes étendues des terres fertiles par des grands fermiers qui ont hérité la colonisation et manque d'eau potable
4. Pour Luberizi, Bwegera, Runingu, Sange, Kiliba, La non réhabilitation des barrages d'eau et manque d'eau potable à Luberizi
5. La problématique de la formule (1 + 4)
6. La destruction des usines : SUCRERIE de KILIBA, Projet de la RUZIZI à Luberizi, CDC KIRINGYE et la CONTONIERE DU LAC.
7. La destruction de l'hôpital de LEMERA
8. La politisation de l'armée

II. INQUETUDES

1. Le retour politisé des Banyamulenge et des Burundais dans la plaine de la Ruzizi ;
2. La présence de 3 brigades militaires à Luvungi, Luberizi, Kigongo et Makobola avec des commandants différents ;
3. Multiplicité des parties politiques ;
4. Silence coupable de la communauté internationale face à la présence Rwandaise en R.D.Congo.

GROUPE V.

1. BUGOMA NGWA NGWE NGWE (M)
2. BIENVENU NDARAMBA (M)
3. BAHATI JUMA (F)
4. BYAMUNGU MAKUBULI (M)
5. BASHIGE OLINABO (F)

CHAP. VII. VISION POUR LA REDUCTION

7.1. FORME DE L'ETAT

La commission opte pour un Etat unitaire décentralisé, au lieu d'un Etat unitaire fortement décentralisé qui sous-entend un Etat fédéral.

7.2. ELECTIONS

La commission opte pour les élections à suffrage universel direct, mais que ces élections soient libres, transparentes et démocratiques conformément à la loi électorale et avec un Régime Présidentiel définissant le rôle du Parlement et du Sénat.

7.3. EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE

La commission propose la restructuration de l'enseignement comme suit :

- La prise en charge de l'éducation par l'Etat :

* Paiement des salaires décents du personnel enseignant ;
* Réhabilitation des équipements et infrastructures scolaires existants ;
* Création des écoles de métier par l'Etat ;
* Promouvoir la scolarisation des filles
* La gratuité de l'enseignement primaire et maternel conformément à la déclaration universelle de droit humains (D.U.D.H.) et les impératifs de l'Education répondant aux Objectifs du Millénaire (Réduction de la pauvreté d'ici 2015).

7.4. MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

La commission soutient l'accès des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs aux techniques et outils modernes mais en songeant à la réhabilitation des routes des dessertes agricoles, ainsi qu'aux moyens de conservation et transformation des produits obtenus.

7.5. SANTE

La commission opte que tout le monde ait accès facile aux soins de santé efficace, tout en songeant à la réhabilitation et équipement des infrastructures hospitalières existantes et à la création d'autres, là où les besoins se font sentir.

7.6. APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

L'Etat doit s'impliquer dans l'approvisionnement en eau potable par des adductions d'eau potable, aménagement des sources et octroi des produits de traitement pour que la population accède à l'eau potable en quantité suffisante (voire qualité requise) et en permanence.

7.7. ELECTRIFICATION RURALE ET LOGEMENT

Le souhait de la commission est que tous les grands centres ruraux accèdent à l'électrification et que chaque ménage ait un logement.

7.8. ENVIRONEMENT

7.9. TAXATION

7.10. SECURITE ET PROTECTION

La commission opte pour la sécurité et la protection des biens et des personnes, tout en punissant les auteurs des exactions commises. On souhaite la création d'une société juste et paisible.

PROBLEMES

- Refus d'acceptation et de tolérance entre les tribus
- Occupation illégale des terres
- Les conflits religieux
- Intolérance des croyances
- L'importation de la main d'œuvre
- L'exécution des projets sans consultation de la base
- L'incompréhension entre les ex – belligérants

INQUIETUDES

1. - Dégradation de la situation sécuritaire
   - Naissance de l'antipathie
   - Intolérance sociale
2. – Eclatement d'une nouvelle guerre
   - Justification illégale de la rationalité
   - Occupation illégale de la terre
3. – Eveil de la haine entre les croyants
   - Dérapage de la foi

- Immoralité

4. – Chômage accentué
   - Haine, jalousie et ses conséquences
5. – Echec à répétition
   - Désintéressement de la base
6. – Risque d'éclatement d'une nouvelle guerre

GROUPE VI.

1. PREDIDENT : AWAZI KAHENGA
2. Vce PRESIDENT : MASHAKA DJUMA
3. SECRETAIRE : BAGAMIKE KANAGWASI
4. SEC. ADJOINT : MATIGIRE MBOGO
5. RAPPORTEUR : BAHATI MUPENDA
6. SCRIPTE : SANTA SAFARI.

CHAP. VIII. STARTEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

8.1. INFRASTRUCTURE ROUTES

- Réhabilitation des routes de dessertes agricoles et de la route nationale nº 5, ponts et chaussées.
- Construction de nouvelles routes pour désenclaver totalement le territoire

8.2. URBANISATION

- Mise sur pied d'un programme d'urbanisation du territoire ;
- Réhabilitation des avenues et caniveaux du territoire ;
- Lutte contre les érosions par le reboisement et construction des caniveaux ;
- Electrification publique des routes, ronds points, des avenues, et installation des signaux routiers ;
- Organisation de transport en commun, corbillards et réinstallation (délocalisation) des cimetières en dehors du centre ville
- Renforcement de capacitation en eau potable et installation des bornes fontaines à l'intérieur du territoire (Uvira – rural)

- Réglementation sur la lutte contre la construction anarchique.

8.3. EMPLOI ET ACTIVITES ECONOMIQUES

- Création de nouvelles unités de production et réhabilitation des unités de production existantes (COTONIERE, SUCKI, RIZERIE, HUILIRIE, SOLIDARITE PAYSANNE, SAVONERIE…)
- Construction des marchés modernes au grand centre commercial du territoire d'Uvira
- Création de nouveaux emplois pour encadrer les chômeurs (secteur privé) ;
- Ouverture des institutions financières pour micro-crédits et promotion industrielle (Banque, Coopérative etc.) ;
- Régulariser les salaires des travailleurs et fonctionnaires de l'Etat ;
- Création des cantines dans les chefs lieux des entités.

8.4. EDUCATION ET SANTE

- Réhabilitation et équipement des écoles primaires et secondaires et orientation aux écoles techniques de métier ;
- Prise en charge de l'enseignement par l'Etat ;
- Réinstauration de la bourse d'études et de recherches ;
- Création des Instituts Supérieurs, Centre Universitaires, et Universités dans domaines diversifiés en territoire d'Uvira ;
- Réhabilitation et équipement des infrastructures de santé en territoire d'Uvira (Disposer entre autres d'appareil écographie…) ;
- Création des hôpitaux et les doter des médecins spécialistes (aux entités défavorisées du territoire) ;
- Création d'un comité de suivi des aides médicales offertes par les organisations humanitaires aux hôpitaux et centre de santé ;
- Réduction du coût de consultation et des soins aux hôpitaux de l'Etat en territoire
- Sensibilisation et organisation des mesures de protection de la population contre les maladies des mains sales et VIH / SIDA ;
- Sensibilisation aux écoles, marchés, villages, du méfaits du VIH / SIDA ;
- Distribution systématique des moustiquaires imprégnées en territoire d'Uvira ;

- Création des bibliothèques scolaires.

8.5. AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE

- Modernisation de l'agriculture et de l'élevage ;
- Industrialisation de la pêche sur le Lac Tanganyika ;
- Reboisement des côtes lacustres et les versants des montagnes ;
- Réhabilitation des intrants agricoles et semences sélectionnées ;
- Introduction des races améliorées en élevage ;
- Création des étangs piscicoles ;
- Installation des chambres froides ;
- Abolition de location terrain et restitution des terrains à l'Etat ;
- Réhabilitation des infrastructures d'irrigation ;
- Création des pharmacies vétérinaires ;
- Délimitation de pâturage et réhabilitation des duping – tank ;
- Réhabilitation de services vétérinaires, agronomiques et d'élevage ;
- Réglementation de feu de brousse et abattage d'arbre en désordre

8.6. COMMUNICATION ET TRANSPORT

- Installation des radios communautaires en territoire ;
- Réhabilitation des antennes TV (Kiliba, Kabunambo) ;
- Réhabilitation du service de l'OCPT avec téléphone fixe ;
- Ouverture d'une école de communication en territoire ;
- Création des Cyber- cafés publics et diminution des prix d'accès ;
- Réhabilitation des aérodromes de Kiliba et Kigurwe (Sange) ;
- Organisation du transport lacustre (Disposer des bateaux de transport) ;
- Réglementation du transport urbain (taxi, moto…)

8.7. ADMINISTRATION, JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME

- Bonne gouvernance à tous les niveaux ;
- Suivi des activités administratives (en enrichissement sans cause) ;
- Réhabilitation de l'appareil judiciaire ;

- Promotion et défense des droits humains ;
- Vulgarisation des textes légaux ;
- Promotion de « genre » ;
- Multiplication des séminaires de formation et d'information sur les droits humains ;
- Cantonnement des militaires aux camps ;
- Réglementation de la PNC – roulage ;
- Réglementation des relations extérieures (BDI, RDA…) ;
- Démobilisation des enfants militaires dans l'armée et les groupes armés ;
- Rapatriement organisé des FNL, INTERAHAMWE, FDD ;
- Organisation des émissions- radio par la MONUC sur son importance en territoire d'Uvira ;
- Ratification et mise en pratique de toutes les conventions relatives au respect des droits de l'homme et au bien être de population.

8.8. SPORTS ET LOISIRS

- Organisation des activités récréatives ;
- Construction des salles de spectacles ;
- Equiper les clubs sportifs existants ;
- Réhabilitation et création des stades de foot, volley, tennis et autres ;
- Création et réhabilitation des sites touristiques ;
- Organisation des voyages d'études ;
- Implication des équipes du territoire dans les compétitions nationales et internationales ;

Dans tout ça, la réussite du DSRP dépend de :

- Sens élevé du respect de biens communs ;
- Sens patriotique des acteurs politiques et administratifs ;
- Application stricte des textes de la loi et indépendance de la magistrature.

I. PROBLEMES

1. Refus d'intégrer les pygmées par les populations locales (cas de Kabimba)
2. Conflits entre éleveurs et agriculteurs
3. Insuffisance de ravitaillement en vivres aux militaires

4. Tribalisme à outrance
5. Détournement des biens et argent par les ONG locales et internationales
6. Recrutement du personnel par ONG locales et internationales à partir de Bukavu – Goma – Bujumbura
7. Phénomène carte pour citoyen
8. Tracasseries policières et militaires sur les véhicules, taxi, bateaux, transport en commun
9. Non -accompagnement des enfants soldats démobilisés
10 Présence des INTERAHAMWE, FDD, FNL et autres.

II. INQUETUDES

1. Frustration – cohabitation difficile - hostilité – conflits inter communautaire
2. Baisse de production agricole et animale, conflit, hostilité, meurtre.
3. Dépendance des militaires, vols à mains armés, viol, tuerie, insécurité
4. Favoritisme, incompétence, frustration, rejet, hostilité, conflits.
5. Accès difficile de l'aide aux bénéficiaires, discrédit national, enrichissement sans cause, maintien de la population dans la pauvreté
6. Chômage accentué, pauvreté, Jalousie, conflit, frustration
7. Fraude et usage de faux, tricherie, trafic illicite des pièces, infiltration des étrangers, insécurité, conflit
8. Facilité, pauvreté, Injustice
9. Retour à la vie militaire, insécurité, vol, viol et règlement de compte
10. Insécurités, menaces extérieures accentuées, conflits, tueries, relations difficiles avec les pays voisins.

LES SITES NON VISITES

1. LEMERA

Les difficultés ou problèmes de la population de LEMERA.

La population de LEMERA traverse une situation de détresse due aux guerres successives ayant anéanti tout le potentiel économique de la contrée. Cependant,
Cette population vie de l'agriculture et d'élevage. Seulement, fort de situation précaire qu'elle vit, elle présente une série des préoccupations devant être prise en compte par les autorités. Il s'agit entre autres :

- Réhabilitation de la route Bwegera – Katobo : une fois cette route réhabilitée, production agricole sera rentable car, elle sera facilement acheminée vers les centres de consommation, sans parcourir des longues distances a pied.
- Cette population est victime des vols et pillages de cheptel, si bien qu'actuellement l'activité de l'élevage est paralysée.
- Création des nouvelles entreprises qui peuvent les encadrer
- Création des projets ou COOPEC pour l'achat de leurs produits
- La couverture de leurs maisons qui ont été dessolées ou démolies pendant les guerres successives
- La culture du blé est à relancer (à promouvoir)
- Nécessite de disposer de l'électricité.
- Réhabilitation de toutes les écoles en état de dégradation avancée et ne garantissant pas les bonnes conditions de travail pour les élèves.
- Il est indispensable de disposer des moustiquaires imprégnées pour lutter contre le Paludisme qui bat son plein.
- Nécessité de construire et de réhabiliter respectivement des nouveaux marchés et des anciens.
- Réhabilitation de la solidarité paysanne de Kiringye Katobo
- Mettre un accent particulier sur la justice et les droits de l'homme
- Faire la promotion d'une fiscalité et parafiscalité attrayantes et réalistes, en réduisant notamment le taux d'imposition, étant donné que activités économiques sont en baisse.

- Création d'orphelinat car, il y a beaucoup d'enfants dont leurs parents sont morts pendant les guerres passées et ne sont plus pris en charge.
- Installation des moulins dans différents villages
- Assistance aux veuves par des centres de formation ou ONG internationaux
- Construction des maisons pour les veuves (vieilles)
- Installation des moyens de communication (téléphones publics)
- Disposer des équipements pour les centres de santé
- Reboisement pour l'avenir du territoire
- Construction des écoles techniques qui son en nombre insuffisant
- Centre de café a baissé suite au manque des engrais chimiques

Enfin, il s'avère salutaire d'espérer que le DSRP pallie la situation en tant que nouvelle alternative de réduction de la pauvreté.

Les stratégies de la réduction de la pauvreté dans le groupement de LEMERA

Eu égard au contexte socio-économique du groupement de LEMERA, du reste marqué par l'austérité de la grande majorité de la population, il sied impérieux de se pencher résolument aux problèmes ci-après :

1. Problèmes liés à la sécurité alimentaires

a) Agriculture

- Appui en outils aratoires et semences de bonne qualité. ;
- Remplacement des coopératives agricoles. La tentative de la maison **COPPI CIW** a donné des résultats encourageants mais cela nécessite d'être appuyés.
- Crédit agricole dans le but de permettre aux paysans de passer de l'agriculture de subsistance pour l'agriculture de marché.
- Disponibiliser des produits phytosanitaires et intrants nécessaires.

b) Elevage

- Réhabiliter le cheptel : vaches, porcs, chèvres, mouton,…
- Disponibiliser les produits vétérinaires
- Importer des races améliorées
- Disposer des vaches laitières résistant aux maladies

- Instaurer le système de crédit- élevage

2. Problèmes liés à la réhabilitation des routes

Plusieurs routes devront nécessairement être réhabilitées dans le groupement de LEMERA. Ceci pour permettre le désenclavement du milieu ainsi faciliter l'écoulement des produits agricoles, pour un meilleur approvisionnement des centres urbains comme Uvira-centre et la ville de Bukavu.

Les routes suivantes sont concernées par cette réhabilitation dont :

1. LEMERA – MULENGE – KATOBO 54 Km
2. BWEGERA LEMERA 27 Km
3. MASHUBA - KAHOLOLO 22 Km
4. RUNINGO - KATOBO 32 Km

3. Problèmes liés à l'infrastructure scolaire

Une dizaine d'écoles doivent être réhabilitées et équipées pour permettre un minimum de condition.

4. Santé

Réhabilitation des centres de santé suivant :

- Narunanga, catala, Mugule, Mulenge, Luhito et la création d'un autre à Katobo.

5. Habitat

Un crédit devra être envisagé pour permettre à la population du dit groupement d'améliorer son habitat.

6. Eau et assainissement

Adduction et aménagement des sources dans plusieurs villages de notre groupement.

- LEMERA : 8.500 ménages
- RUNINGU : 7.000 ménages.

Rapporteur MATIGIRE MBOGO.

2. NDUNDA

1. Problèmes de labour

- Causé : les outils mis en contribution ne permettent pas de cultiver de grandes étendues (espaces).
- Conséquences : diminution de la production ayant comme corollaire la famine, les maladies etc…

2. Problèmes du manque des semences

- Causes : le déplacement de la population de la plaine, pendant une année sans exploiter aucune culture.
- Conséquences : carence des produits vivriers entraînant la malnutrition (famine, mécontentement, etc.)

3. Problèmes de la vente

- Cause : par manque de marché disponible dans la plaine (à Ndunda).
    - Le marché se trouve à peu près à 16 Km de Sange
    - La livraison se fait à l'état brut, sans subir aucune transformation car, ne disposant pas de moulins ni décortiqueuses.
- Conséquences :
    - La vente se fait à un prix plus bas qui ne peu jamais permettre aux parents de payer les frais scolaires de leurs enfants ou la prime des enseignants, et aussi à résoudre certains problèmes sociaux (santé…).
    - La fatigue due au manque de moyens de transport

4. Problèmes des maladies

- Causes : - le manque de techniciens agronomes devant accompagner les paysans.
    - Pas de laboratoires sur place et des produits phytosanitaires appropriés à chaque type de culture.

- Conséquences : - Diminution des produits
  - Carence du régime alimentaire
  - Présence des maladies, famine etc.
  - Baisse de croissance économique

5. Problèmes de déplacement

- Causes : Impraticabilité des routes de desserte agricole, suite à la destruction, à l'érosion, à la pluie et dans certains endroits, au bouchage des caniveaux.

  Exemple : route de Biriba – Ndunda ; Kahinambo - Ndunda.

- Conséquences : la population reste sans assistance quelconque, elle est enclavée.

6. Problème Sanitaire

- Causé : par manque d'assistants médicaux sur terrain, d'accoucheuses et des centre de santé.
- Conséquence : le taux de mortalité augmente du jour le jour.

7. Problèmes de l'eau

- Causé : par manque d'eau potable
- Conséquence : augmentation du taux des maladies d'origine hydrique.

8. Problèmes de droit de l'homme

- Causé par les tracasseries de nos militaires

3. KILIBA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1. La baisse de la production agricole	- Canaux d'irrigation bouchés - Manque des produits	- La population est exposée à la malnutrition - Taux de mortalité très élevé

	chimiques pour faciliter le sol. - Absence d'agents vulgarisateurs - Manque d'officines de vente des produits agricoles	- Décroissance économique
2. La fermeture de la sucrerie de Kiliba	- Mauvaise gestion de la production - Les guerres	- Chômages - Pauvreté accentuée - Dépeuplement de la cité - La piste aérienne a été cernée. - Misère
3. L'élevage faible	- Manque de bons pâturages - Manque d'un médecin vétérinaire sur terrain - Vol massif des troupeaux	- Malnutrition - Croissance de la pauvreté - Mariages illégales
4. L'érosion	- L'eau de la pluie n'est pas jusqu'ici canalisée - Manque d'urbanisation dans les quartiers	- Destruction des maisons - Rues inhabitées - Découpage de la route principale à certains endroits - Dépôt des terres dans les canaux d'irrigation
5. Manque de l'électricité	- Mauvaise installation des poteaux de haute tension : Uvira- centre vers l'usine par brousse au lieu de la ligne empruntant route principale - Esprit géo-éthnique des gents	- Les meuniers fixent des prix élevés aux moulins - Manque de matériels modernes au centre hospitalier de Kiliba. - Pas de moyens de communication modernes
6. Insuffisance des robinets	- coût de raccordement élevé - Mauvaise qualité de l'eau en rouilles suite aux anciens tuyaux en fer - Coupure exagérée	- Diversité des maladies
7. La justice mal rendue	- Corruption élevée - Violation des lois, non-	- Insécurité dans la cité - Fracture de la fraternité

	respect des autorités administratives	élevée
8. Absence des banques ou coopératives	- Mauvaise gouvernance - Pas d'administration	- Pillages des biens - Fuite des commerçants vers le centre ville

Synthèse : - Le reste des problèmes : éducation, santé, routes de dessertes Agricoles, sport et loisir, centres culturels, salles des réunions sont en pris en compte dans les travaux des sites visités

- Les moyens et hauts plateaux se situent dans les mêmes cas :

- Ici Il faut signaler le cas le plus important pour la population de LUHITO à 20 Km de Kiliba où il y a rareté d'eau potable surtout en saison sèche. Situation qui nécessite de disposer des tuyaux, ciments etc.

4. LUBERIZI

Les problèmes du site LUBERIZI sont :

1. Réhabilitation du barrage Tenge – Tenge, canaux d'irrigation et des périmètres rizicoles ;
2. Reconstruction des bâtiments de l'ex. Projet de la Ruzizi ;
3. Remise en état des pistes d'accès (ou routes de desserte agricole) ;
4. Production du paddy a régressé ;
5. Manque d'eau potable pour la population ;
6. Fréquentation des centres de santé est faible ;
7. Les sources d'énergie (biogaz, électricité,…) nouvelles sont inexistantes ;
8. Destruction méchante des écoles (ex. I.T.A NAKABASA) et pillages des fournitures scolaires, matériels didactiques et les bancs ont servi des bois de chauffe aux militaires Burundais qui étaient sur place depuis 1996 jusqu'en 2001. ;
9. Les bétails ont été pillés par les milices ;
10. L'activité commerciale a régressé ;
11. La destruction de l'environnement par les réfugiés Rwandais et Burundais ;
12. Les conflits entre les Burundais qui tenaient le pouvoir et les Congolais ;

13. Le mariage précoce des filles suite à la présence des militaires ;
14. L'habitat est incommode ;
15. La présence de plusieurs brigades militaires sur place avec une multiplicité d'Unité de commandement. ;
16. Les radios nationales ne sont plus captées ;
17. Les taxes et les tracasseries sont multiples ;
18. Les rapatriés sont mal accueillis ;
19. Les sports et loisirs ont régressé suite aux pillages des matériels ;
20. Mauvaise gestion des recettes de la collectivité ;
21. La justice et les droits de l'homme bafoués ;
22. La peur des infiltrations.

5. MOYENS PLATEAUX

- **Village KIRUNGU**

Problèmes

- La population des moyens plateaux et des hauts plateaux n'ont pas d'eau potable ;
- Les locaux des différents établissements scolaires sont insuffisants ;
- Les filles dans les moyens et hauts plateaux n'étudient pas ;
- Les parents ne sont capables de payer les frais scolaires et la prime des enseignants suite à la pauvreté. ;
- Absence des assistants médicaux ;
- Les populations logent très mal surtout ceux de Kigongo et de Makobola : Ils préfèrent la culture de maïs et d'haricot.
- 30 % de la population consomme l'eau des étangs Muganja.

6. RUNINGU

Les problèmes

- Pas d'électricité ;
- Manque d'eau potable ;
- Rendement de la reproduction agricole est faible ;

- Peu de filles étudient ;
- Pas d'écoles d'alphabétisation des adultes ;
- Les enfants étudient dans des mauvaises conditions ;
- Régression d'élevages ;
- Vente des terrains des populations par les autorités en place aux riches ;
- Le marché est en mauvais état (construction, toilette, entretien) ;
- Pas d'équipements au centre de santé ;
- Pas de communication entre le centre de santé et hôpital ;
- La présence des forces négatives dans le milieu environnant ;
- Les hommes eux-mêmes prennent la décision dans les foyers.

7. KABIMBA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1. Déboisement	- Braises, meubles et construction en planches, agriculture, feu de brousse	-Pluies rares et violentes. - Erosions Extermination des plantes
2. Diminution de la production	- Pêche génocide	- Diminution de la production - Disparition de quelques espèces - Pêche en profondeur - Un seul puit piscicole
3. Elevage	Mauvaise pratique	- Nécessité de disposer le cheptel et volaille - Difficulté de consommer la viande
4. Produits agricoles	- Monotonie des cultures - Pas des cultures de jachères	- Petite production dans une grande partie (faible rendement)
5. Les routes agricoles	- Désintéressement des leaders	- Difficulté d'accéder aux champs, il faut se débrouiller dans les champs.
6. Constructions anarchiques	- Pas de plan - Pas d'indications - Souci de gagner plus en	- Difficile lotissement et nombreux conflits parcellaires - Mauvais drainage

	vendant à plusieurs personnes la même parcelle (escroquerie) -Non-respect des normes urbanistiques	
7. Conflits familiaux	- Héritages - Complexes d'infériorité	- Séparation (délocalisation) des lieux et liens - Bagarres et accumulation des dossiers judiciaires.
8. Les écoles	- Une seule option au secondaire - Inexistence d'une diversité d'écoles (Techniques,…)	- Pillage - Pas de bancs

D.S.R.P./UVIRA

RAPPORT DU SITE LUVUNGI

0.0. INTRODUCTION

Dans le cadre du DSRP/UVIRA, ce rapport consiste à présenter intégralement les données recueillies à la base sur le village de LUVUNGI, à travers l'état de lieu (carte sociale, aperçu historique, observation directe). L'analyse de matrice du genre, l'analyse de matrice de planification participative et l'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation participatif.

0.1. ETAT DE LIEUX

Nous avons utilisé trois outils MARP à savoir :

* La carte sociale
* L'aperçu historique
* L'observation directe

1.1. CARTE SOCIALE (voir annexe)

1.2. SITUATION ACTUELLE

1.3. DELIMITATION : Au Nord : Localité de Muranga
Au Sud : Groupement de Bwegera
A L'Est : Rivière Ruzizi
A L'Ouest : Rivière Ruvimbi

1.2.2. POPULATION : 40.000 habitants
- Hommes
- Femmes
- Enfants

1.2.3. SITUATION SOCIALE

- Santé : Actuellement, la localité de Luvungi compte 3 centres de Santé (Luvungi I, Luvungi II et Mitungu), 2 postes de Santé (COMICO, Méthodiste) et un seul dispensaire moins équipé.

  - Education : La localité compte 7 écoles primaires et 4 écoles secondaires
  - Eau et assainissement : La localité ne dispose d'aucun système d'adduction d'eau potable.

  La population utilise l'eau impropre de la rivière LUVUBU pour la boisson et la lessive.

1.2.4. SITUATION ECONOMIQUE

La population locale ne vit que de l'agriculture, l'élevage et de petit commerce.

* L'agriculture : - culture vivrière : manioc, maïs, haricot, arachides, bananes
  - culture maraîchère : amarante, aubergine, tomates,…
  - culture de rente : café, coton
* L'élevage : vache, chèvres, poules
* Petit commerce : café, boutiques, pharmacies

1.3. APERCU HISTORIQUE

1.3.1. ADMINISTRATION

Selon les récits des personnes âgées, la localité de Luvungi était inhabitée vers les années 1800. Ce fut une savane où l'on trouvait des bêtes sauvages (buffles, éléphants, antilopes…). Plus tard, les populations venues de village Ndolera et une autre partie venue du Burundi ont peuplé la localité. Après 1885, le Belges ont commencé à installer progressivement l'administration le long de la grande route. En 1921, ils créèrent les chefferies de Bavira, de Bufuliru et de la plaine. Cette dernière fut dirigée par NDABAGOYE, d'origine burundaise, à qui le mwami de Bafuliru avait donné des terres pour pâturages dans la plaine.

A un certain moment, on installa le territoire de Luvungi, le poste d'Etat. Mais comme les blancs avaient difficile à écrire le nom de la rivière LUVUBU, ils ont déformé cela par LUVUNGI.

Avant l'arrivée des Belges, le mwami qui régnait sur la chefferie de Bafuliru fut KALINGISHI du clan des Bahamba. Ainsi donc, tout le pouvoir revenait-il aux membres ou princes de la famille royale régnante au niveau des groupements appelés '' BALUZI ''. Et cela avait fait à ce que le premier chef de groupement de Luvungi soit issu de la famille régnante et s'appelait KABWIKA.

Il fut relégué suite aux méconduites et fut remplacé par MUGOMBEKERE (d'origine burundaise) pour raison de neutralité. Celui-ci fut succédé par MAKORA, régent de KIMBUMBU (encore trop jeune) vers les années 1950. Après ses études, KIMBUMBU régna jusqu'à sa mort et fut succédé par OMBENI KIMBUMBU. Ce dernier fut succédé par NDAYE KIMBUMBU qui, à son tour, laissa son trône à MBABARO KIMBUMBU OMBENI qui règne jusqu'à aujourd'hui.

1.3.2. MIGRATIONS ET MOUVEMENTS DES POPULATIONS

Une partie de la population de Luvungi est venue de moyens plateaux composés essentiellement de Bafuliru et une autre du Burundi regorgeant uniquement des Burundais hutu venus pour raison d'emploi et des travaux champêtres.

Quant aux étrangers, les premiers arrivants à Luvungi furent des Arabes avec la traite des noirs. Cependant, quand les Allemands y arrivèrent en provenance de Burundi, ils digèrent très mal ce commerce des noirs et livrèrent la guerre contre les Arabes. Ils les chassèrent vers les années 1914-1918. Ensuite, il y eut la guerre entre les Bafuliru et les Burundais vers 1950. MARANDURA fut l'un des leaders des Bafuliru durant cette guerre ethnique.

Après l'indépendance (vers 1963), la guerre éclate entre les militants du MNC (Mouvement National Congolais) dirigé par MARANDURA et ceux du PNP (Parti National Populaire). Ce fut la rébellion des Mulelistes. A cela s'ajoute la guerre de SICRAM (1967-1968). L'arrière base de l'armée gouvernementale était basée à

Luvungi. Cette guerre n'a pas duré, car la ville de Bukavu fut libérée à temps par les troupes gouvernementale.

En 1996, c'est la guerre de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratique de Libération) menée par Désiré KABILA, et qui a eu pour conséquences les déplacements massifs de la population, le pillage systématique des biens, des massacres des personnes… à Luvungi.

En 1998, c'est la guerre du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) avec conséquences des tueries des personnes, pillage des biens et destruction des infrastructures socio-économiques.

En 2004, c'est la guerre menée par le colonel MUTEBUSI avec inconvénients le pillage des biens, la fuite d'une partie de la population vers le Burundi, mais avec de pertes en vies humaines.

1.3.3. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

a) Social

Au point de vue éducationnel, les blancs ont d'abord formé des cuisiniers, sentinelles, moniteurs agricoles, clercs, militaires et municipaux. Et Luvungi a vu, pour la première fois, une école d'alphabétisation vers 1930. A ce temps-là, pour être enseignant, il fallait d'abord savoir écrire, faire la toiture d'une maison Cependant actuellement, la localité compte 7 écoles primaires et 4 écoles secondaires.

Au point de vue sanitaire, avant l'arrivée des Blancs, les paysans utilisaient diverses plantes médicinales. Le premier dispensaire rural a vu le jour vers 1940 et se trouvait chez les missionnaires catholiques. Actuellement, la localité compte 3 centres de santé (Luvungi I, II et Mitungu), 2 postes de santé (COMICO, Méthodiste) et un seul dispensaire.

Au point de vue eau et assainissement, la localité n'a connu jusqu'à présent aucun système d'adduction d'eau potable.

b) Economie

L'économie de Luvungi reposait essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Pour l'agriculture, les cultures de manioc et de bananes ont dominé.
Avec l'arrivée des Blancs, il y eut imposition des cultures de rente telles que le coton et le café. Suite à ces cultures, la localité a connu une petite expansion économique jusqu'à la création d'un centre commercial à Luvungi où l'on vendait des produits manufacturés et divers articles importés.

Actuellement, la population s'occupe des cultures d'arachides, haricot, maïs, tomate, riz, café, coton, bananes…

Quant à l'élevage, il est dominé par des vaches, chèvres…

En outre, on a remarqué que la forge faisait partie d'une activité artisanale importante, car les houes fabriquées à Luvungi étaient souvent échangées par les perles au Burundi. Actuellement, cette activité n'a pas été modernisée.

0.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

Tableau des parties prenantes

N°	Partie prenante	Attentes (Intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Services publics, de sécurité et de justice.	- Assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Facilité de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la	- Augmentation de la production

		population	
3	Les confessions religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la production
4	Agriculture et éleveur et pêcheurs	- Travailler courageusement	- Augmentation de la production
5	Les groupes les plus vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie.
6	Commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché de produits manufacturés.

0.3. SOURCES SECONDAIRES

Nous avons pu exploiter les rapports du CDC Kiringe, les rapports administratifs, le mémoire de Monsieur ABIAS RADJABU.

0.4. MOBILISATION SOCIALE

- Distribution des dépliants DSRP
- Contacts personnalisés ou interviews individuelles avec des personnes ressources.

0.5. CONSULTATIONS PARTICIPATIVES

5.1. INTERVIEW SEMI-STRUCTUREE

5.1.1. Définition de la pauvreté

- La pauvreté, c'est le manque des biens pouvant permettre à l'homme de vivre
- C'est le manque de biens essentiels pour la vie
- C'est avoir des biens sans revenus financiers.

a) <u>Pauvreté au niveau individuel</u>

- C'est quand quelqu'un ne satisfait pas ses besoins primaires (habits, soins de santé, nourriture…)

b) Pauvreté au niveau familial

- C'est la non satisfaction des besoins familiaux (logement, habits, nourriture, soins médicaux…)
- C'est quand on n'a pas de chèvres, vaches, vélos, poules.
- C'est quand il n' y a pas d'emploi au sein de la famille.

c) Pauvreté au niveau de la communauté

- C'est quand la communauté ou le village n'a pas ou ne connaît pas de développement (pas d'emploi, pas de maisons durables, d'électricité, d'eau, d'hôpitaux, de productions agricoles, de routes de desserte agricole…)

5.1.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

- ***Surpopulation et problèmes de terre***

  - Insuffisance de terres cultivables et infertilité du sol

- ***Statut social et origine***

  - Rançonnement de la population par les gouvernants
  - Tracasseries militaires et taxes exagérées sur les marchés.
- Les guerres (pillage, mortalité très élevée)
- Irresponsabilité de l'Etat
- Calamités naturelles, perturbations climatiques

5.1.3. Tendances de la pauvreté

- Diverses maladies, malnutrition
- Mort précoce
- Vol
- Engagement massif des hommes dans des services militaires avec les mauvaises intentions.

5.1.4. Bien-être

- C'est quand il y a la paix, le calme
- C'est quand on dispose des biens (argents, nourritures, champs, bêtes), d'un emploi bien rémunéré.

5.1.5. Dimension genre de la pauvreté

- Mépris ou méfiance entre l'homme et la femme
- Tavaux ménagers et champêtres : l'inégalité des tâches (homme : 8 h / jr ; femme : 10 h / jr).
- Pas d'aides de la famille
- Secteur social :

- Soins de santé irréguliers, inefficaces et parfois trop chers
- Education : - les garçons sont prioritaires pour les études par rapport aux fille
  - l'insuffisance des moyens de la part des parents.

- Secteur économique : - la gestion des finances est familiale
- Sphères de décision : le mari
- Migrations : prise de décision par le mari.

5.1.6. Indicateurs

5.1.7. Les moyens de subsistance

- Agriculture
- Commerce
- Artisanat
- Elevage

5.1.8. Services sociaux et infrastructure

❖ Education : - niveau d'accès : 80 %
- qualité : médiocre ; non motivation des enseignants, pas de documentation, 2 écoles secondaires et 2 primaires sont en bon état.

- ❖ Santé : - accès : faible
  - qualité : - non efficace, soins primaires seulement
  - cas graves à Uvira et Bukavu.
- ❖ Logement : - accès : 90 % à 95 %
  - qualité : semi-durable ; maison en chaume : 70 %
- ❖ Eau et assainissement : - accès : 95 %
  - qualité : mauvaise (pas d'adduction…)
- ❖ Voies de communication : - accès : 80 % types : routes, sentiers
  - qualité : mauvaise
- ❖ Marchés : - accès : 95 %
  - qualité : médiocre (marché non construit).
- ❖ Moyens de communication : - types : médias étrangers, radios nationales ou locales (Okapi)
  - accès : 95 %
  - qualité : bonne
- ❖ Energie : - types : braise, bois de chauffage, pétrole
  - accès : difficile
  - qualité : mauvaise.

5.2. CALENDRIER SAISONNIER

Activités Agricoles

MOIS / ACTIVITES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1. Délimitation des champs							x	x				
2. Défrichage								x	x			
3.Labour	x	x						x	x	x		
4. Sarclage (Hersage)		x	x						x	x		
5. Semis	⊗	x Θ	x		-	-			x ⊗	x - ⊗	- ⊗	Θ

6. Sarclage			x	x							x	x
7. Récolte	x				x	x						x
8. Transport	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
9. Séchage					x	x	x					
10 Ecoulement/Commercialisation								x	x	x		

Légende :

* Récolte de manioc

- Récolte du paddy

⊗ Café arabica

Θ Café robusta

5.3. MATRICE D'ANALYSE « GENRE »

Groupe cible	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femme	Augmentation de la charge	Trop de temps	Très faible	Pouvoir faible	Valorisation
Homme	Augmentation de la charge	Trop de temps	Faible	Fort pouvoir	Valorisation
Ménage	Augmentation de la charge	Trop de temps	Faible	Associé au contrôle	Valorisation
Communauté	Augmentation de la charge	Trop de temps	Faible	Associé au contrôle	Valorisation

5.4. ARRANGEMENT PAR PREFERENCE

5.4.1. Les problèmes identifiés

1. La production agricole est faible
2. Le rendement de l'élevage est faible
3. La production des poissons est faible
4. La plupart de commerçants ont abandonné leurs activités

5. L'accès de la population aux soins de santé est faible
6. L'habitat est incommode pour la grande partie de la population de Luvungi
7. Les enfants étudient dans de mauvaises conditions
8. Un déséquilibre existe entre l'homme et la femme dans la prise de décision
9. Le marché de Luvungi n'est pas construit
10. Les taxes et tracasseries sont exagérées
11. La justice est mal rendue et les droits de l'homme sont bafoués
12. Les sources d'énergies nouvelles sont existantes
13. Les bois de chauffage sont devenus de plus en plus rares
14. La population consomme l'eau de la rivière Luvubu qui est impropre.
15. Les routes de desserte agricole sont impraticables.

Tableau de préférence / mise en commun des carrefours Luvungi

N°	PROBLEMES	G1	G2	G3	G4	Total	RANG
1	La production agricole est faible	15	6	12	10	43	5
2	Le rendement de l'élevage	6	4	7	4	21	11
3	La production des poissons	3	2	4	2	11	14
4	La plupart des commerçants	11	9	2	8	30	9
5	L'accès de la population aux	9	11	11	13	44	4
6	L'habitat est incommode	7	8	5	3	23	10
7	Les enfants étudient	4	12	10	9	25	8
8	Un déséquilibre	5	3	1	6	15	13
9	Le marché n'est pas construit	2	5	6	5	18	12
10	Les taxes et tracasseries	12	14	13	11	50	3
11	La justice est mal rendue	14	13	14	12	53	2
12	Les sources d'énergie	8	7	9	14	38	7
13	Les bois de chauffage	1	1	3	1	6	15
14	La population consomme l'eau	10	15	15	15	55	1
15	Les routes de desserte agricole	13	10	8	7	38	6

Arrangement proprement dit :

1. la population consomme de l'eau de la rivière Luvubu qui est impropre
2. La justice est mal rendue et les DH sont bafoués
3. Les taxes et tracasseries sont exagérées

4. L’accès de la population aux soins de santé est faible
5. La production agricole est faible
6. Les routes de desserte agricole sont impraticables
7. Les sources d’énergies nouvelles sont inexistantes
8. Les enfants étudient dans des mauvaises conditions
9. La plupart des commerçants ont abandonné leurs activités
10. L’habitat est incommode pour la grande partie de la population
11. Le rendement de l’élevage est faible
12. Le marché n’est pas construit
13. Un déséquilibre existe entre l’homme et la femme dans la prise de décision
14. La production des poissons est très faible
15. Les bois de chauffe sont devenus de plus en rares.

5.5. **Planification participative Luvungi** (travaillée sous l'optique de matrice de planification stratégique recommander par la méthode MARP)

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Hypothèse Suppositions
1. la population consomme l'eau impropre	- L'adduction d'eau est inexistante	- Prédominance des maladies	- D'ici fin 2006, 100 % de la population de Luvungi aura accès à l'eau potable	- Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement de la population en eau potable	- Sensibiliser la population - Etudier la faisabilité - Rechercher de fonds - Réaliser une adduction d'eau	- Les ressources seront disponibles à temps
2. La justice est mal rendue et les DH sont bafoués	La magistrature n'est pas payée et est corrompue	- Les lois et la dignité humaine ne sont pas respectées	- En 2006, des cas d'injustice et de violation des droits humains seront réduits de 60 %	- Mise sur pied d'un système de contrôle efficace	- Sensibiliser et former la population sur les DH - Payer les juges et magistrats de façon satisfaisante et sanctionner les corrompus	- Existence d'un état responsable
3. Les taxes et tracasseries sont exagérées	- Les agents de l'Etat ne sont payés - Multiplicité des services fiscaux illicites	- Appauvrissement de la population - Meurtre	- En 2006, les taxes illicite seront diminuées de 90 % et les tracasseries de 70 %	- Mise sur pied d'un système de contrôle efficace	- Payer de façon satisfaisante les agents de l'Etat - Supprimer les services fiscaux illicites	- Il n' y aura pas de guerre - Existence d'un état responsable
4. L'accès de la population aux soins de santé est faible	- Revenu de la population est faible - Les centres de santé sont moins équipés - Un médecin disponible inexistant	- Taux de mortalité élevé	- D'ici juin 2006, l'accès de la population aux soins médicaux efficaces sera augmenté de 60%	- Mise sur pied d'un système d'appui de service sanitaire	- Equiper les centres de santé - Construire un centre hospitalier	- Il n' y aura pas de guerre
5. La production	- Terres cultivables sont	- Famine	D'ici fin 2006, la	- Mise sur pied d'un	- Fertiliser le sol	

agricole est faible	insuffisantes - Le sol est infertile et appauvri - Les canaux d'irrigation sont inexistants - Les variétés des semences améliorées sont insuffisantes - Les paysans ne sont pas accompagnés - Les riches occupent des vastes étendues des terres cultivables	- Insuffisance des revenus - Malnutrition sévère - Tension entre les riches détenteurs des vastes étendues et les paysans	population agricole augmentée de 80 %	système pour la production agricole	- Tracer des canaux d'irrigation - Accompagner techniquement les paysans - Disponibiliser des semences améliorées de différentes variétés - Redistribuer les terres équitablement.	

5.6. Système de suivi

N°	Activités de suivi	Période	Responsable
1	Vérifier l'évolution du rapport DSRP / Luvungi	Décembre 2004	- BIGOSI Emile - SETH Murefu - MATUMAINI Alphonsine
2	Vérifier sur la véracité des données de Luvungi à l'atelier territorial	Décembre 2004	
3	Demander régulièrement des informations sur le DSRP	Janvier – Septembre 2005	
4	Informer régulièrement la population de Luvungi sur l'évolution du DSRP.	Janvier – Septembre 2005	

RAPPORT DU SITE SANGE

0.1. ETAT DE LIEU

Nous avons utilisé trois MARP à savoir :

- La carte sociale
- L'aperçu historique
- L'observation directe

1.1. Carte sociale (en annexe)

1.2. Situation actuelle

1.2.1. Délimitation : - Au Nord : groupement de Luberizi
- Au Sud : groupement de Kabunambo
- A L'Est : groupement de Kabunambo
- A l'Ouest : groupement de Kigoma.

1.2.2. Population : 32.151 habitants
- Hommes :
- Femmes :
- Enfants :

1.2.3. Situation sociale

- Santé : la cité de Sange compte actuellement 3 centres de santé et un poste de santé (Nazareno, Sange-Etat, 8e CEPAC…).
- Education : Sange compte 7 écoles primaires et 5 écoles secondaires.

- Eau et assainissement : la cité dispose, depuis 1987, d'un système d'adduction d'eau potable financé par CEIK auquel la population locale a contribué énormément pour sa réalisation.

1.2.4. Situation économique

La population de Sange s'occupe essentiellement de l'agriculture (culture de manioc, d'arachide, maïs, bananes, sorgho…), l'élevage (vaches, chèvres, poules…) et du petit commerce.

1.3 Aperçu historique

Avant les années 1885, le village Sange était inhabité, couvert d'une forêt dense dans laquelle on trouvait une diversité des animaux sauvages (antilopes, léopards…).

1.3.1. De l'administration

L'historique administrative du village Sange remonte à partir de Chef de groupement KERE de la tribu des Bavira qui avait dirigé les villages de KIBOGOYE à Sange, de KAGANDO à Kiliba et KAKAMBA à Bwegera. Cependant, il est à noter que Sange était situé dans la zone appelée '' territoire de Bafuliru qui était dirigé par un seul Mwami. Ce dernier '' KALINGISHI '' donna une vaste étendue aux Burundais vivant dans la plaine pour raison des pâturages.
Malignement, la tribu des Burundais dirigée par NDABAGOYE avait trop influencé les blancs à tel point qu'elle avait rétrocédé les entités administratives du Chef KERE. On y investit un Burundais connu sous le nom de NDALISHIZE de la famille NDOROGWE. Après la mort de NDALISHIRE, celui-ci fut remplacé par son fils NGARUKIYE. Malheureusement il se méconduisit et fut succédé par Mr. BIYAKA (un Burundais), juge influent de tribunal secondaire non issu de la famille NADALISHIRE. Il se maintiendra au pouvoir en dépit de maintes successions commutatives avec son homologue '' NGARUKIYE '' jusqu'à sa vieillesse. Il cédera le pouvoir entre 1977-1978 au premier fuliru du nom de BIGERE NANKUNWA. Ce dernier va diriger le groupement jusqu'à sa la création de la cité de Sange en 1988 et cédera le pouvoir au premier Chef de cité M'KWANA ZAKABEMBA, le second KASHANDAKWA KASHERE, le 3^{e} MULINDA MASHOPE, le 4^{e} BUTUKU, Le 5^{e} Jeannot BUHENDWA, le 6^{e} KABAKA RUSESEMA, le 7^{e} MWENZANI KATULO, le 8 KABAKA RUSESEMA, le 9^{e} MASUBUKO BURUBWA et actuellement le 10^{e} NDABWIRWA MALULA.

1.3.2. Mouvement de la population

Rappelons que Sange a connu deux grandes vagues migratoires. La première vague fut des Burundais refoulés de chez eux et qui sollicitèrent au Mwami des Bufuliru la plaine pour les pâturages de leurs vaches. Vu l'immense étendue du territoire

occupé par les Bafuliru, les Belges le divisèrent en 1921 en 3 chefferies : chefferies de Bavira, de Bafuliru et de Barundi.

En 1961, les Bafuliru réclamèrent les changements de l'appellation de Barundi en la plaine de la Ruzizi. D'où l'origine de la guerre entre les Fuliru et les Burundais de la plaine.
Ces derniers s'enfuirent au Burundi, leur pays d'origine. Le vide de pouvoir qui régna dans cette plaine favorisa MAKIKE à diriger la collectivité de la plaine et Mr. BALIBWA au groupement de Sange.

En retournant au Congo, par l'entremise de KINYONYI, les Burundais récupèrent ladite collectivité après des multiples négociations à la zone d'Uvira. KINYONYI promut KINENWA à l'intérim et puis BIYAKA.

En 1964, c'est la guerre de Mulele à sange. Toute la population confondue se refuge au Burundi. Elle va retourner progressivement dans le groupement de Sange.

En 1966, la guerre de l'AFDL a eu comme conséquence des nombreuses pertes en vies humaines, pillage des biens et le refuge d'une grande partie de la population en tanzanie.

En 1998, c'est la guerre du RCD ayant des conséquences si graves que celles de 1966 ; car elle a été par de nombreuses émeutes de guerre de Maï-Maï.

1.3.3. Situation socio-économique

a) Le social

Vers les années 1940, Sange a vu la première école catholique à Rutanga. Actuellement, il en compte 7 écoles primaires et 4 secondaires.
Les années 1930 sont marquées par l'installation d'un poste de santé à Rutanga, actuel centre de santé Sange-Etat.
La cité de Sange compte actuellement 3 centres de santé et un poste de santé à NYAKABERERE.

En outre, en 1987, la CEIK en collaboration avec la population locale, avait installé un système de l'eau potable.

b) L'économie

L'activité économique principale était l'agriculture et cultures de manioc, banane, arachide, maïs…) En second lieu, c'était l'élevage des vaches, chèvres. On remarquera qu'à côté de ces deux activités il existait la forge qui fabriquait de houes, lances, couteaux…à partir de la pierre précieuse de MATARE.

Les cultures de coton et café étaient imposées vers 1950 par le Belges. Elles furent économiquement rentables. Actuellement, l'économie de Sange tourne autour de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce.

0.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Service publics, de sécurité et de justice	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
3	Les confessions Religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler courageusement	- Augmentation de la population
5	Les groupes les plus Vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché des produits manufacturés

0.3. SOURCES SECONDAIRES

- Rapport du CDC Kiringe, rapports administratifs, mémoire de Mr. ABIAS RADJABO.

0.4. MOBILISATION SOCIALE

- Distribution des dépliants DSRP
- Contacts personnalisés avec des personnes ressources.

0.5. CONSULTATION PARTICIPATIVES

5.1. Interview semi-structure

5.1.1. Définition de la pauvreté par les paysans

* C'est le manque de biens permettant à l'homme d'accéder à une meilleure vie.
* Manque d'idées, d'emploi
* C'est la non satisfaction à ses besoins primaires

a) Au niveau individuel

***** Ce sont des mauvaises conditions de vie (mauvaise alimentation, manque d'argent, de vêtements, d'emploi…)

b) Au niveau ménager

- C'est le fait de ne pas satisfaire les besoins primaires ménagers (éducation des enfants, vêtement, nourriture…)

c) Au niveau communautaire

- C'est quand il n'y a pas de progrès, développement

5.1.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

- Les guerres ; manque d'emploi, d'électricité et d'assistance du gouvernement
- Le non payement des agents ou fonctionnaires de l'Etat
- L'égoïsme e dirigeants

5.1.3. Tendance de la pauvreté

- Décès et forte mortalité
- Vol ; mauvaises conditions de vie

5.1.4. Bien-être

- Quand il y a la paix, la liberté, l'emploi
- Quand on a des champs, d'élevage.

5.1.5. Dimension genre de la pauvreté

- Incompréhension entre l'homme et la femme
- Activités journalières (ménage et champs) : entraide mutuelle. Mais, l'homme travaille pendant 8 heures et la femme 10 heures.
- Pas d'aides de la famille

- ***Secteur social***

    * Santé : niveau d'accès élevé, centres de santé moins équipée
    * Education ; filles marginalisées (25 %) ; prime aux enseignants déshumanisante.
    * Eau et assainissement : accès élevé
    * Logement : mauvaise qualité

- ***Secteur économique*** :

    * Agriculture
    * Elevage
    * Petit commerce

- Prise de décision communautaire (l'homme et la femme)
- Contrôle des ressources très élevé pour l'homme

- ***Secteur d'emploi*** : accès à l'emploi : c'est l'homme
- ***Sphère de prise de décision*** : c'est l'homme
- ***Migration*** : c'est l'homme qui est le plus concerné par ses activités agro-pastorales.

5.1.6 Indicateurs

5.1.7. Moyens de subsistance

- Agriculture : faible production, pas d'irrigation, produits phytosanitaires
- Elevage : faible rendement : pas des produits vétérinaires, aliments, traitement du lait concentré
- Petit commerce
- Artisanat

5.1.8. Services sociaux et infrastructures

* Education : - accès : 95 %
  - qualité : médiocre : - manque des bibliothèques
    - enseignants non qualifiés en secondaire, pas de recyclage
    - locaux incommodes
* Santé : - accès : 70 %
  - qualité : bonne, mais soins médicaux inefficaces, pas de centre hospitalier

* Logement : - accès : 95 %
  - qualité : médiocre : chaume 65 %, tôles 35 %

* Eau et assainissement : - accès : 98 %
  - qualité : bonne, mais pas de sable de filtration, la capacité de réservoir trop petite par rapport aux

consommateurs.

* Voies de communication : - types : routes, sentiers
- accès : 80 %
- qualité : mauvaise

* Marché : - accès : 85 %
- qualité : mauvaise : non construit

* Moyens de communication : - type : celtel, médias étrangers
- accès : 90 %
- qualité : bonne

* Energie : - types : bois de chauffe, braise, pétrole
- accès : 30 %, difficile suite au déboisement et coûtant cher
- qualité : médiocre

5.1. 9. Paix et gouvernance

1. Instances locales de décision : chef de cité, autorités militaires et police.
2. Organisation des pouvoirs : chevauchement des pouvoirs
3. Modes d'accès à la direction : le chef est nommé par la province, les notabilités sont héréditaires.
4. *Territoire ou gouvernorat : chef de cité
   *Collectivité ou coutume : notables
5. La justice est mal rendue : corruption, ingérence militaire ; ignorance des lois ; arrestations arbitraires, emprisonnement sans jugement.
6. Liberté et sécurité : Trop de tracasseries et taxes ; salongo exigeant et exagéré, même pour les élèves et enseignants.

- Forme de l'Etat : Unitariste fortement décentralisé
- Elections : Suffrage Universel
- Justice.

5.2. CALENDRIER SAISONIER

MOIS / ACTIVITES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1. Délimitation des champs							x	x				
2. Défrichage								x	x			
3. Irrigation	x	x						x	x	x		
4. Labour												
5. Pepinière												
6 .Repiquage /semis												
7 . Hersage	*	*										
8. Sarclage												
9. Récolte												
11. Transport												
12. Séchage												

5.3. MATRICE D'ANALYSE DU GENRE

Groupe cible	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femme	Augmente la charge	Trop de temps	Très faible	Faible pouvoir	Valorisation
Homme	Augmente la	Trop de	faible	Fort pouvoir	Valorisation

	charge	temps			
Ménage	Pénible pour tout le monde	Trop de temps	faible	Non associé	Valorisation
Communauté	Pénible pour tout le monde	Trop de temps	faible	Associé	Faible valorisation

5.4. ARRAGEMENT PAR PREFERENCE / SANGE

1. Dans les foyers, le contrôle des ressources et la prise de décision sont du ressort de l'homme.
2. Les enfants étudient dans des mauvaises conditions
3. L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces et très faibles.
4. L'habitat est incommode pour la plupart d'habitant
5. L'accessibilité d'une partie de la population à l'eau potable est difficile
6. Le pont sur la rivière Sange est sur le point de s'écrouler
7. Le marché de Sang est en mauvais état
8. La couverture de la population par les radios nationales est complètement inexistante
9. Le rendement de l'élevage est faible
10. Les bois de chauffe et d'œuvre d'art sont devenus rares
11. La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués
12. Tracasseries et taxes exagérées
13. L'inexistence de l'électricité freine l'essor socio-économique de Sange
14. L'artisanat est moins valorisé
15. La production agricole a baissé
16. Les rapatriés sont abandonnés

5.4.2. Tableau de mise en commun des carrefours

N°	PROBLEMES	GP1	GP2	GP3	GP4	Total	Rang
1	Dans les foyers, le contrôle	1	3	3	4	11	15
2	Les enfants étudient des….	15	13	12	11	51	4
3	L'accessibilité d'une partie de la ...	12	15	14	12	53	3

4	L'habitat est incommode	7	9	8	8	32	9
5	L'accessibilité d'une partie de la…	5	11	6	14	36	7
6	Le pont sur la rivière Sange est	11	5	1	9	26	11
7	Le marché de Sange est mauvais	10	7	5	2	24	12
8	La couverture de la population	8	6	10	7	31	10
9	Le rendement de l'élevage est….	6	12	13	5	36	8
10	Les bois de chauffe et d'œuvre ….	9	4	4	6	23	13
11	La justice est mal rendue	3	10	11	15	39	5
12	Tracasseries et taxes exagérés	13	8	7	10	38	6
13	L'inexistence de l'électricité	16	14	15	13	58	2
14	L'artisanat est moins valorisé	4	2	9	3	18	14
15	La production agricole a baissé	14	16	16	16	62	1
16	Les rapatriés sont abandonnés	2	1	2	1	6	16

5.4.3. HIERRARCHISATION DU PROBLEME

1. La production agricole a baissé
2. L'inexistence de l'électricité
3. L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces et très faibles.
4. Les enfants étudient dans des mauvaises conditions
5. La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués
6. Tracasseries et taxes exagérées
7. L'accessibilité d'une partie de la population à l'eau potable est difficile
8. Le rendement de l'élevage est faible
9. L'habitat est incommode pour la plupart d'habitant
10. La couverture de la population par les radios nationales est complètement inexistante.
11. Le pont sur la rivière Sange est sur le point de s'écrouler
12. Le marché de Sang est en mauvais état
13. Les bois de chauffe et d'œuvre d'art sont devenus rares
14. L'artisanat est moins valorisé
15. Dans les foyers, le contrôle des ressources et la prise de décision sont du ressort de l'homme.
16. Les rapatriés sont abandonnés.

5.5. PLANIFICATION PARTICIPATIVE / SANGE (traitée sous l'optique de la planification stratégique recommandée par la méthode MARP)

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
1	La production agricole a baissé						
2	L'inexistence de l'électricité						
3	L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces et très faibles.						
4	Les enfants étudient dans des mauvaises conditions						
5	La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués	- Non respect de la loi - corruption - Chevauchement entre les services de l'ordre et de justice - les agents de l'ordre de la justice ne sont pas	- Insécurité de la population	- D'ici l'an 2006 les cas d'injustice et de violation des droits de l'homme diminués de 95 %	- mise sur pied d'un système de suivi et contrôle judiciaire efficace	- Sensibiliser les coupables - Donner des instructions aux agents de l'ordre et de justice - Payer les agents de l'ordre et de justice.	

		payés					
6	Tracasseries et taxes exagérés						
7	L'accessibilité d'une partie de la population à l'eau potable est difficile						
8	Le rendement de l'élevage est faible						
9	L'habitat est incommode pour la plupart d'habitant						
10	La couverture de la population par les radios nationales est complètement inexistante.						
11	Le pont sur la rivière Sange est sur le point de s'écrouler						

12	Le marché de Sang est en mauvais état						
13	Les bois de chauffe et d'œuvre d'art sont devenus rares						
14	L'artisanat est moins valorisé						
15	Dans les foyers, le contrôle des ressources et la prise de décision sont du ressort de l'homme.						
16	Les rapatriés sont abandonnés						

ELABORATION D'UN SYSTEME DE SUIVI / SANGE

Nº	Activité de terrain	Période	Responsable
1	Vérifier l'évolution du rapport DSRP/ Makobola	Décembre 2004	- BYAMUNGU MUNGA - DONATO GATABISHWA - BAGAMIKE KANABWASI
2	Vérifier sur la véracité des données de Makobola à l'atelier Territorial	Décembre 2004	- '' -
3	Demander régulièrement d'information DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- '' -
4	Informer régulièrement la population de Makobola sur l'évolution DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- '' -

RAPPORT DU SITE MAKOBOLA – KAMBA

01. ETAT DE LIEUX

Nous avons utilisé trois outils MARP à savoir :

- La carte sociale
- L'aperçu historique
- L'observation directe

1.1. La carte sociale (en annexe)

1.2. SITUATION ACTUELLE

a) Délimitation :

- Au Nord : groupement de Kalongwe
- Au Sud : territoire de Fizi (localité de Kamba)
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

b) Population 4.333 habitants

- Hommes : 975
- Femmes : 1.205
- Enfants : - garçon 642, filles 1505.

c) Situation sociale

- Santé : le groupement de Makobola-Kamba compte un seul centre de santé situé à Kalongwe.
- Education : le groupement compte 3 écoles primaires et 1 seule secondaire
- Eau et assainissement : Aucun système d'adduction d'eau potable, la population consomme l'eau impropre de la rivière Kambekulu.

d) Situation économique

La population locale s'occupe essentiellement de la pêche, de l'agriculture

(cultures de manioc, arachide, maïs, bananes…), du petit commerce.

1.3. APERCU HISTORIQUE

a) Administration

Historiquement parlant, le village de Makobola (Makobola I et II) s'appelait KAMBA. Avant l'arrivée des Belges, ce village fut dirigé par BUHALU du clan des Bahalu, de la tribu des Bavira.

Celui-ci eut deux fils dont MUTAHONGA et KANYONYI KAbwali. MATAHONGA régna après la mort de son père et fut succédé par son fils KITAMBALA Mateta. Ce dernier eut deux enfants dont une fille dénommée NAWILELA et un garçon NUNEKA MAKOBOLA. Celui-ci étant encore trop petit, le prône fut momentanément occupé par sa sœur NAWILELA. Ayant atteint l'âge adulte, MUNEKA accéda au trône. Il eut trois enfants. Suite à la méconduite de ces derniers, MUNEKA alla prendre l'un des arrière des fils de son grand-père KANYONYI KABWALI résident à Kigongo en qualité de Mr. KOTIKOTI MULAMBA. Accédant au pouvoir, KOTIKOTI eut d'énormes conflits avec son frère AMISI Magonje jusqu'à ce qu'il lui céda le pouvoir. Mr. AMISI se méconduisit et fut remplacé encore par KOTIKOTI. Cependant, la guerre éclate entre les deux frères à tel point que KOTIKOTI s'enfuit à Kigongo. Vers 1930, en vue de mettre fin à ces conflits, les Belges divisèrent le village en deux parties séparées par la rivière Kambekulu. L'une de ces parties '' MAKOBOLA I '' dans le territoire d'Uvira sera maintenant dirigée par KOTIKOTI Mulumba et l'autre partie '' MAKOBOLA II '' dans le territoire de Fizi par AMISI Magonje.

Après sa mort, KOTIKOTI sera intérimerement remplacé par MUFUMBE Alfani au profit de MANIEMA Samalenge refugié au Burundi à cause de la guerre en 1964. Ce dernier rentra à MAKABOLA en 1972. En 1975, il fut installé chef de groupement de MAKOBOLA-KAMBA ; il y régna jusqu'à mort en 2000. Il fut succédé par son fils TAMBATAMBA Maniema qui est l'actuel chef de groupement.

b) Mouvement des populations

- La première vague de la population à MAKOBOLA-Kamba est observée vers le 17^{e} siècle composée essentiellement par les Bavira du clan BAHALU qui sont descendus

de Mont MUGULA en provenance de KATANGA. Ils pratiquaient beaucoup plus la pêche, chasse que l'agriculture et l'élevage.
- La deuxième vague fut celle des Bafuliru de clan Bahamba
- LA troisième vague fut celle des Babembe à l'époque de KOTIKOTI Mulumba.
- Vers 1940, la quatrième vague est celle des Burundais fuyant leur pays pour raison d'insécurité (les conflits entre les familles royales hutu et tutsi au Burundi).

- En 1964, c'est la rébellion à Makobola-Kamba (guerre des Mulelistes). Elle a eu comme conséquence : de nombreuse perte en vies humaines (règlement des comptes), déplacements de la population vers les montagnes et refuge au Burundi, pillage des biens. La population retournera dans le village en 1966.

- En 1967, la seconde rébellion. C'est l'assassinat de chef Mulumba. Pour raison d'accalmie, le gouvernement dépêcha un peloton mobile à Makobola qui venait de Kalundu.
- Le 27 octobre 1966, c'est la guerre de l'AFDL avec conséquences massacre de la population, pillage des biens et destruction des infrastructures socio-économiques, refuge en Tanzanie.

- En Août 1998, c'est la guerre du RCD avec conséquences le pillage des biens, beaucoup de pertes en vie humaines…

- Le 30 décembre 1998 ; les affrontements entre les Maï-Maï et les troupes du RCD entraînent la mort de 630 personnes lâchement tuées par les troupes du RCD en représailles, le pillage systématique des biens et incendie de plusieurs maisons.

c) Situation socio-économique

1. Du point de vie Social

* Education : - En 1944, c'est la première école catholique à Makobola-Kamba dans la localité de Kalomo (classe 1ère jusqu'à 5e année). Elle sera déplacée près de la route principale et devient plus tard l'école primaire SHIRIKA.

- En 1977, école secondaire catholique (une seule classe), et en

1979, elle devient ex. C.O. SHIRIKA.

- En 2001, c'est l'école des filles (3 classes). Actuellement, le groupement compte 3 écoles primaires et une seule secondaire.

* Santé : - En 1960, le premier dispensaire privé des missionnaires à Kasenya
- Il s'en suivra celui des Kimbanguistes
- En 1973, le dispensaire catholique à la Diaconie de Makibola.
Actuellement, le groupement compte un seul centre de santé à Kanyagwe sur l'avenue Kambekulu.

* Eau et assainissement : - Depuis longtemps, le population a toujours utilisé l'eau impropre de la rivière kambekulu.
- Les installations des puits n'ont pas résolu le problème d'eau impropre (puits tarissables…).

2. Du point de vie économique

Dans le passé, la population s'occupait particulièrement de la pêche. On utilisait le '' Kimole '' (feu d'un tas de roseaux) pour capturer les poissons avec le '' Kansuru '' (petit filet retranché). Vers 1950, cette technique a continué, mais en utilisant le Kolema au lieu de Kimole. Après, on introduisit la pêche traînante ''Mukwabo''. Il s'en suit le metallusa avec le Katamare. C'est en 1969, on a introduit la technique des équipes (pirogues, filet + lampes) ramées ou parfois motorisées.

Pour l'agriculture, on signale les cultures de maïs, manioc, arachide, niébé, haricot. Après les Belges imposèrent les cultures de coton et de riz.

L'élevage des chèvres, vaches, poules… n'a pas beaucoup connu trop d'expansion dans le groupement. Il y eut, en outre, l'artisanat tourné autour de la fabrication ou sculpture des pirogues de pêche, la forge avec la fabrication des houes, machettes, serpentes pour l'usage local à base des pierres appelées MATALE. De 1950-1964, le groupement a connu une expansion commerciale (boutiques, exportation des poissons…). Ce fut le 2^{e} grand centre commercial du territoire d'Uvira. Mais suite aux rébellions et guerre successives, le centre se déclina.

0.2 ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Service publics, de sécurité et de justice	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
3	Les confessions religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler courageusement	- Augmentation de la population
5	Les groupes les plus vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché des produits manufacturés

0.3. SOURCES SECONDAIRES

Nous avons exploité les rapports administratifs de groupement de Makobola-Kamba, de centre de santé, de travail sur la monographie des Bavira de l'Abbé KALOLERO Bernard.

0.4. MOBILISATION SOCIALE

- Distribution des dépliants DSRP
- Contacts personnalisés avec des personnes ressources.

0.5. CONSULTATION PARTICIPATIVES

5.1. INTERVIEW SEMI-STRUCTURE

5.1.1. Perceptions locales de la pauvreté

a) Définition et concepts par la population

La pauvreté : c'est le manque d'argent ; ce sont des mauvaises conditions de vie (mauvais logement, mauvais alimentation, pas de moyens de faire éduquer les enfants…).

Au niveau individuel : c'est quand on manque de la nourriture, les vêtement, les frais d'éducation des enfants ; c'est la mendicité.

Au niveau du ménage : c'est être dans l'incapacité de satisfaire les besoins primaires (logement, soins de santé, frais scolaires…). C'est le manque d'idées, d'innovations. C'est le manque de maison tôlée, d'équipe de pêche, d'agent pour la dot de ses fils.

Au niveau communautaire : c'est quand il n'y a pas de progrès ou développement dans la communauté (maisons durables, magasins, eau potable, électricité, routes de desserte agricole…)

b) Causes de pauvreté et vulnérabilité

- Mauvaise gouvernance
- Manque d'appui aux divers projets
- Les guerres successives
- Les us et coutumes ; le non payement des agents
- Le rancœur et manque d'unité.

c) Tendances de la pauvreté

- Le vol
- Taux de mortalité élevé
- Mauvaises idées.

d) Bien-être : c'est quand on a de l'argent, des effets nécessaires (maisons tôlées, chaises, tables, vélo, équipe de pêche…)

e) Dimension genre de la pauvreté

- Incompréhension, mésentente entre l'homme et la femme. Socialement, l'homme est moins considéré
- Activités journalières : c'est la femme qui est surchargée
Travaux champêtres : la femme : 9 h 00 de travail
Travaux ménagers : la femme : 4 heures
Travaux de pêche : l'homme : 6 à 7 heures.
- Pas d'aides de la famille
- Secteur social

* Santé : la femme est moins considérée
* Education : les filles marginalisées (25 %) ; priorité aux garçons. Aucune femme responsable d'une école à Makobola
* Eau et assainissement : la population consomme l'eau impropre de la rivière Kambekulu. Les femmes et les filles parcourent 2 Km pour puiser de l'eau.
* Logement : mauvaise qualité : 5 % semi-durable et 95 % en daube.

- Secteur économique

* Agriculture : activité principale de la femme
* Elevage : homme et femme
* Petit commerce : l'homme
* Prise de décision : économie séparée dans le ménage
- Contrôle des ressources : l'homme
- Secteur d'emploi : priorité à l'homme
- Sphère de décision : l'homme
- Migration : l'homme.

5.1.2. Indicateurs

5.1.3. Moyens de subsistance

- La pêche
- L'agriculture
- L'élevage
- Le petit commerce.

5.1.4. Services sociaux et infrastructures

* Education : - accès : 90 %
  - qualité : bonne : - mais les enseignants sont mal payés
    - pas des pupitres, documentation
    - locaux incommodes
* Santé : - accès : 98 %
  - qualité : pas bonne : - le centre est moins équipés
    - pas de grande capacité d'accueil
* Logement : - accès : 90 %
  - qualité : médiocre : chaume 90 % et tôles 10 %
* Eau et assainissement : - accès : 100 %
  - qualité : mauvaise ; pas de système d'adduction d'eau potable.
* Voies de communication : - types : sentiers
  - accès : 70 %
  - qualité : mauvaise
* Marchés : pas de marché à Makobola-Kamba

* Moyen de communication : - types : Radio Okapi, radios étrangères, celtel
  - accès : 70 %
  - qualité : assez bonne
* Energie : - types : braises, bois de chauffe, pétrole
  - accès : difficile
  - qualité : bonne

* Agriculture : - la production est faible
  - Causes : - ensoleillement ; perturbation climatiques
    - Infertilité du sol, maladies de manioc, bananier
    - vol ; outils rudimentaires
* Elevage : - rendement très faible au quasi inexistant
  - causes : tracasseries, pillages.

5.1.5. Paix et gouvernance

- Instances locales de décision : Chef de groupement, autorités militaires
- Organisation des pouvoirs : pas de chevauchements
- Modes d'accès à la direction : le chef est nommé par la chefferie des Bavira ou il succède à son père.
- Médias : pas de journaux, radios Okapi, Uvira, radios étrangères (BBC, RFI,…)
- La justice : elle est bien rendue
- La liberté et la sécurité : respectées, pas de tracasseries
- Forme de l'Etat : unitarisme décentralisé 1/20 : unitarisme décentralisé, 6/20 : fédéralisme, 4/20 : absolutisme
- Elections : suffrage universel

CALENDRIER SAISONIER

MOIS CULTURE	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Juil	Ao	Sept	Oct.	Nov	Déc	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Jui	Juill
1. Manioc																			
2. Arachide																			
3. Haricot																			
4. Maïs																			
5. Tomate																			
6. Oignon																			
7. Patate douce																			
8. Igname																			
9. Aubergine																			

MATRICE D'ANALYSE / MAKOBOLA

Groupe cible	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femme	Surcharge et peine	Trop de temps	Très faible	Faible pouvoir	Respect de la Femme lié à la production
Homme	Moins de surcharge	Moins de temps	faible	Fort pouvoir	Respect aux valeurs lié à la

					production
Ménage	Charge au ménage	Occupe un certain temps	faible	Non associé au contrôle	Respect lié à la production
Communauté	Surcharge	Occupe un certain temps	faible	Un certain pouvoir	Respect au x valeurs

MATRICE D'ARRAGEMENT PAR PREFERENCE / MAKOBOLA

Les problèmes identifiés

1. La population consomme l'eau impropre de la rivière Kambekulu
2. Les soins de santé sont mal assurés
3. Les conditions de logement sont très mauvaises suite à la guerre
4. Les enfants étudient dans de très mauvaises conditions
5. L'électricité est inexistante
6. La production agricole est faible
7. La capture des poissons a baissé au fil des années
8. L'élevage est quasi inexistant
9. Les femmes sont plus épargnées que les hommes
10. Le marché est inexistant
11. la circulation des biens et personnes entre les villages du groupement Makobola est très difficile.

MATRICE D'ARRAGEMENT PAR PREFERENCE

Tableau de mise en commun des carrefours

N°	PROBLEMES	GP1	GP2	GP3	GP4	Total	Rang
1	Les femmes sont plus…	3	1	5	3	12	9
2	Les soins de santé…	10	10	10	5	35	2
3	La population consomme…	9	6	9	11	35	1
4	Les conditions de logement…	4	11	11	4	30	3
5	Les enfants étudient dans des…	5	9	7	9	30	4
6	La circulation des biens…	1	4	1	2	8	11
7	Le marché est inexistant…	2	7	2	1	12	10
8	La production agricole…	8	8	4	8	28	6
9	La capture des poissons	6	3	8	7	24	7
10	L'élevage est quasi inexistant	7	2	6	6	21	8
11	L'électricité est inexistante	11	5	3	10	29	5

HIERARCHIE DES PROBLEMES : PLANIFICATION PARTICIPATIVE / MAKOBOLA

(Traitée sous l'optique de la planification stratégique recommandée par la méthode MARP)

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
1	La population consomme de l'eau impropre	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique	- D'ici 2007, la population de Makobola aura accès à l'eau propre (100 %)	- Mise en place d'un mécanisme d'approvisionnement en eau propre	- Sensibilisation de la population - Recherche des fonds - Réaliser une adduction d'eau à Makobola	- Il n' y aura un gouverne-ment responsable
2	Les soins de santé sont mal assurés	- Insuffisance des médicaments au centre de santé - La maternité est inexistante	- Morbidité et mortalité élevée	- D'ici 2006, 70 % de la population de Makobola aura accès aux soins de santé efficace	- Mise en place d'un mécanisme efficace d'appui au service de santé	- Approvisionner suffisamment et régulièrement le centre de santé en médicaments.	- Il y aura la paix - Il y aura un gouverne-ment responsable
3	Les conditions de logement sont très mauvaises suite à la guerre	- plus de 90 % des maisons sont en paille - L'équipement est quasi inexistant dans des maisons	- Exposition de la population aux maladies	- D'ici fin de l'année 2007, 60 % de la population leurs conditions de	- Mise en place d'un système d'appui à l'habitat rural	- Octroi des crédits en matériaux de construction	- Il n' y aura pas l'insécurité

				logement			
4	Les enfants étudient de très mauvaises Conditions	- Les locaux en très mauvais état - Bancs inexistants dans presque toutes les écoles - Situation matérielle des écoles est médiocre - Les enseignants sont mal payés	- Baisse du niveau des élèves	- A partir de 2006, les conditions de scolarisation des enfants de 4 écoles de Makobola seront améliorées.	- Appui au secteur ce l'éducation	- Construire une école secondaire - Réhabilité 3 écoles primaires - Equiper les écoles - Payer un salaire convenable aux enseignants	- Il y aura un gouverne-ment responsable
5	L'électricité est inexistante	- Il n'y a ni le micro-centrale hydro-électrique ni extension du réseau S.NL	- Difficulté de transformer les produits agricoles - Difficulté de conserver les vaccins et les produits de test de groupage - Faible éclairages	- D'ici 2008, 50 % des ménages seront approvisionnes en électricité	- Mise sur pied d'un mécanisme d'approvisionnement en électricité	- Construire une micro-centrale sur la rivière Kashangazi ou étendre le réseau. SNEL	- Il y aura la paix. - Il y aura un gouvernement responsable.

ELABORATION D'UN SYSTEME DE SUIVI

Nº	Activité de terrain	Période	Responsable
1	Vérifier l'évolution du rapport DSRP/ Makobola	Décembre 2004	- MUTENDE MULAYO - BAHATI JUMA - TAMBATAMBA SAMALEYE
2	Vérifier sur la véracité des données de Makobola à l'atelier territorial	Décembre 2004	
3	Demander régulièrement d'information DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	
4	Informer régulièrement la population de Makobola sur l'évolution DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	

RAPPORT DU SITE KIGONGO

01. ETAT DE LIEU

Nous avons utilisé trois outils MARP à savoir :

- La carte sociale
- L'aperçu historique
- L'observation directe

1.1. La carte sociale (en annexe)

1.2. SITUATION ACTUELLE

a) Délimitation :

- Au Nord : la rivière Kakumba (village katongo)
- Au Sud : groupement de Makobola-kamba
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

b) Population 3.800 habitants

- Hommes :
- Femmes :
- Enfants :

c) Situation sociale

- ❖ Santé : le village de Kigongo ne dispose que d'un seul centre de santé.
- ❖ Education : Kigongo compte 2 écoles primaires et une seule secondaire.
- ❖ Eau et assainissement : Aucun système d'adduction en eau potable. La population consomme l'eau impropre de la rivière Kakumba.

1.2.4. Situation économique

La population de Kingogo s'occupe essentiellement de la pêche, l'agriculture (haricot, maïs, manioc, canne à sucre, arachide…), de l'élevage (vaches, chèvres…) du petit commerce.

1.3. APERÇU HISTORIQUE

1.3.1. De l'administration

Avant l'arrivée des Belges, le village de Kigongo fut dirigé par KIRUNGA du clan des BAHAMBA. Après celui-ci, les successions s'ensuivirent comme suit : KASHAKA succéda à KIRUNGA; après ce fut NGABO MWENEMULAMBI – LUHINDA – NGABWE KABUGE où son règne a vu l'arrivée des Belges. Après, il fut succédé par NYAMULIMA, celui-ci par JUMA Albert, celui-ci par MUPENDA Ndengo ; après ce fut MWENGE Kafyunu ; celui-ci succédé par SELEMANI ; ce dernier par SELEMANI Panot ; celui-ci par AMIMU Kampe depuis 1985 jusqu'à aujourd'hui.

1.3.2. Mouvement des populations

La première vague fut celle de Balingi, un clan des Bavira dont les familles furent emportées presque toutes par la rivière Kakumba. La deuxième vague fut celle de Bahamba, la troisième vague fut celle des autres clans vira (Batumba, Babenga, Basimbi, Bakali, Bakono…) et de Babembe.

En 1972, c'est la quatrième vague, celle de Barundi réfugiés au Congo suite à la guerre ethnique entre Hutu et Tutsi.

En 1964, c'est la guerre de Mulele. La population s'enfuit dans des montagnes, au Burundi. Autres conséquences : décès, famine, pillage des biens.

En 1966, la guerre d'AFDL avec moins de conséquences ; quelques décès de personnes,…

E 1998, la guerre du RCD avec de nombreuses conséquences : pillage systématique des biens et destruction des infrastructures socio-économiques trop de pertes en vies humaines.

1.3.3. Situation socio-économique

a) <u>le social</u>

* Education : - En 1946, la première école catholique à Kigongo dirigée par le moniteur PARAGOMA.

- En 1947, l'école protestante par le Moniteur YAKOBO
- En 1953, c'est l'E.P Kamongola
- En 1982, c'est l'Institut officiel de Kigongo.

Actuellement le village compte 2 écoles primaires et 1 secondaire.

* Santé : En 1958, c'est le premier dispensaire d'Etat. Actuellement, le village compte un seul centre de santé.

b) L'économie

Dans le passé, les activités économiques tournaient autour de :

* La pêche

On utilisait le Kimole (feu de roseaux) avec le petit filet '' Kawisuru '' fabriqué par le raphia '' ngoye ''. Kimole sera remplacé vers 1950 par le Kolema '' Ngongoro ''. La pêche remplacera les techniques précédentes. Après ce sont des nouvelles techniques de pêche avec des équipes (2 à 3 pirogues, filet, lampes) ramées ou motorisées.

* L'agriculture

Culture de manioc, arachide, maïs, mil, banane, canne à sucre, haricot… Les blancs imposèrent le coton. Cette culture renforça l'expansion économique dans le village.

* Elevage

des vaches, chèvres, moutons…

* La forge : fabrication des houes, machettes… à l'aide des pierres MATALE.
* Le petit commerce : sous forme de troque.

On y vend des houes, machettes. On y créa le centre NEGOJE où l'on trouvait tout le nécessaire.

0.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Service publics, de sécurité et de justice	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
3	Les confessions religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler courageusement	- Augmentation de la population
5	Les groupes les plus vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché des produits manufacturés

0.3. SOURCES SECONDAIRES

- Rapports administratifs de la chefferie des Bavira
- La monographie des Bavira par l'Abbé KALOLERO
- LA pêche sur le Lac Tanganyika et son impact socio-économique dans la zone d'uvira (Sud-Kivu) par KABEDJA NDALWE.

0.4. MOBILISATION SOCIALE

- Distribution des dépliants DSRP
- Contacts personnalisés avec des personnes ressources.

0.5. CONSULTATION PARTICIPATIVES

5.1. Interview Semi -Structurée

5.1.1. Perceptions locales de la pauvreté

a) Définition et concepts

La pauvreté : c'est la guerre ; c'est le manque d'unité et de collaboration entre les habitants. C'est l'incapacité, la paresse.

* Au niveau individuel

C'est quand quelqu'un n'a pas de logement, de femme, de vêtements, de moyens pour de soins de santé, de bonne alimentation.

* Au niveau du ménage

C'est quand le ménage n'a pas de logement, de moyens de faire éduquer les enfants, des champs, d'équipe ou unité de pêche, d'argent pour la dot de ses fils.

* Au niveau de la communauté

C'est quand la communauté n'a pas de belles constructions, d'eau potable, d'élevage, d'électricité, beaucoup d'intellectuels,… pas de progrès.

b) Causes de la pauvreté et vulnérabilité

- La guerre
- Les mauvaises conditions climatiques
- Manque des techniciens.

c) Tendance de la pauvreté

- Taux élevé de mortalité
- Famine
- le vol.

d) Bien-être

C'est quand il y a la paix, de l'emploi, des récoltes régulières et suffisantes, équipes de pêche.

e) Dimension genre de la pauvreté

- Incompréhension entre l'homme et la femme
- Travaux journaliers : la femme est surchargée, femme : 9 ou 10 heures par jours, homme : 3 heures par jours.
- Pas d'aides de la famille suite à la pauvreté accentuée.

- Secteur social

* Santé : la prise en charge de la femme est marginalisée
* Education : belles filles ne fréquentent pas l'école : 70 / 400 élèves
* Eau et assainissement : la population consomme l'eau impropre de Kakumba. Les femmes et les filles doivent souvent parcourir 2 Km pour puiser de l'eau.
* Logement : semi-durable

- Secteur économique

- Il faut signaler que la caisse dans le foyer est séparément gérée.

* Agriculture : les activités champêtres sont l'affaire de l'homme et de la femme.
* Elevage : c'est l'affaire de l'homme
* la pêche : c'est l'homme
* Le secteur d'emploi : priorité aux hommes (aucune femme préfet ou directrice d'une école).

- Sphère de prise de décision : par l'homme
- Migration : par l'homme.

* Indicateurs

- Moyens de subsistance

- La pêche
- L'agriculture
- L'élevage
- Le petit commerce

- Secteurs sociaux et infrastructures

* Education : - niveau d'accès : 90 %
- qualité : mauvaise : pas de bancs, locaux incommodes, enseignants non- motivés,…

* Santé : - accès : difficile (45 %)
- qualité : mauvaise : centre de santé moins équipé, pas de labo.

* Eau et assainissement :- accès : 90 %
- qualité : mauvaise : pas d'adduction d'eau

* Voies de communication : - accès : 90 %
- qualité : mauvaise : pas de routes de desserte agricole

* Les marchés : - accès : faible
- qualité : mauvaise : le marché n'est pas construit.

* Médias – moyens de communication : radio Okapi, radios étrangères, celtel
- accès : 75 %
- qualité : assez bonne

* Energie : - type : braises, bois de chauffe, pétrole
- accès : difficile
- qualité : bonne

* Agriculture : la production est faible

Causes : - infertilité du sol
- manque de produits phytosanitaires
- perturbation climatique
- pas d'accompagnement des paysans par des techniciens.

* Pêche : la capture est faible

Causes : - non réglementation de la pêche
- techniques de pêche non appropriées
- manque de roseaux dans le lac (écosystèmes)
- pollution des eaux du lac par les usines du Burundi.

* Elevage : le rendement est faible

Causes : - pillage des bêtes
- manque de produits vétérinaires

• PAIX ET GOUVERNANCE

- Prise de décision : chevauchement des pouvoirs
- Modes d'accès à la direction : par des militaires, par la coutume
- Influences : pas les églises, ni les associations
- Médias : pas de journaux, sauf des radis
- Justice : - chevauchement des services
- Ignorance de lois.
- Recettes : les taxes : - pourcentage destiné au poste d'encadrement
  - pourcentage destiné au territoire.
- Liberté et sécurité : la population est libre et sécurisée
- Forme de l'Etat : fédéralisme
- Election : suffrage universel.

CALENDRIER SAISONIER

MOIS CULTURE	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Juil	Ao	Sept	Oct.	Nov	Déc	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin
1. Manioc																		
2. Arachide																		
3 Maïs																		
4. Haricot																		
5. Canne à sucre																		
6. Oignon																		
7. Tomate																		
7. Patate douce																		
9. Bananiers																		
10. Palmier à huile																		

11. Aubergine																	

MATRICE D'ANALYSE CENTRE / KIGONGO

Groupe cible	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femme	Grande charge augmente la charge	Trop de temps	Trop faible	Faible pouvoir (60 %) pour le ménage	Respect au valeur liée à la production
Homme	Petit charge moins de charge	Moins de temps	faible	Fort pouvoir	Valeur liée à la production
Ménage	Trop de charge pour les femmes et les filles	Trop de temps pour femme et fille	faible	Associées suite à la production	Femme et filles respectées
Communauté	Augmente la charge de la communauté	Trop de temps	faible	Fort pouvoir	Pas de valeur

MATRICE D'ARRAGEMENT PAR PREFERENCE : SYNTHESE DES PROBLEMES

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES
1	L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales
2	Conditions de scolarisation sont médiocres	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont inexistants - Les enseignants sont mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.	- le niveau des élèves a baissé
3	Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant au centre de santé - Equipement est insuffisant à la maternité (2 lits seulement).	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité
4	La population consomme l'eau insalubre de la rivière Kakumba	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine

			hydrique
5	Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse de revenu
6	Le taux de scolarisation de filles est très bas (15-20 %)	- Coutumes et traditions	- Marginalisation de la femme dans la société
7	Le marché est en mauvais état	- Construction inexistante	- Exposition de la population aux maladies
8	La production agricole a baissé	- Le sol est appauvri - Les cultures sont dévastées par les maladies	- Insécurité alimentaire
9	La circulation des biens et des personnes est difficile	- Les routes de desserte agricole sont inexistantes - Les avenues sont inexistantes dans le village.	- Le transport des produits agricoles est difficile
10	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage - Maladies - Sources de conflits - Revenus insuffisants	- Baisse du revenu - Difficulté à résoudre divers problèmes sociaux - Ménage n'ont pas accès à la viande (80 %)
11	La femme est plus chargée que l'homme	- Coutumes et traditions	- Epuisement de la femme - Maladies
12	Les bois de chauffage et d'œuvres sont quasiment inexistante	- Déboisement excessif des collines	- Surcharge de la femme - Erosion - Perturbation climatique

Tableau de mise en commun de carrefour

N°	PROBLEMES	GP1	GP2	GP3	GP4	Total	Rang
1	L'électricité est inexistante	4	9	11	3	27	6
2	Conditions de scolarisation sont médiocres	9	8	8	11	36	4
3	Les soins de santé sont mal assurés	1	11	3	2	17	11
4	La population consomme l'eau insalubre de la rivière Kakumba	12	7	12	5	36	3
5	Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	2	2	5	10	19	9
6	Le taux de scolarisation de filles est très bas (15-20 %)	6	5	6	8	25	7
7	Le marché est en mauvais état	11	10	11	9	41	2
8	La production agricole a baissé	5	1	2	1	9	12
9	La circulation des biens et des personnes est difficile	10	12	9	12	43	1
10	L'élevage a beaucoup régressé	8	3	4	6	21	8
11	La femme est plus chargée que l'homme	3	4	7	4	18	10
12	Les bois de chauffage et d'œuvres sont quasiment inexistants	7	6	10	7	30	5

PLANIFICATION PARTICIPATIVE / KIGONGO

(Traitée sous l'optique de la planification stratégique recommandée par la méthode MARP)

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
1	L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales	- D'ici la fin 2006, 70 % de la population de Kigongo aura accès à l'électricité	- Mise sur pied de mécanisme d'approvisionnement en électricité en électricité en milieu rural	- Relier Kigongo au réseau SNEL à partir de Kalundu (6 Km)	- Il n' y aura pas de guerre - I y aura un gouvernement responsable
2	Conditions de scolarisation sont médiocres	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont inexistants - Les enseignants sont mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.	- le niveau des élèves a baissé	- D'ici la fin 2006, les conditions de scolarisation des enfants sont améliorées.	- Mise sur pied d'un programme d'appui aux écoles	- Construire 2 écoles et réhabiliter 1 école - Doter toutes les écoles des bancs et autres équipements - Payer les enseignants	- Il y aura pas de paix - I y aura un gouvernement responsable
3	Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant au centre de santé - Equipement est	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité	- A partir de janvier 2006, 65 % de la population aura accès aux soins de santé	- mise sur pied d'un mécanisme d'appui aux structures de santé en milieu rural	- Installer un laboratoire au C .S - Equiper la	- Il n' y aura pas d'insécurité - I y aura un gouvernement

		insuffisant à la maternité (2 lits seulement).		efficaces.		maternité - Construire le centre de santé	responsable
4	La population consomme l'eau insalubre de la rivière Kakumba	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique	- A partir de janvier 2006, au moins 90 % de la population de Kigongo aura accès à l'eau	- Mise sur pied d'un programme d'approvisionnement en eau potable en milieu rural	- Réaliser une adduction d'eau à partir de la source MAGUNGA	- l'examen bactériologique de source MAGUNGA donnera des résultats positifs
5	Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse de revenu	- D'ici la fin 2007, la capture de poissons augmentée de 60 % à Kigongo.	- Mise sur pied d'un système d'appui aux activités de pêche	- Appliquer les accords établis entre le Burundi et la RDC sur la protection des eaux du lac tanganyika. - Octroyer des crédits en unités de pêche motorisées aux pêcheurs - Appliquer les règlements existants sur l'exploitation	- Il n'y aura pas de gouvernement responsable (Burundi et RDC) - La sécurité sera assurée.

						rationnelle de lac Tanganyika	
6	Le taux de scolarisation de filles est très bas (15-20 %)	- Coutumes et traditions	- Marginalisation de la femme dans la société				
7	Le marché est en mauvais état	- Construction inexistante	- Exposition de la population aux maladies				
8	La production agricole a baissé	- Le sol est appauvri - Les cultures sont dévastées par les maladies	- Insécurité alimentaire				
9	La circulation des biens et des personnes est difficile	- Les routes de desserte agricole sont inexistantes - Les avenues sont inexistantes dans le village.	- Le transport des produits agricoles est difficile				
10	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage - Maladies - Sources de conflits - Revenus insuffisants	- Baisse du revenu - Difficulté à résoudre divers problèmes sociaux - Ménage n'ont pas accès à la viande (80 %)				

11	La femme est plus chargée que l'homme	- Coutumes et traditions	- Epuisement de la femme - Maladies				
12	Les bois de chauffage et d'œuvres sont quasiment inexistante	- Déboisement excessif des collines	- Surcharge de la femme - Erosion - Perturbation climatique				

Nº	Activité de terrain	Période	Responsable
1	Vérifier l'évolution du rapport DSRP/ Kigongo	Décembre 2004	- MAJARIBU PAYA - KIZA WAZIRI - VUMILIA KASHULI
2	Vérifier sur la véracité des données de Kigongo à l'atelier territorial	Décembre 2004	- ''-
3	Demander régulièrement d'information DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- ''-
4	Informer régulièrement la population de Kigongo sur l'évolution DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- ''-

RAPPORT DU SITE UVIRA-CENTRE

01. ETAT DE LIEU

Nous avons utilisé trois outils MARP à savoir :

- La carte sociale
- L'aperçu historique
- L'observation directe

1.1. La carte sociale (en annexe)

1.2. SITUATION ACTUELLE

a) Délimitation :

- Au Nord : par le groupement de Katala et Kagando
- Au Sud : groupement de Kalungwe
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : par la chefferie des Bavira (groupements Kabindula, kijaga, katala)

b) Population :

La population de la cité d'Uvira s'élevé à 143.594 habitants dont 26.368 hommes, 30.933 femmes, 44.164. filles, 42.129 garçons de nationalité congolaise ; 920 personnes étrangères.

1.2.3. Situation sociale

* Santé : la cité d'Uvira compte actuellement :
    - 1 hôpital général de la référence
    - 10 centres de santé
    - et 4 centres hospitaliers privés.

* Education :

La cité compte 38 écoles secondaires, 51 écoles primaires et 4 Instituts supérieurs privés

* Eau et assainissement : la cité d'Uvira, dispose depuis 1998, d'un système d'adduction en eau potable de la REGIDESO.

1.2.4. Situation économique

La population de la cité d'Uvira s'occupe essentiellement de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et du commerce.

1.3. Aperçu historique

1.3.1. Administration

Depuis le 17e siècle, les Bavira du clan de Benelenge s'installèrent à Lugongo (actuel Rugongo) à leur tête le roi MUBILA MUNANILA, petit-fils de ILUNGA MBUTI et fils du roi ILUNGA LENGHE I er. Delà, ils descendirent dans la plaine d'Uvira et y installèrent le royaume des Bavira. Le roi MUBILA fut succédé par son fils KIMBWE MABINGO.
Celui-ci fut succédé par son fils MULUTA 1er KIMBWE. Après celui-ci, ce fut KINYUNDA KYE LUGONGO (fin 18e siècle et début 19e siècle). Ce dernier fut remplacé par LENGHE MBUTI. Ainsi la succession royale du père au fils dans la famille régnante jusqu'au KOLO LENGHE III RUGAZA KABALE Rampan Romain Ghislain (depuis 1965 26/10/1996). Celui-ci fut succédé par son fils Edmond LENGHE LWEGELEZA III depuis 1997 à nos jours.

La collectivité – chefferie des Bavira fut divisée en 7 groupements dont Kabindula, Kijaga, Kitundu, Katala, Makobola, kalungwe et Bijombo.
Actuellement la cité d'Uvira a rétrocédé 4 groupements de la chefferie des Bavira notamment Kijaga, Kabindula, Kitundu, Katala et un groupement de la collectivité chefferie de la plaine celui de Kagando.

a) Chefferie des Bavira

* KALUNGWE : à partir du chef MUZAWA MBANDA - son petit frère TETE MUTIMBUZI en 1993 – son fils BUSENI Marore Benjamin (actuel chef de groupement).
* KIJAGA : chef Alphonse RALLY – succédé par Théodore RALLY WA RALLY depuis 1978 jusqu'à nos jours.

* KABINDULA : Chef KASHIMDI Vianney – succédé par KABALE Mugululano Kalipson depuis 19 jusqu'à nos jours. Mais le groupement est dirigé par des intérimaires (NGARAGAZA, MWEMU, NGARAGAZA, KIZA KABALE, MAISHA Mulogoto et actuellement c'est MUTIMBUZI Vianney).
* KITUNDU : Chef KABALE Toga, - succédé par Jean NEEMA Kabale – puis TUNWA Sangiza intérimaire durant 2 ans, - puis MAYUTO, - puis NDAHUGANA Bishingo – puis Antoine BAHUGA – puis KAYEMBE Bahuga – l'actuel chef encore c(est Jean NEEMA.
* KATALA : Chef MASUDI Rwakenya – son fils MATAYABO Nambuza, - BUGOMA Nambuza – son petit frère MUFUABULE Rwekenya – et l'actuel chef c'est MARKO SHENYO.

b) Plaine de la Ruzizi

C'est la partie Est de Kavimvira ; le groupement de Kagando fut dirigé par MUPENDA – succédé par NDAGORA Mupenda – puis l'intérimaire NGOROGOZA Mushobolwa – puis par MUPENDA, - puis l'a.i SHIDA – l'actuel chef c'est MUHERUKA.
c) Cité d'Uvira

La cité d'Uvira fut créée en 1988 avec le premier chef de cité Monsieur BUJIRIRI Murayage – il fut succédé par BUHENDWA Mudahano – puis par Sébastien KIVUNDE – puis par RUHOSHA Mushishi – puis MAYUGI Ndazima thomas – puis par l'actuel chef Raphaël KITAYE.

Actuellement, la cité est subdivisée en 14 quartiers : Kalundu, Kilibula, Namyanda, Kabindula, Songo, Kimanga, Rombe I, Rombe II, Mulongwe, Kakombe, Kasenga, Kibondwe, Rugenge et Kavimvira.

1.2.3. Mouvements des populations

La première vague fut celle des Bavira au 17^{e} siècle par les clans de Benelenge, Balambo, Basingwe (Banakatanda). La seconde vague, celle de Bafuliru, clan des

Bahamba. La troisième vague, celle des Babembe. La quatrième vague, celle de Barundi en 1972. La cinquième vague, les autres tribus et ethnies.

* En 1964, c'est la rébellion muleliste qui a eu pour conséquences le pillage des biens, pertes en vies humaines, déplacement et/ou refuge de la population vers les montagnes, vers le Burundi. La population rentra progressivement en 1965.
* Le 25/10/1996, c'est la guerre d'AFDL avec conséquences le pillage des biens, pertes en vies humaines…
* Le 02/08/1998, c'est la guerre du RCD avec conséquences le pillage systématique et destruction méchante des infrastructures socio-économiques, beaucoup de pertes en vies humaines…

1.3.2. Situation socio-économique

a) Social

* Education : vers les années 1940, les premières écoles primaires apparaissent à Uvira-centre respectivement l'école Saint Paul (1ère jusqu'à 5e année) à la cathédrale Saint Paul chez les Catholiques et l'école de Mission libre Suédoise chez les protestants à Kasenga.
Actuellement, la cité compte 51 écoles primaires, 38 secondaires et 4 instituts Supérieurs Privés.

* Santé : Vers 1940, c'est la construction de l'Hôpital Général de Référence d'Uvira (HGR), 10 centres de santé et 4 centres hospitaliers privés.

b) Economie
Les activités principales économiques d'Uvira-centre tournaient sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, le petit commerce.
* ***L'agriculture*** : cultures de manioc, d'arachide, maïs, oignons, tomates, bananiers, haricots,… Avec l'arrivée des Belges, il y eut imposition de la culture de coton.
* ***L'élevage :*** des bovins, lapins et de volailles
* ***La pêche :*** cette activité fut pratiquée identiquement et comparativement à celle pratiquée à Makobola et à Kigongo.

* ***Le petit commerce*** : cette activité fut marquée par l'achat et vente des divers articles. On remarqua les centres asiatiques de Kalundu et Kavimvira, le centre commercial de Kalundu en 1956 et le commercial de Mulongwe en 1975.

En 1954, la création de la coopérative des Bavira '' COOBANI '' (vente des produits agricoles et de pêche)
En 1960, la CAISCOMHA à Mulongwe : crédit.
En 1971, la COJEPU
En 1975, la COODELAC
Actuellement, la cité compte 6 marchés non construits (Kilomoni, marché central, Marché congolais, Kalundu, Kalimabenge, Soko Muyinga).

0.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Service publics, de sécurité et de justice	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
3	Les confessions religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler courageusement	- Augmentation de la population
5	Les groupes les plus vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché des produits manufacturés

0.3. SOURCES SECONDAIRES

- Rapports administratifs de la chefferie des Bavira
- Rapports administratifs de la cité
- la monographie des Bavira
- Rapports de la Sous-RGD.

0.4. MOBILISATION SOCIALE

- Distribution des dépliants DSRP
- Contacts personnalisés avec des personnes ressources.

0.5. CONSULTATIONS PARTICIPATIVES

5.1. Interview Semi – Structure

5.1.1. Perceptions locales de la pauvreté

a) Au niveau individuel
- C'est quand une personne n'a pas de logement, d'aliments, de champs, de famille d'assistance.
- C'est être dans l'incapacité de satisfaire ses besoins…

b) Au niveau du ménage
- C'est le manque des frais de scolarisation des enfants, de soins de santé pour la famille, d'unité de pêche, de champs et une belle maison.

c) Au niveau communautaire
- C'est quand une communauté manque d'électricité, d'eau potable, d'unité de transformation, de centres de santé, d'écoles, radio communautaire.
- C'est quand il n' y a pas de maisons durables et de constructions anarchiques.

5.1.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

- Manque d'emplois, - la guerre (pillage, insécurité …)

- Non - payement des agents, - ignorance et paresse.
- Non - accès aux crédits.

5.1.3. Tendances de la pauvreté

- Taux élevé de mortalité
- Prostitution
- malnutrition
- Mariage précoce.

5.4. Bien-être

- C'est avoir une voiture, maison durable, moyens de communication, une bonne alimentation, de vêtements.
- Faire éduquer tous les enfants et les faire soigner
- Espacer les naissances
- Avoir des investissements, unités de pêche, élevage, champ.

5.1.5. Dimension genre dans la pauvreté

- Statut social :dans le ménage, le pouvoir est presque partagé
- Activités journalières : la femme est surchargée par rapport à l'homme
- Secteur social
    * Santé : tout le monde est pris en charge
    * Education : priorité aux garçons, mais la préférence tend à être équilibrée.
    * Contrôle des ressources : - 60 % des ménages par la femme
      - 40 % des ménages par l'homme
- Secteur d'emploi : priorité à l'homme, mais la préférence tend à être équilibrée.
- Sphère de décision : l'homme, et parfois la femme
- Migration : l'homme.

5.1.6. Moyens de subsistance

- Pêche
- Agriculture
- Elevage
- Petit commerce
- Artisanat
- Salaire (infinie minorité)

5.1.7. Services sociaux et infrastructures

- Education : - niveau d'accès : primaire 90 % et secondaire 60 %
  - qualité : médiocre
  - Corruption, sous qualification des enseignants (écoles secondaires)
  - Insuffisance des manuels scolaires, documentations, matériels didactiques, surpeuplement des classes (pléthore), écoles délabrées, enseignants démotivés
- Santé : - accès : faible
  - qualité : médiocre
  - Insuffisance des médicaments, Hôpital Général de Référence et des centres de santé non équipés, (échographie), labo mal équipé, infirmiers démotivés, pharmacies mal contrôlées,
  - Manque de médecins spécialistes
  - Coût élevé de soins de santé
  - Mauvais prise en charge des patients.

* VIH / Sida : taux élevé de prévalence :
  - Ignorance, faible sensibilisation, les guerres
  - Proximité de la ville d'Uvira avec les capitales très infectées (Kigali, Bujumbura).
  - Réticence au dépistage.
- Logement : - accès : 95 %
  - qualité : bonne
- Voies de communication : - type : routes, lac, avenues
  - accès : 85
  - qualité : médiocre
- Marché : - accès : 95 %
  - qualité : médiocre, ils ne sont construits et manquent de système

d'assainissement.

- Moyens de communication : - type : téléphone, radios, cybercafé
  - accès : téléphone 5 % de la population, Cybercafé 1 %
  - qualité : bonne
- Energie : - types : pétrole, mazout, braises, bois de chauffe, électricité.
  - accès : * électricité 30 %

Causes : - verticité de matériels de cabine
- le courant par le Burundi (coupures exagérées)
- Facturation élevée

* Bois de chauffe et braises coûtant chers

Causes : - distance d'abattage
- Déboisement.

5.1.8. Paix et gouvernance

- Instance locales de décision : chef de cité, autorité militaires
- Organisation des pouvoirs : il y a de chevauchements
- Modes d'accès à la direction : nomination par l'hiérarchie
- Médias : journal MIJAS, radio Okapi, Radios étrangères

- La justice est mal rendue à cause de :
  - Corruption, ignorance de lois
  - Incompétence des agents judiciaires impayés
- Les droits de l'homme sont bafoués (tortures, cachots illicites, arrestations arbitraires).
- Forme de l'Etat : unitariste décentralisée
- Elections : suffrage universel.

CALENDRIER SAISONNIER

MOIS CULTURE	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Juil	Ao	Sept	Oct.	Nov	Déc	Jan	Fev	Ma	Av	Mai	Juin	Ao
1. Manioc																			
2. Maïs																			
3 Arachide																			
4. Haricot																			
5.Tomate																			
6. Riz																			
7. Bananiers																			
8. Palmier																			
9. Amarante																			
10. Potiron																			

11. Sorgho																			
12. Patate douce																			
13. Aubergine																			
14. Oignons																			
15. Choux																			

MATRICE D'ANALYSE GENRE / KIGONGO

Groupe cible	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femme	Trop chargé (petit commerce)	Trop de temps (de 6 h 00 à 20 h 00)	Fort pouvoir	Faible pouvoir	Respect à la production
Homme	Petit charge moins de charge	Assez de temps (4 h – 20 h	faible	Moyen	Valeur liée à la production
Ménage	Chargé (artisanat)	Trop de temps (5 h – 20 h)	faible	Fort pouvoir	Valeur
Communauté	Trop chargée	Trop de temps	faible	Pas de contrôle	Valeur

MATRICE D'ARRAGEMENT PAR PREFERENCE

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
1	La production agricole a beaucoup baissée	- Irrégularité des pluies - L'appauvrissement du sol - La dégénérescence des semences - Pillage et vol - les outils aratoires sont rudimentaires - Dévastation des champs par les prédateurs - Insécurité	- Augmentation des prix des denrées alimentaires - Famine - Paupérisation des agriculteurs.				
2	Les soins de santé sont mal assurés	- Manque des médicaments - Les formations sanitaires sont mal équipées - L'inexistante des médecins spécialisés - Les personnels de santé démotivés - Certains médicaments sont périmés - Le coût élevé	- Le taux de mortalité élevé.			- Doter l'hôpital d'Uvira des médecins. - Assurer un salaire suffisant et régulier au corps médical. - Renforcer le contrôle de médicaments vendus dans les	

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
		- Mauvaise prise en charge.				officines.	
3	Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	- Effectif pléthorique - Corruption - Les enseignants moins qualifiés - Les manuels scolaires sont presque inexistants - Les écoles techniques sont insuffisantes et mal équipées	- Baisse du niveau des élèves	- D'ici la fin de l'année 2007, les conditions de scolarisation améliorées dans 50 % des écoles publiques et conventionnées	- Mise sur pied d'un système efficace d'appui aux écoles	- Construire des locaux et réhabiliter les écoles existantes - Payer les enseignants suffisamment et régulièrement - Approvisionner suffisamment les écoles en manuels scolaires adéquates - Equiper	
4	L'approvisionnement de la population en potable est mal assuré	- Coupures fréquentes d'eau - Desserte inexistante dans certains quartiers - Les installations sont vétustes	- Prévalence des maladies d'origines hydriques	- D'ici la fin de l'année, 10 % de la population de la cité d'Uvira aura régulièrement et suffisamment accès	- renforcer et appuyer le mécanisme d'approvisionnement en eau potable	- Etendre la desserte en eau potable sur l'ensemble des quartiers d'Uvira - Traiter	

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
		- L'eau de KALUNDU est de mauvaise qualité		à l'eau potable		régulièrement l'eau de l'adduction de Kalundu.	
5.	La capture des poissons a beaucoup baissée	- Les techniques des pêches moins performantes - Destruction des écosystèmes du lac - Pêche non réglementée.	- Malnutrition - Baisse du niveau des pêcheurs.	- D'ici la fin de l'année 2007, la capture de poissons augmentera de 70 %	- Mise sur pied d'un mécanisme d'appui au secteur de la pêche	- Appliquer la loi sur la réglementation de la pêche - Introduire des nouvelles techniques de pêche - Replanter les oiseaux dans le lac	
6	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage et vol - Le pâturage non amélioré - Les soins vétérinaires inexistants - Les accès sont moins performants	- Paupérisation de éleveurs - La consommation de la viande et du lait quasi- inexistante pour la population moyenne.	- D'ici la fin 2007, le nombre d'animaux domestiques augmentera de 50 %		- Pratiquer l'élevage en stabulation - Rendre disponible régulièrement les produits et matériels vétérinaires	

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
						adaptés - Sélectionner des races locales performantes	
7	L'approvisionnement en électricité est mal assuré	- Coupures fréquentes suite à la vétusté des installations - Les lignes à haute tension passent par la Burundi - L coût est forfaitaire et très élevé.	- Beaucoup de ménages n'ont d'électricité - Les unités des productions sont souvent arrêtées. - Hausse de prix de la farine d maïs et de manioc - Circulation difficile				
8	Tracasseries et taxes exagérée et multiple	- Le non paiement des agents administratifs et de l'ordre - Service de fiscalité mal organisé	- Augmentation exagérée de prix sur le marché - Enrichissement illicite dans certains agents de l'état.				
9	La justice est mal rendue et les droits de l'homme	- Corruption - Ignorance de la loi	- Tendance à se rendre justice				

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
	sont bafoués	- Incompétence des agents judiciaires - Chevauchement entre différents services - Torture dans les cachots illicites - Arrestation arbitraires - Les agents judiciaires sont démotivés	- Méfiance vis-à-vis des installations judiciaires				
10	La route principale et les avenues sont menacées par l'érosion	- Canalisations inexistantes ou bouchées - U pont est sur le point de s'écrouler sur la route principale (chez BALECAR)	- Les avenues impraticables - Les camions ne passent plus sur le pont BALECAR - Destruction de la cité - Calamité.				
11	Les enfants d'Uvira accèdent difficilement à l'enseignement supérieur universitaire de qualité	- Instituts supérieurs et universités officiels inexistants	- Niveau bas - Nombre réduit des cadres universitaires				
12	Les conditions de logement sont mauvaises pour une grande partie de	- Coût élevé des matériaux de construction - Faible revenu de la	- Exposition aux maladies				

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
	la population	population - Guerre					
13	La cité est mal urbanisée	- Certains quartiers n'ont pas d'avenues - Constructions anarchiques - Irresponsabilité du service d'urbanisme	- Circulation difficile				
14	Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Pauvreté - Relation sexuelle extraconjugale - Guerre - Proximité avec les villes très affectées.	- Mortalité élevée - Augmentation du nombre des veuves et orphelins - Diminution de la main d'œuvre				
15	Les bois de chauffes devenus rares	- Déboisement excessif - Mauvaise gestion du bois et de la braise	- Surcharge de la femme - Coût élevé des bois, des braises et des planches				
16	Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Coutumes et traditions	- Maladies - Abrutissement				
17	Le transport urbain est mal organisé	- Les bus sont inexistants - Les bus sont vétustes	- le nombre excessif des taxi et vélos				

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
			- Détention de permis de conduire par des conducteurs non-formés.				
18	Trop peu des gens ont accès aux moyens modernes de communication et d'information.	- Les téléphones fixes inexistants - Les téléphones mobiles sont chers - L'Internet est insuffisant et cher - La radio et la télévision nationales n'atteignent pas nos milieux.	- Ignorance - Sous information - Rumeur.				
19	Tous les marchés d'Uvira sont en mauvais état	- Les nouvelles constructions sont inexistantes - Exiguïté des marchés suite à la spoliation de leurs terrains	- Exposition aux maladies				
20.	Le sport et loisir ont beaucoup régressé	- La construction du stade inexistante - Les équipes manquent	- Fuite des joueurs - Délinquance juvénile				

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBDJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	SUPPOSITION
		des sponsors - Bibliothèques, salles de spectacles inexistants - Terrain insuffisants					

Tableau de mise en commun de carrefour

N°	PROBLEMES	GP1	GP2	GP3	GP4	Total	Rang
1	La production agricole a beaucoup baissée	2	6	1	20	29	16
2	Les soins de santé sont mal assurés	17	10	17	17	61	3
3	Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	15	16	19	18	68	2
4	L'approvisionnement de la population en potable est mal assuré	14	14	4	1	33	14
5	La capture des poissons a beaucoup baissée	10	13	10	5	38	12
6	L'élevage a beaucoup régressé	13	17	14	14	58	4
7	L'approvisionnement en électricité est mal assuré	11	9	13	13	46	7
8	Tracasseries et taxes exagérée et multiples	7	3	15	12	37	13
9	La justice est mal rendue et les droits de l'homme sont bafoués	9	4	18	8	39	10
10	Les routes principales et les avenues sont menacées par l'érosion	1	15	6	3	25	18
11	Les enfants d'Uvira accèdent difficilement à l'enseignement supérieur et universitaire de qualité	12	12	7	2	33	15
12	Les conditions de logement sont mauvaises pour une grande partie de la population	20	20	20	19	79	1
13	La cité est mal urbanisée	18	19	11	7	55	6
14	Les femmes sont plus chargées que les hommes	19	18	12	6	55	5
15	Les femmes sont plus chargées que les hommes	8	8	9	15	40	9

16	Les femmes sont plus chargées que les hommes	6	5	3	11	25	19
17	Le transport urbain est mal organisé	3	1	2	4	10	20
18	Trop peu des gens ont accès aux moyens modernes de communication	4	7	8	9	28	17
19	Tous les marchés d'Uvira sont en mauvais état	5	11	16	10	42	8
20	Le sport et loisir ont beaucoup régressé	16	2	5	16	39	11

SYSTEME DE SUIVI DE DSRP UVIRA – CENTRE

Nº	Activité de terrain	Période	Responsable
1	Vérifier l'évolution du rapport DSRP/ Kigongo	Décembre 2004	- LUNGWE KADOGOMBA - MASHAKA DJUMA - MUZIGIRZ VICTOR - BAHATI MUPENDA - KATIMBILI LUTONDE ANNE
2	Vérifier sur la véracité des données de Kigongo à l'atelier territorial	Décembre 2004	- LUNGWE KADOGOMBA - MASHAKA DJUMA - MUZIGIRZ VICTOR - BAHATI MUPENDA - KATIMBILI LUTONDE ANNE
3	Demander régulièrement d'information DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- LUNGWE KADOGOMBA - MASHAKA DJUMA - MUZIGIRZ VICTOR

			- BAHATI MUPENDA - KATIMBILI LUTONDE ANNE
4	Informer régulièrement la population de Kigongo sur l'évolution DSRP	Dès janvier-Septembre 2005	- LUNGWE KADOGOMBA - MASHAKA DJUMA - MUZIGIRZ VICTOR - BAHATI MUPENDA - KATIMBILI LUTONDE ANNE

RAPPORT SYNTHESE UVIRA.

AVANT – PROPOS.

Au terme des consultations participatives que nous venons de réaliser dans le territoire d'Uvira, dans le cadre du DSRP, l'occasion nous est offerte, d'exprimer notre entière satisfaction d'avoir mené à bon port ce travail combien complexe et passionnant.

Il est un fait que, la réalisation d'une analyse participative sur la pauvreté (APP), n'est pas une chose facile et requiert le concours de divers paramètres et ressources.

C'est pourquoi nous nous devons de remercier de prime à bord tous ceux qui de loin ou de près ont contribué à la réussite de cette étude qui jette une lumière suffisante sur la situation de la pauvreté dans le territoire d'Uvira, et plus particulièrement dans les 5 sites sur lesquels ont porté les consultations.

Nous remercions en premier lieu, le SERACOB pour son accompagnement technique et financier, sans lequel cette étude n'aurait pas été possible.
Nous remercions également les autorités politico administratives et militaires pour toutes les facilités nous accordées.

Enfin, nos remerciements s'adressent à toutes les personnes généreuses du territoire d'Uvira.

Nous apprécions le courage et l'engagement dont ils ont fait montre tout au long de nos travaux sur terrain. Nous leurs disons que leurs idées contribueront à l'élaboration du DSRP, qui est un document très déterminant pour l'avenir de notre province et de notre pays. Ils doivent donc en être fiers.

Chapitre I. INTRODUCTION

1.1. ORIGINE DU DSRP

Depuis 3 décennies déjà, plusieurs pays du tiers monde sont en proie à un endettement excessif qui entrave leur essor socio-économique. Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) initié et soutenu par les Institutions de Bretton- Wood (FMI, BIRD), en vue d'aider ces pays à régler leurs dettes, n'ont abouti qu'à des piètres résultats. De surcroît, ce mécanisme a accentué l'austérité des masses populaires dans la plupart de pays, conduisant ainsi aux remous sociaux dans le(s) pays concernés(s).

Face à cette situation d'absence de choix dans laquelle le traitement du service de la dette a plongé plusieurs PVD, les voix ont commencé à s'élever pour revendiquer l'annulation inconditionnelle de ces dettes pour le moins injustes, odieuses, illégitimes. Il faut souligner ici que le dynamisme et la collaboration de la Société Civile mondiale ont joué un rôle d'avant-garde dans ce lobbying pour l'annulation de la dette de ces pays.

Eu égard à cette pression grandissante, les pays occidentaux et les Institutions de Bretton- Wood ont accepté d'annuler de grandes proportions des dettes des pays les plus endettés. Cependant, ils ont conditionné cette annulation à l'accès du pays à l'initiative PPTE qui, lui-même, requiert l'élaboration d'un Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) pour chaque pays demandeur.

Concernant la République Démocratique du Congo, notre pays, l'élaboration de ce document est de la compétence du Ministère du Plan qui, à travers son Unité de Pilotage du processus DSRP (UPPE -SRP) a, sur appel d'offre public dans la presse nationale, recruté dix (10) structures pour conduire les Consultations Participatives sur l'ensemble du territoire national. En effet, pour le Sud-Kivu, c'est le SERACOB qui a été retenu et qui, à son tour a recruté et formé les animateurs pour différents axes (territoires).

En vue d'optimiser l'efficacité des consultations participatives sur terrain, les animateurs ont bénéficié d'une formation en Méthodes Accélérées de Recherche Participative (MARP). Il faut dire que cette formation a été très utile car, elle a permis aux animateurs de connaître un éventail d'outils nécessaires pour une recherche rapide au sein des communautés.

Après cette formation, nous avons commencé les consultations participatives qui nous ont conduit dans quatre (4) contrées du territoire d'Uvira à savoir :
LUVUNGI, SANGE, MAKOBOLA, KIGONGO et la cité d'UVIRA.

Dans chacun de ses sites, nous avons aidé les populations à identifier les différents aspects de la pauvreté dans leurs milieux respectifs avant de procéder à la planification stratégique à partir des problèmes prioritaires.

1.2. PRESENTATION DES SITES

1.2.1. LA LOCALITE DE LUVUNGI

1. Aspect géographique

La localité de Luvungi est limitée :

-Au Nord : par la localité de Muranga
-Au Sud : par le groupement de Bwegera
-A l'Est : par la rivière Ruzizi
-A l'Ouest : par la rivière Ruvinvi

La population de cette localité est évaluée à 40.000 habitants avec toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

La dénomination ***« Luvungi »*** serait issue d'une déformation par les Belges du nom de la rivière ***« Luvubu »*** ; mais son vrai non était « ***Iyombe*** ».

Auparavant, Luvungi était une savane inhabitée et caractérisée par la présence de bêtes sauvages (buffles, éléphants,…). Plus tard, des populations vinrent peupler la contrée en 1921, lors de la création des chefferies par l'administration coloniale, la localité de Luvungi fit partie de la collectivité chefferie des Bafuliru et c'est jusqu'à nos jours.

Avant l'arrivée des Belges, le Mwami qui régnait sur la chefferie de Bafuliru était KALINGISHI du clan de BAHAMBA. Ainsi donc, tout le pouvoir revenait aux membres de la famille régnante (royale).

Au niveau des groupements appelés '' BALUZI '' : ce qui signifie en d'autres termes que le premier chef du groupement de Luvungi, en la personne de KABWIKA, soit issu de cette famille régnante.

Bien plus, hormis Monsieur MUGOMBEKERE d'origine Burundaise, intronisé pour raison de neutralité, tous les successeurs de KABWIKA sont issus de la famille régnante.

Au fil des années, la population de Luvungi a été secouée par des troubles suivants :

- Vers 1950, guerre entre les Bafuliru et les Barundi ;
- En 1963, guerre entre les militants du MNC (Mouvement National Congolais) dirigé par MARANDURA et ceux du PNP (parti National Populaire). C'était au début de la rébellion Muleliste ;
- En 1967, lors de la guerre de SICRAM, Luvungi fût la base arrière de l'armée gouvernementale ;
- En 1996, la guerre de l'AFDL ;
- En 1998, la guerre du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) ;
- En 2004, l'insurrection du colonel MUTEBUTSI ;

Toutes ces guerres ont eu des répercussions néfastes sur la population de cette contrée notamment : pillage, meurtre, destruction méchante, viols et diverses violations de droits de l'homme.

3. Aspect socio-économique

* Santé : le premier dispensaire rural a vu le jour vers 1940 et se trouvait chez les Missionnaires Catholiques. Actuellement, la localité compte 3 centres de santé (Luvungi I, Luvungi II et Mirungu), 2 postes de santé (COMICO, Méthodiste) et 1 seul dispensaire privé. Pour l'heure la desserte en eau potable est inexistante dans le village et la population consomme l'eau de la rivière Luvubu qui est impropre.

* Education : La première école de la contrée a été créée en 1930, mais c'était une école d'alphabétisation en vue de former les cuisiniers, sentinelles, moniteurs agricoles, clercs, des militaires et municipaux.

Actuellement, la localité compte 7 écoles primaires et 4 écoles secondaires en état de délabrement.

* Economie : L'économie de Luvungi repose sur l'agriculture et l'élevage. Avant la colonisation, la population pratiquait les cultures vivrières (manioc, maïs, haricot, bananiers). Avec l'arrivée des blancs, il y eut imposition de rente, à savoir le coton et le café.

Actuellement, la population s'occupe de la culture de manioc, haricot, maïs, tomate, café, coton, bananiers…Quant à l'élevage, il est dominé par des bovins, lapins.

1.2.2. LA CITÉ DE SANGE

1. Aspect géographique

La cite de SANGE est limité :

- Au Nord : par le groupement Luberizi
- Au Sud : par le groupement de Kabunambo
- A l'Est : par le groupement de Kabunambo

- A l'Ouest : par le groupement de Kigoma

La population de cette cité est évaluée à 32.151 habitants toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

Avant les années 1885, le village de Sange était inhabité et couvert d'une savane dense dans la quelle on trouvait des animaux sauvages. Le village a été peuplé par deux grandes vagues migratoires.
La première fût celle de Barundi se refoulés de chez eux et qui sollicitèrent au Mwami de Bafuliru la plaine pour le pâturages et leurs vaches. La deuxième était constituée des Bafuliru venus de moyens plateaux (Lubarika,…)

- En 1921, le Belges découpèrent le territoire de Bafuliru en trois Chefferies, notamment Bafuliru, Barundi et Bavira ;
- En 1961, suite à la pression des Bafuliru, la chefferie Barundi prit le nom de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. D'où le mécontentement des Barundi ayant débouché sur la guerre entre ces derniers et le Bafuliru ;
- En 1988, Sange fut détaché de la chefferie des Bafuliru et devient une cité dont le premier chef fut NKWANA Zakabemba. Aujourd'hui, la cité est à son dixième chef, en la personne de Monsieur NDABWIRWA Malule ;

Cette entité a été en proie à des guerres suivantes :

- En 1964, la guerre de Mulele qui a contraint toute la population à fuir vers le Burundi ;
- En 1996, la guerre de l'AFDL qui a causé des nombreuses pertes en matériels et en vies humaines ainsi qu'un déplacement massif de la population ;
- En 1998, la guerre du RCD, plus destructive et meurtrière que celle de l'AFDL.

3. Aspect socio-économique

* Santé : La première formation médicale à Sange a été implantée dans le quartier

Rutanga, en 1930. C'est fut l'œuvre des missionnaires Catholiques. Actuellement, la cité compte 3 centres de santé (Nazareno, Sange Etat, Sange 8e CEPAC) et un poste de santé de NYAKABERE.

* Education : La première école a été créée en 1940. Il s'agit de l'école primaire Catholique de RUTANGA. Actuellement, la cité compte 7 écoles Primaires et 4 secondaires presque toutes en état de délabrement.

* Economie : L'économie de Sange repose sur l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. En ce qui concerne l'agriculture, les cultures les plus pratiquées sont : le manioc, le maïs, la haricot, l'arachide, le bananier.

La culture de coton, introduite par les Belges, est aujourd'hui abandonnée suite au manque d'accompagnement des paysans.

Pour ce qui est de l'élevage, la population de Sange élève des vaches, chèvres et la volaille. Mais aujourd'hui, d'une manière générale, l'élevage a beaucoup régressé, suite notamment à la guerre.

La cité est dotée d'un marché important autour duquel se concentrent des activités commerciales. C'est l'un des grands marchés que compte le territoire d'Uvira.

1.2.3. LE GROUPEMENT DE MAKOBOLA

1. Aspect géographique

Le groupement de Makobola est limité :

- Au Nord : groupement de Kalongwe
- Au Sud : territoire de Fizi (localité de Kamba)
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

Sa Population est estimée à 4.333 habitants dont 975 hommes, 1.205 femmes, 648 garçons et 1.505 filles.

2. Aspect historique

Les premiers occupants du groupement de Makobola furent des Bavira du clan BAHALU, en provenance du Sud avec à leur tête Monsieur BAHALU qui y régnât jusqu'à sa mort. Depuis ce temps, le groupement est dirigé par les chefs issus de ce même clan. La deuxième vague fût constituée par des Bafuliru du clan BAHAMBA, en provenance des moyens plateaux. La troisième vague est celle de Babembe sous le règne de KOTIKOTI. La quatrième vague est observée vers les années 1940 avec l'arrivée des Barundi fuyant leur pays pour raison d'insécurité, (conflits entre familles royales Hutu et Tutsi).

Au fil des années, la vie de la population de cette contrée a été perturbée par des événements ci-après :

- En 1964 : la rébellion muleliste avec comme conséquence : pertes en vies humaines, déplacement de la population vers les montagnes de Burundi, pillage des biens ;
- En 1967 : la seconde rébellion muleliste qui emporta le Chef KOTIKOTI Mulumba.
- Octobre 1996 : la guerre de l'AFDL ayant comme conséquence : Massacre de la population civile, pillage des biens, destruction des infrastructures socio-économiques, refuge de la population vers la Tanzanie.
- Août 1998, la guerre du RCD marquée par le pillage des biens, pertes excessives en vies humaines.
- Le 30/12/1998 : Affrontement entre les Maï-Maï et les troupes du RCD qui a fait 630 morts. Ces derniers ont été lâchement massacrés par les troupes du RCD.

3. Aspect socio-économique

* Santé : Le premier dispensaire fut créé en 1960 à kasenya par les missionnaires

Protestants ; puis à la suite ceux de Kimbanguiste et de Catholique.

* Education : La première école a été créée par l'église Catholique à Makobola – KAMBA, dans la localité de KALOMO. Elle sera plus tard déplacée près de la route principale et prendra le nom de l'école primaire SHIRIKA.

En 1968, une 2e école fut créée par les missionnaires Protestants appelée école primaire KAMBA avec un cycle primaire complet. Actuellement, le groupement compte 3 écoles primaires et une école secondaire toutes dans une situation de délabrement avancée.

* Economie : l'économie de Makobola repose essentiellement sur l'agriculture, la pêche et le petit commerce. Pour l'heure, l'élevage n'a pas encore repris, les bêtes ayant été dévastées par les différentes guerres qu' a connu le milieu.

Concernant l'agriculture, elle est basée sur les cultures suivants : le manioc, l'arachide, le haricot,…

Quant à la pêche : les paysans utilisent les techniques artisanales devenues de moins en moins performantes.

1.2.4. LE VILLAGE DE KIGONGO

1. Aspect géographique

- Au Nord : la rivière Kakumba (village katongo)
- Au Sud : groupement de Makobola-kamba
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : chaîne de Monts Mitumba

La Population de Kigongo s'élève à 3.800 habitants, toutes catégories confondues.

2. Aspect historique

Les premiers occupants de Kigongo furent des Bavira du clan Balingi et qui furent plus tard emportés, presque tous par la rivière KAKUMBA. Puis vinrent les Bahamba, suivis de Batumba, Babenga, Basimbi, Bakali, Bakomo, tous de la tribu bavira à laquelle étaient associées quelques familles de Babembe.

En 1972, on a assisté à l'arrivée de premiers Barundi de l'ethnie hutu à Kigongo.
Depuis l'époque précoloniale jusqu'à nos jours, la localité est sous le règne de Bahamba.

A des périodes différentes, la population de Kigongo a été victime des troubles et guerres suivants :

- En 1964 : la rébellion muleliste avec comme conséquence, la fuite de la population vers le Burundi, les pertes en vies humaines, le pillage des biens, la famine…
- En 1996 : la guerre de l'AFDL avec les mêmes conséquences que dans les autres villages précités
- En 1998 : la guerre du RCD avec les mêmes conséquences que la guerre précédente.

3. Aspect socio-économique

* Santé : La première formation médicale a été implantée en 1958 par le pouvoir public.
Actuellement, le village compte un seul centre de santé qui éprouve un sérieux problème de du manque d'équipement.

* Education : Les deux premières écoles primaires ont été créées en 1946 et 1947, respectivement par les églises Catholiques et protestantes.
Actuellement, le village compte deux écoles primaires et une école secondaire en situation précaire de fonctionnement.

* Economie : Les activités suivantes constituent la pierre angulaire de l'économie de

Kigongo.

* L'agriculture : manioc, haricot, maïs, canne à sucre, arachide, bananier,…
* La pêche : utilisation des techniques artisanales moins performantes.
* L'élevage : chèvres, vaches, volailles. Cette activité a été paralysée par la guerre, si bien qu'aujourd'hui plusieurs familles sont complètement dépourvues des animaux domestiques

1.2.5. LA CITE D'UVIRA

1. Aspect géographique

- Au Nord : par le groupement de Katala et Kagando
- Au Sud : groupement de Kalungwe
- A l'Est : le lac Tanganyika
- A l'Ouest : par la chefferie des Bavira (groupements Kabindula, kijaga, katala)

La Population de la cité d'Uvira est composée ([1]) de 143.594 nationaux (dont 26.368 hommes, 30.933 femmes, 44.164. filles, 42.129 garçons) et 920 expatriés.

2. Aspect historique

Les premiers occupants d'Uvira-centre furent des Bavira en provenance du sud, suivis de Bafuliru. Les autres communautés (Babembe, Barega, Barundi…) venues suite aux mouvements de la population.

Uvira-centre fût d'abord un ensemble des groupements de la collectivité chefferie des Bavira avant d'accéder, en 1988, au statut de la cité.

Depuis le 17^{e} siècle, le clan régnant de Benelenge règne sur la chefferie. Ainsi donc, à la tête des groupements, les chefs ou dirigeants sont toujours issus de la famille Benelenge.

[1] Tiré de :

Depuis la création de la cité, les chefs de cité sont désignés par les autorités provinciales. Actuellement la cité compte 17 quartiers : (Kalundu, Kilibula, Nyamianda, kabindula, songo, kimanga, Rombe I, Rombe II, Mulongwe, Kakombe, Kasenga, Kibondwe, Rugenge, Kavinvira,…).

La cité d'Uvira a été l'objet de différentes guerres qui ont bloqué son essor socio-économique notamment : les guerres de Mulele, de l'AFDL en 1996, du RCD en 1998 et l'invasion des Maï-Maï en octobre 2002.

3. Aspect socio-économique

* Santé : La première structure médicale a vu le jour vers les années 1940. C'était l'Hôpital Général de Référence. Actuellement, la cité compte 10 centres de santé et 4 centres hospitaliers privés.

* Education : Vers les années 1940, on assiste à l'installation des premières écoles primaires dont celle de la mission libre Suédoise à kasenga. Actuellement, la cité d'Uvira compte 38 écoles secondaires ; 51 écoles primaires et 4 Instituts Supérieurs.

*Economie : L'économie de la cité d'Uvira est basée sur le commerce, l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat. Suite à la guerre, toutes ces activités tournent au ralenti et la cité ne s'est pas encore remise effectivement de séquelles de la guerre.

Chapitre II. METHODOLOGIE

2.1. Composition de l'équipe

L'équipe de consultations d' Uvira est composée de 5 personnes, à savoir :

6. ABIAS RADJABU : superviseur
7. BITAWA GASIGWA : facilitateur
8. ETUNGANO BAHINDWA MARC : facilitateur
9. FULEMBE NESTOR : rapporteur
10. MIHIGO PASCAL : rabatteur.

2.2. Analyse des parties prenantes

Cette analyse s'est fait sous forme du tableau suivant :

N°	Partie prenante	Attentes (intérêts)	Impact sur la réduction de la pauvreté
1	Service publics, de sécurité et de justice	- assurer la sécurité et la justice - Disponibiliser des ressources nécessaires	- Faciliter de la circulation des biens et services - Diminution des tracasseries - Augmentation de la production - Amélioration des infrastructures socio-économiques
2	Les ONG	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
3	Les confessions religieuses	- Sensibiliser la population	- Augmentation de la population
4	Agriculteur – Eleveur	- Travailler courageusement	- Augmentation de la population
5	Les groupes les plus vulnérables	- Implication dans le processus de la réduction de la pauvreté	- Amélioration de leurs conditions de vie
6	Les commerçants	- Approvisionnement et écoulement des produits	- Accessibilité facile et à bon marché des produits manufacturés

2.3. Méthodes de la consultation utilisée

Tout au long de notre travail sur terrain, nous avons utilisé exclusivement la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP). Cela étant, nous avons donné de l'importance aux idées des habitants des sites ciblés, qui ont été amené eux-mêmes à identifier leurs problèmes, à hiérarchiser, à définir les pistes de solutions, et même à élaborer la planification des actions à réaliser, pour réduire la pauvreté dans leurs contrées respectives. La planification stratégique a porté essentiellement sur les problèmes prioritaires identifiés dans chaque site.

A cet effet, plusieurs outils de la MARP ont été utilisés notamment :
- L'interview semi structuré, la plus importante
- L'aperçu historique
- La carte sociale
- Le calendrier saisonnier
- La matrice d'analyse genre
- L'arrangement par préférence
- La matrice de planification stratégique
- L'observation directe
- Les sources secondaires

2.4. Territoire et choix de site

Dans le territoire d'Uvira, les sites suivants ont été choisis, à savoir :

- La cité d'Uvira
- La cité de Sange
- La localité de Luvungi
- La localité de Kigongo
- Le groupement de Makobola I.

Au départ, les villages de LEMERA et BIJOMBO avaient été ciblés, mais suite aux impératifs sécuritaires du moment, nous avons été amenés de limiter strictement notre rayon de travail.

2.5. Mobilisation sociale

La mobilisation sociale a été faite de manière suivie par l'équipe et plus précisément le rabatteur dans chaque site. Ce dernier mettait alors à profit son séjour pour contacter les autorités locales et les différentes catégories socioprofessionnelles, ainsi que pour distribuer les dépliants DSRP qui, ont été chaleureusement accueillis surtout en milieu rural.

En somme nous pouvons affirmer que la mobilisation sociale a réussi et cela se traduit par le nombre impressionnant de participants aux rencontres.

2.6. Limitation de la collecte des données

Il appert de souligner que la tache dévolue aux équipes de consultation était celle d'user des techniques et outils de la MARP à la collecte des données essentiellement « qualitatives »

2.7. Conclusion Partielle

Pour mener les consultations participatives à bon port dans le territoire d'Uvira, l'équipe a opté pour l'utilisation exclusive de la MARP. Mais compte tenu de temps très limité, seuls les outils de la MARP, jugés très utiles ont été davantage exploités. Cela ne revient pas à nier l'importance d'autres outils que nous n'avons pas utilisé qui pourtant peuvent être intournables dans d'autres situations.

Seulement, l'équipe a été butée à une difficulté réelle, celle d'opérer un choix raisonne sur les 500 personnes à consulter sur l'ensemble du territoire. Cela apparaît fastidieux, au regard de la problématique de la pauvreté. De plus, le temps imparti, soit quatre (4) jours par village, paraissait irréaliste, étant donné les impératifs et réalités inhérents à chaque site, notamment l'absence de moyens de transport ; la quasi- inexistence de voies de communication ; l'existence de bandes armées incontrôlées ; l'indisponibilité des personnes –ressources clés et autres parties prenantes influentes et importantes.

Quant à la mobilisation sociale, force est de constater que nous nous sommes limités seulement aux contacts et à la distribution des dépliants. Faute de moyens, la presse et les affiches n'ont pas été mises en contribution.

3.7. Problèmes de la communauté

3.7.1. Site de Luvungi

Problèmes	Causes	Conséquences
1. la population consomme l'eau la rivière Luvubu qui est impropre	- L'adduction d'eau est inexistante	- Prédominance des maladies d'origine hydriques
2. La justice est mal rendue et les DH sont bafoués	La magistrature n'est pas payée et est corrompue	- Les lois et la dignité humaine ne sont pas respectées
3. Les taxes et tracasseries sont exagérées	- Les agents de l'Etat ne sont payés - Multiplicité des services fiscaux illicites	- Appauvrissement de la population - Meurtre
4. L'accès de la population aux soins de santé est faible	- Revenu de la population est faible - Les centres de santé sont moins équipés - Un médecin disponible inexistant	- Taux de mortalité élevé
5. - La production agricole est faible - Les paysans ne sont pas accompagnés - Les riches occupent des vastes étendues des terres cultivables	- Terres cultivables sont insuffisantes - Les sols sont infertiles et appauvri - Les canaux d'irrigation sont inexistants - Les variétés des semences améliorées sont insuffisantes	- Famine - Insuffisance des revenus - Malnutrition sévère - Tension entre les riches détenteurs des vastes étendues et les paysans (conflit des terres).
6. Les routes de desserte agricole sont impraticables	-	-

7. Les sources d'énergies nouvelles sont inexistantes	-	-
8. Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	-	-
9. La plupart des commerçant ont abandonné leurs activités		
10. L'habitat est incommode pour la grande partie de la population		
11. Le rendement de l'élevage est faible		
12. Le marché n'est pas construit		
13. Un déséquilibre existe entre l'homme et la femme dans la prise de la décision		
14. La production des poissons est très faible		
15. Les bois de chauffe sont devenus de en plus rares		

3.7.2. Site de Sange

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1	La production agricole a baissé	- Insuffisance des canaux d'irrigation - Le barrage a été détruit - Perturbation chimique - Les outils agricoles sont rudimentaires - L'accompagnement des agriculteurs inexistants.	- Faim - Baisse des revenus - Malnutrition
2	L'inexistence de l'électricité	- Inexistence de micro centrale hydroélectrique	- Freinage des activité socio-

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
		- Inexistence d'un relais électrique	économique
3	L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces et très faibles.	- Centre hospitalier inexistant - Médecins inexistants - Soins de santé très chers	- Taux de mortalité élevé
4	Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	- Classes surpeuplés - Matériels scolaires inexistants - Enseignants sous qualifiés au niveau du secondaire - Recyclage des enseignants inexistant - Locaux incommodes	- Baisse du niveau intellectuel des élèves - Abandon
5	La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués	- Non respect de la loi - corruption - Chevauchement entre les services de l'ordre et de la justice - Les agents de l'ordre de la justice ne sont pas payés	- Insécurité de la population
6	Tracasseries et taxes exagérées		
7	L'accessibilité d'une partie de la population à l'eau potable est difficile		
8	Le rendement de l'élevage est faible		
9	L'habitat est incommode pour la plupart d'habitants		
10	La couverture de la population par les radios nationales est complètement inexistante.		
11	Le pont sur la rivière SANGE est		

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
	sur le point de s'écrouler		
12	Le marché de SANGE est en mauvais état		
13	Les bois de chauffe et d'œuvre d'art sont devenus rares		
14	L'artisanat est moins valorisé		
15	Dans les foyers, le contrôle des ressources et la prise de décision sont du ressort de l'homme.		
16	Les rapatriés sont abandonnés		

3.7.3. Site de Makobola

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
1	La population consomme l'eau de la rivière Kambekulu impropre	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique
2	Les soins de santé sont mal assurés	- Insuffisance des médicaments dans le centre de santé - La maternité est inexistante	- Morbidité et mortalité élevée
3	Les conditions de logement sont très mauvaises suite à la guerre	- plus de 90 % des maisons sont en paille - L'équipement est quasi inexistant dans des maisons	- Exposition de la population aux maladies
4	Les enfants étudient dans de très mauvaises Conditions	- Les locaux en très mauvais état - Bancs inexistants dans presque toutes les écoles - Situation matérielle des écoles est médiocre - Les enseignants sont mal payés	- Baisse du niveau des élèves
5	L'électricité est inexistante	- Il n'y a ni le micro-centrale hydroélectrique, ni l'extension du réseau S.N.E.L.	- Difficulté de transformer les produits agricoles - Difficulté de conserver les vaccins et les produits de test de groupage - Faible éclairage
6.	La circulation des biens et des personnes entre les villages du groupement Makobola est très difficile		
7.	Le marché est inexistant		
8.	La production agricole est		

N°	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
	faible		
9.	La capture des poissons a baissé au fil des années		
10.	L'élevage est quasi - inexistant		
11.	Les femmes sont plus chargés que les hommes		

3.7.4. Site de Kigongo

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES
1	L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales
2	Conditions de scolarisation sont médiocres	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont inexistants - Les enseignants sont mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.	- le niveau des élèves a baissé
3	Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant dans le centre de santé - Equipement est insuffisant à la maternité (2 lits seulement).	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité
4	La population consomme l'eau insalubre de la rivière Kakumba	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique
5	Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse de revenu
6	Le taux de scolarisation de filles est très bas (15-20 %)	- Coutumes et traditions	- Marginalisation de la femme dans la société
7	Le marché est en mauvais état	- Construction inexistante	- Exposition de la population aux maladies
8	La production agricole a baissé	- Le sol est appauvri - Les cultures sont dévastées par les maladies	- Insécurité alimentaire
9	La circulation des biens et des personnes est difficile	- Les routes de desserte agricole sont inexistantes - Les avenues sont inexistantes dans le village.	- Le transport des produits agricoles est difficile

Nº	PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUECES
10	L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage - Maladies - Sources de conflits - Revenus insuffisants	- Baisse du revenu - Difficulté à résoudre divers problèmes sociaux - Ménages n'ont pas accès à la viande (80 %)

3.7.5. Site d'Uvira - Centre

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
La production agricole a beaucoup baissée	- Irrégularité des pluies - L'appauvrissement du sol - La dégénérescence des semences - Pillage et vol - les outils aratoires sont rudimentaires - Dévastation des champs par les prédateurs - Insécurité	- Augmentation des prix des denrées alimentaires - Famine - Paupérisation des agriculteurs.
Les soins de santé sont mal assurés	- Manque des médicaments - Les formations sanitaires sont mal équipées - L'inexistante des médecins spécialisés - Les personnels de santé démotivés - Certains médicaments sont périmés - Le coût élevé - Mauvaise prise en charge.	- Le taux de mortalité élevé.
Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	- Effectif pléthorique - Corruption - Les enseignants moins qualifiés - Les manuels scolaires sont presque inexistants - Les écoles techniques sont insuffisantes et mal équipées	- Baisse du niveau des élèves
L'approvisionnement de la population en eau potable est mal assuré	- Coupures fréquentes d'eau - Desserte inexistante dans certains quartiers - Les installations sont vétustes - L'eau de KALUNDU est de mauvaise qualité	- Prévalence des maladies d'origines hydriques
La capture des poissons a beaucoup	- Les techniques des pêches moins performantes	- Malnutrition - Baisse du volume de

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
baissée	- Destruction des écosystèmes du lac - Pêche non réglementée.	production des pêcheurs.
L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage et vol - Le pâturage non amélioré - Les soins vétérinaires inexistants	- Paupérisation des éleveurs - La consommation de la viande et du lait quasi-inexistante pour la population moyenne.
L'approvisionnement en électricité est mal assuré	- Coupures fréquentes suite à la vétusté des installations - Les lignes à haute tension passent par le Burundi - Le coût est forfaitaire et très élevé.	- Beaucoup de ménages n'ont pas d'électricité - Les unités de production tournent au ralenti (arrêt intempestif) - Hausse de prix de la farine de maïs et de manioc - Circulation difficile
Tracasseries et taxes exagérées et multiples	- Le non- paiement des agents administratifs et de l'ordre - Service de fiscalité mal organisé	- Augmentation exagérée de prix sur le marché - Enrichissement illicite certains agents de l'état.
La justice est mal rendue et les droits de l'homme sont bafoués	- Corruption - Ignorance de la loi - Incompétence des agents judiciaires - Chevauchement entre différents services - Torture dans les cachots de fortune - Arrestation arbitraires - Les agents judiciaires sont démotivés	- Tendance à se rendre justice - Méfiance vis-à-vis des instances judiciaires (juridictions opérationnelles dans le site)
La route principale et les avenues sont menacées par l'érosion	- Canalisations inexistantes ou bouchées - Un pont est sur le point de s'écrouler sur la route principale (chez BALECAR)	- Les avenues impraticables - Les camions ne passent presque plus sur le pont BALECAR - Destruction de la cité - Calamité.

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
Les enfants d'Uvira accèdent difficilement à l'enseignement supérieur universitaire de qualité	- Instituts supérieurs et universités officiels inexistants	- Niveau bas - Nombre réduit des cadres universitaires
Les conditions de logement sont mauvaises pour une grande partie de la population	- Coût élevé des matériaux de construction - Faible revenu de la population - Guerre	- Exposition aux maladies
La cité est mal urbanisée	- Certains quartiers n'ont pas d'avenues - Constructions anarchiques - Irresponsabilité des services d'Urbanisme et Affaires Foncières	- Circulation difficile
Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Pauvreté - Relation sexuelle extraconjugale - Guerre - Proximité avec les villes très affectées.	- Mortalité élevée - Augmentation du nombre des veuves et orphelins - Diminution de la main d'œuvre
Les bois de chauffe devenus rares	- Déboisement excessif - Mauvaise gestion du bois et de la braise	- Surcharge de la femme - Coût élevé des bois, des braises et des planches
Les femmes sont plus chargées que les hommes	- Coutumes et traditions	- Maladies - Abrutissement
Le transport urbain est mal organisé	- Les bus sont inexistants - Les infrastructures sont vétustes	- Excès des taxis vélos - Délinquance juvénile
Trop peu des gens ont accès aux moyens modernes de communication et d'information.	- Les téléphones fixes inexistants - Les téléphones mobiles sont chers - L'Internet est insuffisant et cher - La radio et la télévision nationales n'atteignent pas nos milieux.	- Ignorance - Sous information - Rumeur.

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES
Tous les marchés d'Uvira sont en mauvais état	- Les nouvelles constructions et la réhabilitation des anciens marchés sont inexistantes - Exiguïté des marchés suite à la spoliation de leurs terrains	- Exposition aux maladies
Le sport et loisir ont beaucoup régressé	- La construction du stade inexistante - Les équipes manquent des sponsors - Bibliothèques, salles de spectacles inexistantes - Terrains insuffisants	- Fuite des joueurs - Délinquance juvénile

5.5. PLANIFICATION PARTICIPATIVE LUVUNGI

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	indicateurs	Source de vérification	Facteurs de blocage
1. la population consomme l'eau impropre	L'adduction d'eau est inexistante	Prédominance des maladies	D'ici fin 2006, 70% de ménages de Luvungi auront accès à l'eau potable	Mise en œuvre d'un système d'approvisionnement de la population en eau potable	Sensibiliser la population - Etudier la faisabilité d'un projet d'adduction d'eaux - Rechercher de fonds - Réaliser une adduction d'eau - faire le plaidoyer - appuyer le fonctionnement de SNHR et de la REGIDESO	Population de Luvungi - ONGD locales & internationales - Ministères de la Santé et des Affaires Sociales - REGIDESO - Bailleurs de fonds	- Nbre des robinets implantés sur la proportion de 70% de ménages dépourvus. - Qté des factures de consommations domestiques et commerciales payées a la REGIDESO respectivement par les ménages et les opérateurs économiques	-rapports d'activités d'ONGD ; - rapports annuels des Ministères de la Santé et des Affaires Sociales ; - rapports d'activités de la REGIDESO - Diverses pièces comptables - Divers P.V. et comptes rendus des réunions. - Rapports annuels des centres de santé	- manque de financement - guerre - mauvaise gouvernance
2. La justice	La	- Les lois et la	En 2006, des	- Mise sur pied	- Sensibiliser et	- Population de	- jusque fin	- Rapports	- mauvaise

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	indicateurs	Source de vérification	Facteurs de blocage
est mal rendue et les DH sont bafoués	magistrature n'est pas payée et est corrompue	dignité humaine ne sont pas respectées	cas d'injustice et de violation des droits humains seront réduits de 60 %	d'un système de contrôle efficace - Vulgarisation des textes réglementaires relatifs aux droits humains fondamentaux en vigueur dans le pays	former la population sur les DH - Payer les juges et magistrats de façon satisfaisante et sanctionner les corrompus - appuyer et accompagner les magistrats	Luvungi - ONGDH et autres Associations - Cours et Tribunaux - Ministères de la Justice et de Droits Humains	2006, 60% des détenus d'opinions et victimes d'injustices recouvrent la liberté ; - libre circulation des personnes et des biens - libre expression et accès aux Medias - accès libre à l'information dans tout le pays à travers les canaux indiqués.	annuels des Ministères de la Justice et Droits Humains et Fonction Publique, - Rapports d'activités des ONGDH - Rapports annuels des Juridictions	gouvernance - Manque de financement - la guerre
3. Les taxes et tracasseries sont excessives	- Les agents de l'Etat sont impayés - Multiplicité des services fiscaux illicites	- Appauvrissement de la population - Meurtre	- En 2006, les taxes illicites seront diminuées de 90 % et les tracasseries	- Mise sur pied d'un système de contrôle efficace	- Payer de façon satisfaisante les agents de l'Etat - Supprimer les services fiscaux illicites	- Population de Luvungi - FEC - Organisations d'encadrement	- Absence des grèves de revendication par les opérateurs économiques et	- comptes rendus des conseils des Ministres ; - Rapports annuels des	- Mauvaise gouvernance - Guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	indicateurs	Source de vérification	Facteurs de blocage
			de 70 %		- Appuyer et accompagner les agents de fisc et autres agents de l'Etat - Moderniser le fonctionnement des Régies Financières ; - Faire le plaidoyer - renforcer le dynamisme et la collaboration entre les Ministères de l'Economie, Finances, la FEC, la Police Economique, l'ANR et les Juridictions correctionnelles.	des communautés de base - Ministères de l'Economie, Finances, FEC, Police Economique, ANR, Autres Juridictions correctionnelles	autres corporations socio-professionnelles (Association des Chauffeurs du Congo, ACCO…) au cours de l'année 2006. - stabilité des prix de denrées de première nécessite, tout au long de l'année 2006. - au cours de l'année 2006, un Nbre impressionnant des malfaiteurs et inciviques emprisonnés après jugement.	Ministères des Finances ; Economie & Industrie ; Petites et Moyennes Entreprises ; Fonction Publique - Rapport annuel de la FEC - Rapports d'activités des organisations d'encadrement de communautés de base (COPEMECO …) - Rapports annuels de l'INS (Institut National de la Statistique) et IRES (Institut	

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	indicateurs	Source de vérification	Facteurs de blocage
								de Recherches en Sciences Economiques et Sociales)	
4. L'accès de la population aux soins de santé est faible	- Revenu de la population est faible - Les centres de santé sont moins équipés - Un médecin disponible inexistant	- Taux de mortalité élevé - Famine	- D'ici juin 2006, l'accès de la population aux soins médicaux efficaces sera augmenté de 60%	- Mise sur pied d'un système d'appui de service sanitaire	- Equiper les Centres de santé - Construire un centre hospitalier - appuyer et accompagner le personnel soignant. - rechercher le financement	- Population de Luvungi - ONG et Associations locales - Ministères de la Santé et Affaires Sociales - Bailleurs de fonds	- au cours de l'année 2006, 100 médecins dont 20 spécialistes et 80 généralistes sont mis à la disposition de la contrée. - X quantité de matériels médicaux acquis et mis à la disposition des centres de santé.	- Rapports du Ministères de Santé et Affaires Sociales - Rapports des ONG oeuvrant dans le domaine de la Santé - Rapports de Centres de Santé opérationnels - Divers rapports sur la Santé au niveau national - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - guerre

Problèmes	Causes	Conséque-nces	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsa-bilités	indicateurs	Source de vérification	Facteurs de blocage
5. La production agricole est faible	- Terres cultivables sont insuffisantes - Les sols sont infertiles et appauvris - Les canaux d'irrigation sont inexistants - Les variétés des semences améliorées sont insuffisantes - Les paysans ne sont pas accompagnés - Les riches occupent des vastes étendues des terres cultivables	- Insuffisance des revenus - Malnutrition sévère - Tension entre les riches détenteurs des vastes étendues et les paysans	D'ici fin 2006, la production agricole a été augmentée de X %	- Mise sur pied d'un système pour la production agricole	- Fertiliser le sol - Tracer des canaux d'irrigation - Accompagner techniquement les paysans - Disponibiliser des semences améliorées de différentes variétés - Redistribuer les terres équitablement. - Initier une concertation sur la perspective de reforme agraire ; - chercher les fonds	- Population de Luvungi - ONG et Associations locales - Ministères de Agriculture et Développement Rural -Services Publics et Organismes spécialisés (SENASEM, INERA, FAO…)	- D'ici fin 2006, la production agricole par ménage passe de 20 Kgs à 100 Kgs de produits agricoles par saison culturale par are - X Qté des matériaux agricoles acquis et mis a la disposition des ménages. - 1 réunion tenue/ mois sur la reforme agraire - 1 session d'évaluation tenue/ semestre avec les bailleurs de fonds.	- Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Rapports annuels des Ministères de l'Agriculture et Développement Rural - Rapports de Services Publics et Organismes spécialises (SENASEM, INERA, FAO…) - Diverses pièces comptables	- guerre - mauvaise gouvernance - manque de financement

PLANIFICATION PARTICIPATIVE SANGE

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
La production agricole a baissé	- Insuffisance des canaux d'irrigation - Le barrage a été détruit - Perturbation chimique - Les outils agricoles sont rudimentaires - L'accompagnement des agriculteurs inexistants.	- Faim - Baisse des revenus - Malnutrition	- En 2006, la production agricole augmentera de X% à Sangé	- Mise sur pied d'une mécanisme d'appui à la production paysanne	- Augmenter des canaux d'irrigation - Reconstruire le barrage - Disponibiliser des tracteurs - Relancer l'attraction bovine - Payer les agronomes - chercher des fonds - appuyer et accompagner les agriculteurs	- population de SANGE - ONG et Associations locales - Ministères de l'Agriculture et Développement Rural - Services Publics et Organismes spécialisés (SENASEM, INERA, FAO…)	- D'ici fin 2006, la production agricole par ménage passe de 25 Kgs a 125 Kgs des produits agricoles par saison culturale par are - X Qté des matériaux agricoles acquis et mis a la disposition des ménages - 1 session d'évaluation tenue/ semestre avec les bailleurs de fonds	- Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Rapports annuels et actes réglementaires pris par les Ministères d'Agriculture et Développement Rural - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Diverses pièces	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
								comptables	
L'inexistence de l'électricité	- Inexistence de micro centrale hydroélectrique - Inexistence d'un relais électrique	- Freinage des activité socio-économique	- D'ici 2007, la cité de Sangé approvisionnée en électricité à 70 %	- Mise sur pied d'un système d'électrification de Sangé	- Installer une micro - centrale hydro électrique à MASHUBA ou relier Sangé à un réseau électrique à partir de Kamanyola - raccorder des ménages dépourvus - Appuyer et accompagner la SNEL - Chercher des fonds	- Population de SANGE - ONGD et Associations locales - Ministères de l'Energie, de Plan et Reconstruction,de Développement Rural, de Finances. - SNEL - Bailleurs de fonds	D'ici 2007 : - Nbre des ménages où l'ampoule est allumée, parmi les ménages dépourvus - Qté des factures payées à la SNEL pour les consommations domestiques et opérateurs économiques. - Qté des matériels électriques et fournitures de centrales hydroélectriques acquis, implantés, et raccordés dans la contrée.	- Rapports d'ONGD et Associations locales - Rapports annuels des Ministères intéressés - Rapport d'activités de la SNEL - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
L'accessibilité d'une partie de la population aux soins de santé efficaces est très faible.	- Centre hospitalier inexistant - Médecins inexistants - Soins de santé très chers	- Taux de mortalité élevé	- D'ici 2006, taux d'accessibilité de la population de SANGE aux soins de santés efficaces accru à 80 %	- Apporter un appui substantiel au secteur de santé à SANGE	- Construire un centre hospitalier - Disponibiliser des médecins à SANGE - Subventionner les centres en médicaments - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales - appuyer et accompagner le personnel soignant - chercher le financement	Au cours de l'année 2006 : - 100 médecins dont 75 généralistes et 25 spécialistes sont mis à la disposition de la contrée. - X Qté des matériels médicaux et fournitures de construction acquis et mis à la disposition des centres de santé - Nbre impressionnant des personnes (écoliers, étudiants, paysans, fonctionnaires, handicapés, militaires,…) vaquent	- Population de SANGE - ONG et Associations oeuvrant dans le domaine de la santé - Ministères de la Santé, Développement Rural et des Affaires Sociales - Bailleurs de fonds	- Rapports annuels et actes réglementaires des Ministères concernés - Rapports d'activités des ONG et Associations oeuvrant dans le domaine de la Santé - Divers comptes rendus - Diverses pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
						normalement à leurs occupations - 1 session d'évaluation tenue / semestre avec les bailleurs de fonds			
Les enfants étudient dans des mauvaises conditions	- Classes surpeuplés - Matériels scolaires inexistants - Enseignants sous qualifiés (au niveau secondaire) - Recyclage des enseignants inexistants - Locaux incommodes	- Baisse du niveau intellectuel des élèves - Abandon et pratique de l'école buissonnière - hausse du taux de perdition	- D'ici l'année scolaire 2005-2006, les conditions d'études seront améliorées à 60 %	- Mise sur pied d'un système d'appui à l'Education Nationale	- construire des nouvelles écoles - réhabiliter les écoles en état de destruction - Doter les écoles des matériels scolaires nécessaires - appuyer et accompagner le personnel enseignant - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales	- Population de SANGE - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation -Ministères de l'Education, des Affaires Sociales, - Services Publics et Organismes spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous - Divisions de l'Enseignement,	Au cours de l'année scolaire 2005-2006 : - X Qté des fournitures scolaires acquises et mises à la disposition des Ecoles concernées, - X % d'élèves fréquentant les écoles réhabilitées et nouvellement construites réussissent brillamment.. - X Qté de dons	- Rapports annuels des Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales ; - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation - Rapports annuels de Services Publics et Organismes spécialisés	- Manque de financement -Mauvaise gouvernance - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					- chercher les fonds et tisser des nouvelles relations de partenariat avec les tiers.	UNESCO…)	et subventions reçus. - 2 Réunions d'évaluation tenues / trimestre entre les écoles concernées et leurs partenaires.	- Divers palmarès consultés, -Divers rapports. - Divers P.V. des réunions. - Diverses pièces comptables.	
La justice est mal rendue et les droits humains sont bafoués	- Non respect de la loi - corruption - Chevauchement entre les services de l'Ordre et de Justice - les agents de l'ordre de la justice ne sont pas payés	- Insécurité de la population	- D'ici l'an 2006, les cas d'injustice et de violation de D.H ont diminué de 65 %	- Mise sur pied d'un système de suivi et contrôle judiciaires efficace	- Sensibiliser et former la population sur le D.H. - Sanctionner les coupables - Donner des instructions aux agents de l'ordre et de justice. - payer les agents de l'ordre et de justice - appuyer et	- jusque fin 2006, X % des détenus d'opinions et victimes d'injustice recouvrent la liberté et réhabilités dans leurs droits. - libre circulation des personnes et de leurs biens - libre expression accès aux medias - accès libre aux	- Population de SANGE - ONGD et autres Associations de Défense de Droits de l'Homme - Cours et Tribunaux - Ministères de la Justice et de Droits Humains - Partenaires internationaux	- Rapports annuels des Prisons - Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine. - Rapports annuels des	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					accompagner le personnel de la magistrature - chercher des fonds	informations sur toute l'étendue à travers les canaux indiqués		Juridictions compétentes. - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions.	

PLANIFICATION PARTICIPATIVE DE MAKOBOLA

Problèmes	**Causes**	**Conséquences**	**Objectifs**	**Stratégies**	**Activités**	**Responsabilités**	Indicateurs	**Sources de vérification**	**Facteurs de blocage**
La population consomme de l'eau impropre	La desserte en eau potable est inexistante	- Prévalence des maladies d'origine hydrique	- D'ici 2007, 65 % de la population de Makobola aura accès à l'eau potable	- Mise en place d'un mécanisme d'approvisionnement en eau potable	- Sensibiliser la population - Etudier la faisabilité d'un projet d'eau à Makobola - Réaliser une adduction d'eau à Makobola - appuyer le fonctionnement de la REGIDESO - Chercher les fonds	-Population de Makobola - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de l'Energie - Partenaires internationaux	- Nbre de robinets implantés sur la proportion de 65 % des ménages dépourvus - Qté des factures de consommations domestiques et commerciales payées à la REGIDESO respectivement par les ménages et opérateurs économiques.	- Rapports annuels des centres de santé. - Rapports annuels des Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de l'Energie. - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans ce domaine, - Rapport d'activités de la REGIDESO, - Divers P.V. et comptes rendus de réunions, -Diverses	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
								pièces comptables	
Les soins de santé sont mal assurés	- Insuffisance des médicaments aux centres de santé - La maternité est inexistante	- Morbidité et mortalité élevées	- D'ici 2006, 70 % de la population de Makobola aura accès aux soins de santé efficaces	- Mise en place d'un mécanisme efficace d'appui au service de santé	- Approvisionner suffisamment et régulièrement les centres de santé en médicaments. - Construire des maternités -appuyer et accompagner le personnel soignant - chercher des fonds -	- Population de Makobola - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de la Santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et du Développement Rural - Partenaires internationaux (OMS,…)	Au cours de l'année 2006 : - X Qté des médicaments ; matériels médicaux et matériaux de construction acquis et mis à la disposition des centres de santé - 10 maternités (dont 6 publiques et 4 privées) ont été érigées au profit de la contrée - X Qté des fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Divers P.V. et comtes rendus des réunions - Diverses pièces comptables -	- Bonne gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							médicales reçues des partenaires à titre de subventions et dons, - un Nbre impressionnant des personnes vaquent normalement et en bonne santé à leurs occupations,		
Les conditions de logement sont très mauvaises suite à la guerre	- plus de 90 % des maisons sont en paille - L'équipement est quasi inexistant dans des maisons	- Exposition de la population aux maladies	- D'ici fin de l'année 2007, les conditions de logement 60 % de la population ont été améliorées.	- Mise en place d'un système d'appui à l'habitat rural	- Octroyer des crédits en matériaux de construction - construire de logements sociaux convenables - rechercher des fonds	- Population de Makobola - ONGD et Associations locales - Partenaires internationaux - Ministères des Affaires Sociales et celui ayant en charge	D'ici fin 2007 : - 1000 habitations sociales construites et données à crédit aux nécessiteux, - X Qté des matériaux de	- Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine du social - Rapports annuels des Ministères des Affaires	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					- redynamiser et appuyer le fonctionnement de services d'Urbanisme, Affaires Foncières et Habitat, - lotir des nouveaux quartiers en faveurs de populations pauvres de la contrée	l'Urbanisme et l'Habitat	construction acquis et distribués aux nécessiteux sur toute l'étendue de la contrée -	Sociales et celui ayant en charge l'Urbanisme et l'Habitat	
Les enfants étudient dans très mauvaises Conditions	-locaux en très mauvais état - Bancs inexistants dans presque toutes les écoles - La situation matérielle des écoles est médiocre - Les	- Baisse du niveau des élèves	- A partir de 2006, les conditions de scolarisation des enfants de quatre (4) écoles de Makobola seront améliorées.	- Appui au secteur de l'Education Nationale	- Construire une école secondaire - Réhabilité 3 écoles primaires - Equiper les écoles - Payer un salaire convenable aux	- Population de Makobola - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine du social - Ministères de l'Education Nationale et des Affaires Sociales - Services Publics et Organismes	Au cours de l'année scolaire 2005-2006 : - X Qté des matériaux de construction acquis et mis à la disposition des écoles concernées	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisées - Rapports	- Bonne gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	enseignants sont mal payés				enseignants - appuyer et accompagner le personnel enseignant - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales - Chercher des fonds	spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous - Division de l'Education, UNESCO…)	- X Qté des fournitures scolaires reçues à titre de subvention et dons, - X % d'élèves fréquentant les écoles réhabilites et nouvellement construites réussissent brillamment - 2 réunions d'évaluation tenues / trimestre entre les écoles concernées et leurs partenaires	d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine du social - Divers P.V. et compte rendus des réunions - Diverses pièces comptables	
L'électricité est inexistante	- Inexistence de micro-	- Difficulté de transformer les	- D'ici 2008, 50 % des	- Mise sur pied d'un	- Construire une	-Population - ONGD et	D'ici 2008 : - Nbre des	- Rapports annuels des	- Bonne gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	centrale hydro-électrique et extension du réseau SNEL	produits agricoles - Difficulté de conserver les vaccins et les produits de test de groupage - Quasi-absence d'éclairage	ménages seront approvisionnes en électricité	mécanisme d'approvisionnement en électricité	microcentrale sur la rivière Kashangazi - Etendre le réseau. SNEL - Appuyer et accompagner la SNEL - chercher des fonds - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales	Associations locales - Ministères de l'Energie, des Affaires Sociales et Développement Rural, de Finances - SNEL - Partenaires internationaux	ménages ou l'ampoule est allumée, parmi des ménages dépourvus - Qté des factures payées a la SNEL pour des consommations domestiques et celles des opérateurs économiques - Qté matériels électriques et fournitures de microcentrale acquis, implantés et raccordés sur toute l'étendue de	Ministères directement concernés -Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine - Rapport annuel de la SNEL - Divers P.V. et Comptes rendus de réunions - Divers documents de travail - Diverses pièces comptables	- Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							la contrée		

PLANIFICATION PARTICIPATIVE DE KIGONGO

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
L'électricité est inexistante	Le relais du village au réseau électrique est inexistant.	-La transformation des produits agricoles est difficile - Blocage des activités artisanales et autres - Insécurité pour les personnes et leurs biens	- D'ici la fin 2006, 70 % de la population de Kigongo aura accès à l'électricité	- Mise sur pied de mécanisme d'approvisionnement en électricité en milieu rural	- Etudier la faisabilité de l'approvisionnement et de la desserte (projet) - Relier Kigongo au réseau SNEL à partir de Kalundu (distant de 6 Km de Kikongo) - appuyer le	- Population de Kigongo - ONGD et Associations locales - Ministères de l'Energie, des Affaires Sociales et du Développement Rural - SNEL - Partenaires internationaux	D'ici fin 2006 : - Nbre des ménages où l'ampoule est allumée, parmi des ménages dépourvus - Qté des factures payées à la SNEL pour des consommations domestiques et celles des opérateurs	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations locales - Rapport d'activités de la SNEL - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					fonctionnement de la SNEL - Chercher des fonds		économiques - Qté des matériels électriques et fournitures diverses acquis, implantés et raccordés dans la contrée - Qté des matériels reçus à titre des dons et subventions - 2 réunions d'évaluation/ semestre entre la SNEL et divers partenaires impliqués	- Diverses pièces comptables	
Conditions de scolarisation des enfants sont	- Les locaux sont délabrés - Les bancs sont	- le niveau des élèves a baissé	- D'ici la fin 2006, les conditions de scolarisation	- Mise sur pied d'un programme d'appui aux	- Construire 2 écoles et réhabiliter 1 école	- Population de Kigongo - ONGD et Associations	D'ici fin 2006 : - X Qté des fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement	- Manque de financement - Guerre - Mauvaise

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
médiocres	inexistants - Les enseignants sont mal payés - Les matériels didactiques très insuffisants.		des enfants sont améliorées.	écoles	- Doter toutes les écoles des bancs et autres équipements - Payer les enseignants - appuyer et accompagner les établissements scolaires - Chercher des fonds	oeuvrant dans le domaine de l'Education - Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales, Services Publics et Organismes spécialisés (Inspection Générale de l'Education, Division et Sous-Division de l'Enseignement, UNESCO,…)	scolaires acquises et mises à la disposition des écoles concernées - X % d'élèves fréquentant les écoles réaménagées réussissent brillamment - X Qté de dons et subventions reçus	concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation - Divers palmarès consultés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	gouvernance
Les soins de santé sont mal assurés	- Le laboratoire est inexistant dans les centres de santé	- Le diagnostic est mal fait - Taux élevé de la mortalité	- A partir de janvier 2006, 65 % de la population aura accès aux soins de	- mise sur pied d'un mécanisme d'appui aux structures de santé en	- Installer des laboratoires dans les Centres de santé	- Population locale - ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de la	- Nbre de laboratoires implantés dans la contrée - X Qté quantité des matériels et	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
	- Equipements insuffisants dans les maternités.		santé efficaces.	milieu rural	- Equiper la maternité - Construire des centres de santé - appuyer et accompagner le personnel soignant	santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et de Développement Rural, - Services Publics et Organismes spécialisés (Division et Sous-Division de la Santé, OMS…)	diverses fournitures médicaux et matériaux de construction acquis et mis à la disposition des Centres de santé identifiés - Nbre de réunions d'évaluation tenues / semestre entre les Centres de santé concernés et leurs partenaires	d'activités des ONGD et Associations Concernés - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Divers documents utiles - Diverses pièces comptables	
La population consomme l'eau	La desserte en eau potable est	- Prévalence des maladies d'origine	- A partir de janvier 2006, au moins 70	- Mise sur pied d'un programme	- Etudier la faisabilité et l'opérationnal	- ONGD et Associations oeuvrant dans le	- Nbre de robinets implantés sur la	- Rapports annuels des Ministères	- Mauvaise gouvernance - Manque de

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
insalubre de la rivière Kakumba	inexistante	hydrique	% de la population de Kigongo aura accès à l'eau potable	d'approvisionnement en eau potable en milieu rural	ité du projet - Appuyer et redynamiser le fonctionnement de la REGIDESO - Réaliser une adduction d'eau à partir de la source MAGUNGA - Chercher des fonds	domaine de la santé - Ministères de la Santé, du Développement Rural, des Affaires Sociales et de l'Energie - Services Publics et Organismes spécialisés (Ecole de Santé Publique, OMS,…) - Autres partenaires internationaux	proportion des ménages dépourvus - X Qté des factures payées pour les consommations domestiques et celles des opérateurs économiques - X Qté des fournitures et matériels acquis et mis à la disposition de la contrée - X Qté des fournitures et matériels reçus à titre des subventions et dons	directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le domaine de la santé - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables	financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
Le rendement de la pêche a beaucoup baissé	- Les eaux sont polluées par les usines de Burundi. - Les techniques de pêche sont dépassées (archaïques) - Surexploitation du lac - Perturbation climatique	- Malnutrition - Baisse des revenus	- D'ici la fin 2007, la capture de poissons a été augmentée de 60 % à Kigongo.	- Mise sur pied d'un système d'appui aux activités de pêche	- Appliquer les accords établis entre le Burundi et la RDC sur la protection des eaux du lac tanganyika. - Octroyer des crédits aux unités de pêche motorisées - Appliquer les règlements existants sur l'exploitation rationnelle du lac Tanganyika - mener une diplomatie	- ONGD et Associations oeuvrant dans le secteur - Ministères de l'Agriculture, Pêche et l'Elevage, de Développement Rural et de l'Environnement et Conservation de la Nature - Partenaires internationaux	- X volume de production (en augmentation) obtenu à Kigongo après normalisation de la situation - X Qté des matériels et fournitures diverses de pêche acquis et mis à disposition des unités de pêche opérationnelles sur le lac Tanganyika - X Qté des matériels et fournitures reçus à titre de subvention et dons au profit	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations oeuvrant dans le secteur - Rapport d'activités de l'Office (Service Public) ayant en charge la gestion de la Pêche.	- Absence de bonnes relations de voisinage entre la RDC et le Burundi - Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					agissante -appuyer l'Office Public (Service Public) fonctionnant sous tutelle du Ministère de l'Industrie et de l'Agriculture, Pêche et Elevage - chercher des fonds		des unités opérationnelles sur le lac Tanganyika		

PLANIFICATION PARTICIPATIVE DE CITE UVIRA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
La production agricole a beaucoup baissée	- Irrégularité des pluies - L'appauvrissement du sol - La dégénérescence des semences - Pillage et vol - les outils aratoires sont rudimentaires - Dévastation des champs par les prédateurs - Insécurité	- Augmentation des prix des denrées alimentaires - Famine - Paupérisation des agriculteurs.	- D'ici l'année 2006, la production agricole globale sera augmentée de X %	- Mise sur pied d'un mécanisme d'appui aux activités agricoles	- Pratiquer l'irrigation là où se possible. - Pratiquer la rotation des cultures ' l'assainissement et le compostage. - Rendre disponible les produits phytosanitaires. - Redynamiser l'accompagnement des agriculteurs - Introduire la culture attelée - Appuyer les agriculteurs - Chercher des fonds - Faire le	- Population de la Cité d'Uvira - ONGD et autres Associations oeuvrant dans le domaine de l'agriculture - Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage, du Développement Rural, de l'Environnement et Conservation de la Nature, - Services Publics et Organismes Spécialisés (SENASEM, INERA, FAO,…) - Autres partenaires	D'ici fin 2006 : - la production agricole par ménage passe de 30 Kgs à 130 Kgs de produits agricoles par saison culturale par are - X Qté des matériels et autres fournitures acquis et mis a la disposition des ménages agriculteurs.	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et Associations locales - Rapports annuels des Services Publics et Organismes spécialisés - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions - Diverses pièces comptables - Divers	- Mauvaise gouvernance - Guerre -Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales en faveur des agriculteurs - Tisser des alliances de partenariat avec d'autres partenaires.		- X Qté des matériels agricoles et autres fournitures reçus a titre de subventions et dons en faveurs des agriculteurs	documents relatifs au problème sous examen	
Les soins de santé sont mal assurés	- Manque des médicaments - Les formations sanitaires sont mal équipées - L'inexistante des médecins spécialisés - Les personnels de santé démotivés - Certains médicaments sont périmés - Le coût élevé - Mauvaise prise en charge.	- Le taux de mortalité élevé.	D'ici 2007, les soins de santé de la population de la Cité d'Uvira sont améliorés et bien assurés à 65%	Mise sur pied d'un système efficace d'appui aux formations médicales de la Cité d'Uvira	- Doter l'hôpital d'Uvira des médecins. - Assurer un salaire suffisant et régulier au corps médical. - Renforcer le contrôle de médicaments vendus dans les officines. - Appuyer et accompagner le personnel	- Population locale - ONGD et Autres Associations oeuvrant dans le domaine de la Santé - Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et du Développement Rural - Services Publics et Organismes	Au cours de l'année 2007 : - 50 médecins spécialistes sont à la disposition de la population de la Cité d'Uvira - X Qté des matériels et autres fournitures médicaux sont acquis et	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations oeuvrant dans le domaine de la santé - Rapports annuels des	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					soignant -Chercher des fonds - Tisser des alliances de partenariat avec d'autres partenaires extérieurs.	spécialisés (Ecole de Santé Publique, OMS,…) - Autres partenaires	mis a la disposition des formations médicales identifiées - X Qté des matériels et autres fournitures reçus à titre de subventions et dons en faveur de la population de la cité d'Uvira - Nbre impressionnant des personnes (écoliers, militaires, vieillards, femmes,…) vaquent normalement	Services Publics et Organismes spécialisés concernés - Divers documents relatifs au problème sous examen - Divers P.V. et Comptes rendus des réunions	

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							à leurs occupations		
Les conditions de scolarisation sont mauvaises.	- Effectif pléthorique - Corruption - Les enseignants moins qualifiés - Les manuels scolaires sont presque inexistants - Les écoles techniques sont insuffisantes et mal équipées	- Baisse du niveau des élèves	- D'ici la fin de l'année 2007, les conditions de scolarisation améliorées de 50 % dans les écoles publiques et conventionnées	- Mise sur pied d'un système efficace d'appui aux écoles	- Construire des locaux et réhabiliter les écoles existantes - Payer les enseignants suffisamment et régulièrement - Approvisionner suffisamment les écoles en manuels scolaires adéquates - Equiper convenablement les Ecoles Techniques et autres - Appuyer et accompagner le personnel enseignant	- Population locale - ONGD et Autres Associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation - Ministères de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et du Développement rural - Services Publics et Organismes spécialisés (Division et Sous-Division de l'Education Nationale, UNESCO…) - Autres partenaires	Au cours de l'année 2007 : - X Qté des matériaux de construction, des matériels didactiques et autres fournitures acquis et mis à la disposition des écoles identifiées - X Qté de matériaux de construction, des matériels didactiques et autres fournitures reçus à titre de dons et subventions en faveur des	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations directement concernés - Rapports annuels des Services Publics et Organismes concernés - Divers documents relatifs au problème sous examen - Divers P.V. et Comptes	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					- Chercher des fonds - Faire le plaidoyer		écoles.	rendus des réunions - Diverses pièces comptables	
L'approvisionnement de la population en potable est mal assuré	-Coupures fréquentes d'eau - Desserte inexistante dans certains quartiers - Les installations sont vétustes - L'eau de KALUNDU est de mauvaise qualité	- Prévalence des maladies d'origines hydriques	- D'ici la fin de l'année 2006, 20 % de la population de la cité d'Uvira aura régulièrement et suffisamment accès à l'eau potable	- Mise en place d'un projet local d'extension d'approvisionnement en eau potable	- Etendre la desserte en eau potable sur l'ensemble des quartiers d'Uvira - Traiter régulièrement l'eau de l'adduction de Kalundu. - appuyer et accompagner l'Entreprise de production - Chercher des fonds	- Population locale - ONGD et autres Associations oeuvrant dans le domaine - Ministères de l'Energie, du Développement Rural, des Affaires Sociales - Services Publics et Organismes spécialisés concernés	D'ici la fin 2006 : - Nbre de robinets implantés sur la proportion des ménages dépourvus - X Qté des matériels et autres fournitures acquis et mis à la disposition de la population de la Cité d'Uvira - X Qté des matériels et autres fournitures	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports annuels de Services Publics et Organismes concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations locales - Divers documents relatifs au problème sous examen	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
							reçus à titre dons et subventions en faveur de la population bénéficiaire	- Divers P.V. et Comptes rendus des réunions -Diverses pièces comptables.	
La capture des poissons a beaucoup baissée	- Les techniques des pêches moins performantes - Destruction des écosystèmes du lac - Pêche non réglementée.	- Malnutrition - Baisse du niveau des pêcheurs.	- D'ici la fin de l'année 2007, la capture de poissons augmentera de 70 %	- Mise sur pied d'un mécanisme d'appui au secteur de la pêche	- Appliquer la loi sur la réglementation de la pêche - Introduire des nouvelles techniques de pêche - Appuyer et accompagner l'Office Public (Service Public) fonctionnant sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage – Replanter les poissons dans	- Population locale - ONGD et autres Associations oeuvrant dans le domaine - Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage, du Développement Rural, de l'Environnement et Conservation de la Nature - Services Publics et Organismes spécialisés - Autres partenaires			

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					le lac - Faire le plaidoyer auprès des autorités locales et Provinciales en faveur des pêcheurs - Chercher des fonds				
L'élevage a beaucoup régressé	- Pillage et vol du Cheptel - Le pâturage non amélioré - Les soins vétérinaires inexistants - Non accompagnement technique de la population	- Paupérisation des éleveurs - La consommation de la viande et du lait quasi-inexistante pour la population moyenne.	- D'ici la fin 2007, le nombre d'animaux domestiques augmentera de 50 %	- Pratique de nouvelles techniques agro-pastorales - Octroi des crédits agro-pastoraux	- Instaurer le système d'élevage en stabulation - Rendre disponibles réguliers les produits et matériels vétérinaires adaptés - Sélectionner des races locales performantes - Appuyer et	- Population locale - ONGD et autres Associations oeuvrant dans le domaine - Ministères de l'Agriculture, Pêche et Elevage ; du Développement Rural - Services Publics et Organismes spécialisés.	Au bout de deux (2) ans : - X volume de production (obtenu après mesures d'encadrement) au niveau des manages dont le rendement passe de 25 bêtes d'une espèces quelconques	- Rapports annuels des Ministères directement concernés - Rapports d'activités des ONGD et autres Associations concernés - Rapports des Services Publics et Organismes spécialisés	- Mauvaise gouvernance - Guerre - Manque de financement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Sources de vérification	Facteurs de blocage
					accompagner les éleveurs - Chercher des fonds		à 125 bêtes. - X Qté des matériels et autres fournitures de l'élevage acquis et mis a la disposition des éleveurs - X Qté des matériels et autres fournitures de l'élevage reçu à titre de subvention et dons en faveur des éleveurs de la contrée	- Divers P.V. et Comptes des réunions - Divers documents relatifs au problème sous examen - Diverses pièces comptables.	

CONCLUSION GENERALE

Ce rapport, qui constitue en fait le DSRP du territoire d'Uvira est le résultat de deux grandes étapes, notamment les consultations participatives et l'atelier territorial. Les consultations participatives qui nous ont conduit dans 5 sites, nous ont offert l'occasion d'appréhender :

- Les perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et du bien être. Il s'est agit ici de parler comment la population perçoit la pauvreté, ses causes et ses conséquences dans les différents sites.
- Les moyens de subsistance : Dans cette partie nous avons parlé des origines historiques et socio-économiques ainsi que des sources majeures de revenus dans le milieu ; nous avons notamment soulevé l'historique liée aux appartenances ethniques, au calendrier saisonnier sur l'ensemble des sites consultés, ainsi qu'aux investissements dans l'éducation. Concernant les services majeurs de revenus, on a touché différents secteurs, notamment, l'agriculture, de subsistance, l'élevage, la pêche, l'artisanat, les micro – crédits et le commerce.
- Le services sociaux et infrastructures : On a épinglé le niveau d'accès de la population et la qualité de différents services tels que :
  L'éducation, la santé, le logement, eau et assainissement, les voies de communication, les marchés, les moyens de communication et l'énergie.
- Paix et gouvernance : On a soulevé ici différents paramètres liés à la paix et la gouvernance à savoir : la gouvernance locale, l'accès aux médias, l'administration de la justice, ainsi que la liberté et la sécurité des personnes.
- Vision pour la réduction de la pauvreté : On a sorti ici le souhait de la population sur différents points, comme la politique du pays, l'éducation, la santé et loisir.
- Stratégie pour la réduction de la pauvreté : On a identifié plusieurs stratégies à mettre en œuvre en vue de la réduction de la pauvreté. Ces stratégies ont été placées à 20 niveaux, notamment au niveau des mécanismes de survie et à celui des actions des communautés.

Justement à propos des actions des communautés, une matrice de planification, portant sur les problèmes prioritaire a été élaborée pour chaque village.

Quant à l'atelier territorial, il a donné l'occasion aux participants de passer au peigne fin, le rapport produit à l'issue de consultations participatives.
Il faut dire que la rencontre a été pour le moins bénéfique à plus d'un titre. Outre qu'elle a permis la correction des quelques erreurs qui s'étaient glissées, elle a enrichi le rapport surtout avec les données en provenance des villages qui n'ont pas été consultés.

En somme, nous pouvons dire sans risque d'erreur que les travaux du DSRP, au niveau du territoire d'Uvira ont été couronnés de succès malgré quelques faiblesses liées à la nature humaine.
Cependant, même si nous n'avons rien promis aux populations, les travaux du DSRP suscitent l'intérêt du territoire d' Uvira.
Cela nous amène à dire que si le DSRP ne débouche pas sur quelques réalisations concrètes, la population risque de perdre d'avantage la foi vis-à-vis des initiatives de pouvoirs publics, avec tout ce que cela comporte comme conséquences sur les activités futures.